

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'EGYPTE

et la Politique Française

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 29 Mai 1909 à 1 heure 1/2

PAR

Georges PÉMÉANT

Diplômé (Section Diplomatique) de l'École Libre des Sciences Politiques

Président : M. LESEUR, Professeur.

Suffragants : { *MM. CHAVEGRIN, Professeur.*
PILLET, Professeur.

PARIS

V. GIARD ET E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

46, Rue Soufflot, 46, et 42, Rue Toullier, 12

—
1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'EGYPTE

et la Politique Française

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 29 Mai 1909 à 1 heure 1/2

PAR

Georges PÉMEANT

Diplômé (Section Diplomatique) de l'École Libre des Sciences Politiques

Président : M. LESEUR, Professeur.

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, Professeur.
PILLET, Professeur.*



PARIS

V. GIARD ET E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, 16, et 12, Rue Toullier, 12

—
1909

AVANT-PROPOS

Ce travail n'a pas la prétention d'apporter des clar-
tés nouvelles sur une question aussi connue que l'est
la *question d'Egypte*. On a simplement essayé de tracer
un tableau d'ensemble de l'histoire de l'Egypte en insis-
tant particulièrement sur ses rapports avec la politique
française, et en rappelant très brièvement ce qui s'est
passé avant l'intervention effective de la France en
Egypte. Ce faisant, on a tâché d'être avant tout clair et
méthodique, et de montrer l'enchaînement des événe-
ments complexes de cette très longue histoire, qui, étant,
comme celle de tous les peuples déchus, intimement
subordonnée à celle des autres nations, nécessite à cha-
que instant, pour la compréhension de ses causes et
l'appréciation de ses conséquences, des incursions dans
l'histoire générale que l'on doit cependant s'efforcer de
faire aussi nettes que possible pour ne pas embrouiller

un sujet par lui-même déjà assez vaste et assez compliqué.

Dans l'*Introduction*, on a fait une brève description de l'Égypte et un très court résumé des phases qu'elle a traversées jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Dans la *Première Partie (Avant la crise)*, on a étudié le développement de l'œuvre de la France en Égypte avec Bonaparte, avec Mehemet-Ali, et avec de Lesseps. Dans la *Seconde Partie (La Crise)*, on a examiné comment l'Égypte a définitivement échappé à la France. Dans la *Troisième Partie (Après la Crise)*, on a rapporté les tentatives infructueuses de la France pour rouvrir la question d'Égypte, et comment fut amenée la dernière liquidation de cette question. Enfin, dans la *Conclusion*, on a jeté un rapide regard sur la situation actuelle de l'Égypte, et on a essayé de dégager quelques vérités de la leçon qu'offre l'histoire de la politique française à l'égard de ce pays.

Cette Thèse pourrait aussi bien être intitulée: *Comment l'on perd une colonie*. Car tout, le passé, les souvenirs, les influences, les œuvres accomplies, les intérêts, tout enfin poussait l'Égypte à devenir pour la France, sinon une colonie *stricto sensu*, du moins un protectorat plus ou moins déguisé, comme sa voisine la *Tunisie* et comme son symétrique le *Maroc*.

Il y a comme cela de par le monde quelques colonies que la France a perdues, ou, plutôt, qui lui ont été enlevées: le *Canada*, les *Indes*, par exemple; ce sont des

Alsaces-Lorraines coloniales, auxquelles on pense moins qu'à l'autre parce qu'elles sont plus éloignées dans le temps et dans l'espace. Mais, au moins, ces colonies ont-elles été arrachées à la France par la force des armes, après des luttes héroïques pour les conserver, et, souvent, d'admirables pages de grandeur et de sagesse coloniales. Tandis que, pour l'Egypte, c'est pire : c'est la France elle-même qui, non seulement n'a rien fait pour y maintenir et y accroître ses droits, mais encore a tout fait pour les perdre, allant jusqu'à refuser, chose inconcevable, la part honorable que sa rivale lui offrait. Dans cette période navrante de la crise de 1882, on voit le gouvernement français entasser fautes sur fautes. Fautes ? Ce n'est pas assez dire. On peut se tromper sur tel ou tel événement, sur tel ou tel acte, leur caractère et leurs conséquences. Mais, pour l'Egypte, ce sont des fautes si incroyablement grossières qu'il faut chercher dans la langue familière un terme expressif pour rendre l'impression qui s'en dégage : ce ne sont plus des fautes, ce sont, que l'on passe l'expression, des *gaffes*.

Les résultats ? L'Egypte perdue pour la France, le Canal de Suez lui-même, œuvre toute française, abandonné ; puis, vingt ans de politique incohérente et irrésolue, sans but précis, des regrets tardifs et timides, une expédition splendide mais lancée à l'aventure et aboutissant à un nouvel échec, et, finalement, la seule solution honorable et pratique que laissât l'impasse où l'on était arrivé, l'acceptation du fait accompli en échange de

compensations que l'on espère suffisantes.

Les pages qui vont suivre rappelleront donc pour la France, à côté de souvenirs grandiosement épiques et glorieusement féconds, des souvenirs véritablement humiliants, d'autant plus que l'humiliation fut uniquement due au manque de volonté de la France.

De ces inexpiables fautes, ce ne fut pas la diplomatie française qui dut en porter le poids; des hommes clairvoyants ne cessèrent de montrer le péril de la politique française et le néant à quoi elle conduisait. Mais la lourde responsabilité en retombe sur un Parlement mesquin et une opinion dévoyée comme elle l'est trop souvent, dont l'ignorance et l'aveuglement néfastes firent perdre à la France un pays que tant de Français avaient fait un peu sien par leurs idées, par leur argent, par leurs travaux, et par leur sang.

L'Egypte et la Politique française

INTRODUCTION

I.

Le Nil et l'Egypte

L'Egypte, bien que faisant corps avec la grande masse de l'Afrique, est bien plutôt asiatique qu'africaine. Elle est isolée à l'Ouest du reste de l'Afrique par le désert, et ce n'est qu'au Sud, par la Nubie et le Soudan, qu'elle communique réellement avec le reste du continent africain, tandis qu'à l'Est elle se rattache sans interruption à l'Asie par l'isthme de Suez et la Syrie et que les côtes d'Arabie se dressent en face d'elle, de l'autre côté de ce grand canal qu'est la Mer Rouge. L'Egypte est ainsi physiquement une sorte d'avancée de l'Asie en Afrique, et, vers le Sud, un terrain de transition entre les deux continents. Ce caractère d'avant-poste asiatique se retrouve aussi dans son ethnologie et dans ses destinées historiques. Sa population, blanche, de race asiate, en

est une preuve frappante, et l'était plus encore dans l'antiquité, alors que, avant l'invasion musulmane, l'Afrique, le *Continent Noir*, était, en dehors des comptoirs phéniciens du littoral méditerranéen et plus tard des colonies romaines de la Numidie, exclusivement peuplée d'individus de race nègre. De même, l'histoire de l'Égypte, la plus ancienne que l'on connaisse, est intimement liée à celle de l'Orient Asiatique.

Ce qui a contribué à donner à l'Égypte son caractère spécial, et, on peut dire, sa physionomie unique, c'est sa remarquable constitution physique.

L'Égypte, c'est un fait bien connu, n'est pas autre chose que la vallée et les embouchures d'un grand fleuve : le *Nil*. La vallée est fermée par deux chaînes de rochers arides qui la séparent à l'Est du petit désert ou *Désert Arabique* et du littoral de la Mer Rouge, et à l'Ouest de l'immense désert africain (*Désert de Lybie* et *Sahara*). Très resserrée, au Sud, réduite parfois à un défilé large seulement d'un kilomètre, cette vallée s'élargit au Nord sur un espace de 15 à 20 kilomètres : c'est elle qui constitue les régions appelées *Haute* et *Moyenne-Égypte* (*Saïd* et *Ouestanieh*). Quant aux embouchures du Nil (l'ancien *Delta* de l'antiquité), elles forment la *Basse-Égypte* (*Bahireh*), grande plaine de 23.000 kilomètres carrés, où serpentent à travers les marécages les multiples bras du Nil, dont le nombre a plusieurs fois varié, et qui se termine en s'enfonçant peu à peu sous les eaux de la Méditerranée. Primitivement recouverte par

la mer, la Basse-Egypte a été formée par l'alluvionnage du Nil, qui continue d'ailleurs chaque année à empiéter de 1 mètre environ sur la mer. Tout à fait au Sud de l'Egypte, la Nubie et le Soudan Egyptien la relie au Sud-Est au massif montagneux de l'Abyssinie, et au Sud-Ouest aux régions du Centre Africain.

C'est le Nil qui a créé la Basse-Egypte, et c'est le Nil encore qui a rendu habitable la Haute et la Moyenne-Egypte. Ainsi que le disait le vieil Hérodote il y a 2.500 ans : « *L'Egypte est un présent du Nil.* » Le climat brûlant de l'Egypte est naturellement sec ; il n'y pleut que très rarement ; jadis, il se passait parfois une année entière sans un seul jour de pluie ; aujourd'hui, il pleut un peu moins rarement à cause du percement de l'isthme de Suez, qui a établi un courant météorologique entre la Méditerranée et la Mer rouge. Mais, quoi qu'il en soit, si l'Egypte ne devait compter que sur la pluie, elle ne serait qu'un désert sablonneux, torride et desséché, incultivable et inhabitable, comme les déserts qui la bornent à l'Est et à l'Ouest.

Mais le Nil est là. Ce fleuve, un des plus puissants du monde, sort des profondeurs du Centre-Est de l'Afrique, par plusieurs bras de noms divers dont les sources, essentiellement lacustres, se trouvent principalement dans l'immense lac Victoria. Ces sources furent longtemps mystérieuses ; sous Néron, deux voyageurs romains, deux centurions, précise Sénèque, parvinrent jusqu'aux « *Grands Marais* », le *Pays des Rivières* actuel, qui

est la contrée du Bahr-el-Ghazal, la grande région des sources du Nil, un peu au Nord-Ouest du lac Victoria. Par une infinité d'affluents, le fleuve draine les eaux de tout le Nord-Est de l'Afrique, et, au sortir des montagnes de la région des lacs, après être passé entre le Plateau de Kordofan et le massif de l'Abyssinie et avoir traversé le Soudan Egyptien, il vient, après six *cataractes*, féconder le désert égyptien, et enfin se jeter dans la Mer Méditerranée par trois bras principaux et plusieurs autres de moindre importance et de nombre variable.

Mais le simple passage du Nil, même étendu par des canaux d'irrigation, ne donnerait à l'Egypte qu'une fertilité secondaire, tandis qu'un phénomène bienfaisant vient lui apporter une fécondité exceptionnelle.

Tous les ans, en effet, vers le 15 juin, grossi par les pluies équatoriales et la fonte des neiges de l'Abyssinie que lui apportent de nombreux affluents, le Nil déborde et inonde tout le pays au Nord des Cataractes. Avant cette époque, le pays s'est desséché, empoussiéré, et brûlé sous l'influence du vent d'Ouest, le vent du désert, le *Khamsin*; le Nil est alors réduit de moitié et son lit encombré de boues noirâtres (d'où le nom de *Kemât*, qui signifie *noir*, que les anciens Egyptiens donnaient à leur pays). Alors, le vent du Nord se lève, souffle avec force, et, balayeur puissant, prépare, en dispersant la poussière, le travail de l'arroseur gigantesque qu'est le Nil. Puis, le Nil commence à grossir peu à peu, et, pendant trois ou quatre jours, ses eaux sont vertes, ternes, gluantes, et

très malsaines à boire, car c'est à ce moment que s'écoulent, chassées par la crue comme d'un égoût immense, les eaux qui croupissaient depuis six mois dans les plaines du Soudan : c'est la période dite du *Nil Vert*. Ensuite la crue augmente, les eaux deviennent troubles, se chargent d'une grande quantité de terre, et sont d'une couleur rougeâtre, mais très bonnes à boire : c'est la période dite du *Nil Rouge*. Le Nil monte ainsi jusqu'à 7 ou 8 mètres au-dessus de son niveau normal ; le pays n'est plus qu'une plaine liquide, où, seuls, surgissent au-dessus de l'eau les villages, qui sont bâtis sur des monticules et reliés entre eux par d'étroites chaussées. Vers le 10 octobre, le fleuve commence à baisser lentement ; à la fin de Décembre, l'inondation est terminée, le Nil a repris son cours normal et sa teinte bleu clair, il est redevenu le Nil bleu. Mais, en se retirant, il a déposé sur le sol une épaisse couche de limon fertile, qu'on laboure sans effort, et où la végétation pousse avec une rapidité extraordinaire : on sème le blé en Novembre, à mesure que l'eau se retire, et on le fauche en Avril. Enfin, un ensemble de canaux d'irrigation, auxquels on a aujourd'hui donné une grande extension, complète l'œuvre du fleuve.

Mais il faut aider la nature. La Basse-Egypte, par sa constitution, a besoin des travaux de l'homme pour conserver l'irrigation naturelle du Nil. Jusqu'à la fin de la domination romaine, le Nil se jetait à la mer par sept embouchures qui arrosaient des campagnes florissantes ;

sur ces bras, creusés et entretenus par des travaux continuels, s'élevaient des villes prospères, et vingt-quatre administrateurs veillaient au bon état des contrées qu'on leur avait confiées.

Les Egyptiens ont toujours compris ce qu'ils devaient à leur fleuve. Dans l'antique Egypte, on l'adorait comme un dieu. Et la *Fête du Nil*, au moment où commence le débordement du fleuve, a toujours été, depuis la plus haute antiquité, la grande fête égyptienne.

Aussi l'Egypte a-t-elle été, de tous temps, le pays le plus fertile du monde. L'hiver, elle est couverte de moissons et de prairies. Dans les parties élevées, qui ont le temps de sécher entre deux inondations, le blé, l'orge, le riz, le maïs, le sorgho (sorte de mil), la fève, le pois chiche, la lentille, l'oignon, l'indigo, le séné, la cassé, le sucre, le natron, et quantité d'autres végétaux y poussent admirablement, et l'on y peut faire deux ou trois récoltes par an; le lin, le chanvre et le ver à soie y viennent aussi très bien; au XIX^e siècle, on y a acclimaté avec succès le coton. Dans les basses terres, qui restent humides, s'étendent de superbes pâturages, où l'on élève des bœufs, des chèvres, des oies. Dans les étangs qui bordent le Nil, particulièrement dans la Basse-Egypte, poussent deux arbustes spéciaux à l'Egypte: le papyrus, dont on connaît l'antique usage, et les trois espèces de lotus, le bleu, le blanc, et le rose, ce dernier produisant la fève d'Egypte. Les forêts n'existent pas, les hauteurs étant formées de rochers nus et arides et la vallée étant

trop fertile pour n'être pas toute mise en cultures; on n'y trouve que des bosquets d'acacias, de mimosas, de tamaris, et des plantations de vigne, de grenadiers, de figuiers, d'abricotiers, de palmiers-dattiers et autres arbres fruitiers, ainsi que des fleurs diverses.

La faune est assez variée. Les étangs sont habités par de nombreuses troupes d'oiseaux aquatiques, canards, cormorans, pélicans, flamants, ibis. Le Nil fourmille de poissons, parmi lesquels le *Fahaka*, étrange animal tout recouvert de piquants, qui peut se gonfler à volonté et, en basculant par le poids de son dos, se laisser alors glisser le ventre en l'air au fil de l'eau. L'hippopotame, qui habitait autrefois le Nil, en a disparu dès l'antiquité. Le célèbre crocodile du Nil, long parfois de 6 mètres, a, en Egypte, tout au moins, presque entièrement émigré par suite de la navigation à vapeur sur le fleuve. Entre autres animaux domestiques, l'Egypte possède, comme tout l'Orient, de nombreux troupeaux de dromadaires, une excellente race d'ânes, et de magnifiques chevaux.

Le type de l'indigène égyptien n'a pas changé depuis l'antiquité: les *fellahs* ou paysans, ressemblent d'une manière frappante aux statues égyptiennes d'il y a 5.000 ans. Sous ce climat sec, chaud et fertile, les Egyptiens ont toujours vécu à peu de frais; ils étaient d'ailleurs, et sont restés, sobres et travailleurs, industriels et artistes, aimant les fêtes, insoucians, gais, doux et dociles: c'est un peuple très facile à diriger, et la meilleure preuve en est que, chose peut-être unique dans l'histoire des

peuples, il ne s'est jamais révolté contre son gouvernement. Et pourtant il en a changé plus peut-être qu'aucun autre !

Le territoire réellement habité de l'Égypte n'est que de 29.000 kilomètres carrés, à peine la superficie de la Belgique, et ce territoire nourrit actuellement à lui seul, sans préjudice de ses exportations, une population de 6.798.250 habitants; aucun pays d'Europe n'offre cette densité, et, cependant, l'Égypte était encore bien plus peuplée dans l'antiquité, avant que les invasions musulmanes et les ruines qui en résultèrent ne l'aient en partie dévastée; l'Égypte était, avec l'actuelle Tunisie, le grand grenier à blé de l'Empire Romain.

Enfin, sa position géographique a fait de tous temps de l'Égypte un marché international de premier ordre. Dans l'antiquité, c'était un lieu de transit pour les marchandises d'Arabie, de Nubie, et des vagues contrées mystérieuses, connues sous le nom d'*Ethiopie*, de l'intérieur de l'Afrique (bois précieux, ébène, aromates, gomme, épices, encens, poudre d'or, écaille, ivoire, plumes, esclaves, etc.), qui arrivaient, soit dans la Haute-Égypte par caravanes, soit dans les ports du littoral de la Mer Rouge, d'où elles descendaient ensuite le Nil jusqu'à Alexandrie, pour se répandre dans tout le monde civilisé. C'était aussi le lien de transbordement des marchandises de ou pour les Indes et l'Océan Indien, que des caravanes transportaient à travers l'isthme de l'une à l'autre mer, ou qui passaient par le canal du Nil, la

route par le Cap n'étant encore connue que d'une façon très vague et presque fabuleuse. Un intense mouvement commercial passait ainsi, par l'intermédiaire de l'Égypte, de la Méditerranée dans la Mer Rouge et l'Océan Indien ou inversement, pour se répandre en Arabie, dans l'Inde, dans l'*Inde au-delà du Gange* (Indo-Chine), et parfois jusqu'en Chine, qu'atteignaient aussi, par voie de terre les caravanes parties d'Asie Mineure et se rendant à travers l'Asie Centrale jusqu'au Pamir où elles rencontraient les marchands d'Extrême-Orient.

Les relations entre l'Occident et l'Orient, rompues par la chute de l'Empire Romain et les invasions barbares et musulmanes, furent reprises à la suite des Croisades, et il y eut de nouveau, toujours par les mêmes voies, un mouvement commercial actif, notamment avec les villes maritimes de l'Italie Médiévale, qui, avec Alexandrie, monopolisèrent le trafic de l'Europe avec l'Orient et lui durent leur fortune brève mais éclatante.

Le doublement de l'Afrique par le Cap des Tempêtes ou de Bonne-Espérance qu'effectua Vasco de Gama, et son arrivée aux Indes par cette nouvelle route en 1497, diminuèrent l'importance de l'Égypte et des ports italiens au point de vue du commerce mondial avec les Indes et l'Extrême-Orient. Au début du XVI^e siècle, d'*Albuquerque*, le grand fondateur de l'empire colonial indien des Portugais, songea même un instant, pour assurer au Portugal le monopole incontesté du commerce des Indes, à rendre l'Égypte au désert en détournant le

Nil dans la Mer Rouge: le cours supérieur du Nil aux mains de ses ennemis, c'est toujours là, en effet, le grand danger pour l'Égypte.

Quoi qu'il en soit, ce projet n'eut pas de suite, et l'Égypte, bien que déchue économiquement, resta le grand jalon stratégique et politique de la route des Indes; d'autant plus que l'intercommunication des deux mers, exécutée déjà par les anciens Pharaons au moyen du Canal du Nil qui commençait à Bubaste sur le fleuve et, par les Lacs Amers, aboutissait à Arsinoë sur la Mer Rouge, n'était plus, on le sentait bien, qu'une question de temps et d'opportunité.

Et, le Canal de Suez une fois ouvert, l'Égypte retrouvera dès lors son antique importance commerciale et politique, par suite de l'abandon de plus en plus grand de la longue et pénible route du Cap par les navires allant dans l'Océan Indien et dans l'Océan Pacifique. Le percement de l'isthme de Panama fera sans doute abandonner aux navires d'Europe la route de Suez pour aller dans l'Océan Pacifique, et y substituera celle de Panama par l'Océan Atlantique.

II

Sept mille ans d'Histoire

On comprend qu'un pays si merveilleux par ses richesses naturelles, la facilité de son exploitation, la

grande salubrité de son climat et sa remarquable situation géographique, économique, politique et militaire, ait été de tous temps convoité par les peuples ayant des intérêts dans le bassin méditerranéen ou dans l'Asie Occidentale, et que, dès qu'il ne fut plus assez fort et puissant pour conserver son indépendance, il devint la proie précieuse que, successivement, s'arrachèrent, au fur et à mesure de la croissance des unes et du déclin des autres, les nations dominatrices de chaque époque.

De fait, si l'on en excepte les chefs farouches des sauvages hordes mongoles, pas un des grands conducteurs de peuple qui n'y ait passé et dominé. Assur-Bani-Pal, Cambyse, Alexandre, César, Auguste, Amrou, Sélim, Napoléon, tous sont venus là, tous se sont arrêtés au pied des Pyramides, tous ont contemplé le grand Sphynx énigmatique qui, à l'époque romaine, semblait déjà d'une fabuleuse antiquité.

Peuplade venue d'Asie et établie en Egypte après en avoir refoulé les primitifs aborigènes de race noire, les Egyptiens, il y a, croit-on, plus de 7.000 ans, s'étaient déjà réunis sous un seul roi, le *Pharaon*. Le premier Pharaon dont on sache le nom, *Ménès*, fonda *Memphis*, l'ancienne capitale de l'Egypte, sur la rive gauche du Nil et presque en face du Caire actuel. Depuis, vingt-six dynasties nationales se succédèrent en Egypte pendant 4.500 ans, jusqu'à la fin de l'Empire Egyptien.

On ne sait rien des trois premières dynasties connues. Il y a 3 ou 4.000 ans, sous la quatrième dynastie, furent

bâties les *Pyramides*. La sixième dynastie conquiert la Nubie et les territoires constituant l'actuel Soudan Egyptien. A partir de la onzième dynastie, la capitale fut transportée dans la Haute-Egypte, à Thèbes, d'où son nom de *Thébaïde* (vers 2.200 avant J. C.). La douzième dynastie créa un grand réservoir, le *Lac Mœris*, pour retenir les eaux du Nil pendant les crues et arroser la Basse-Egypte pendant la sécheresse, et, sur ses bords, on bâtit le *Labyrinthe*. A la fin de la quatorzième dynastie, les *Hycsos*, ancêtres des *Druses* de Syrie, conquièrent le Delta, et l'Egypte fut alors divisée en deux royaumes, la *Basse-Egypte*, soumise aux envahisseurs, avec *Memphis* pour capitale, et la *Haute-Egypte*, restée nationale, avec *Thèbes* pour métropole. Finalement, deux siècles après, vers 1.650 av. J. C., les Hycsos furent chassés par les rois de Thèbes et l'Egypte fut de nouveau unie et libre.

La dix-neuvième dynastie conquiert la Syrie et l'Ethiopie, et pousse sa domination jusqu'à l'Euphrate. C'est la grande époque pour la puissance égyptienne, l'époque de *Thoutmès*, de *Séti*, de *Ramsès*, de *Sésostris* (de 1.600 à 1.200 av. J. C.). Dès lors commence la décadence. Après avoir repoussé les incursions de pirates asiatiques, l'Egypte fut conquise par les *Ethiopiens*, ancêtres des *Abyssins* actuels, qui en furent à leur tour chassés par *Assur-Bani-Pal* et les *Assyriens*; l'Egypte devint une province de l'*Empire d'Assyrie* (671 avant J.C.)

Un prince de la Basse-Egypte, *Psamétik*, souleva le pays, chassa les Assyriens, et fonda la 26^e et dernière dynastie, qui eut sa capitale à *Saïs* (Vers 655 av. J.-C.). C'est à cette époque que des Grecs commencèrent à s'établir en Egypte, principalement au port de Naucratis. Le roi *Nécho* essaya vainement de reconstruire le canal de Bubaste, entre le Nil et la Mer Rouge, qui avait été creusé 900 ans auparavant, et envoya une expédition maritime phénicienne faire le tour complet de l'Afrique, précédant ainsi de 2.100 ans Vasco de Gama (600 av. J.-C.). Enfin, en 525 av. J.-C., le roi de Perse *Cambyse* envahit et conquiert définitivement l'Egypte, qui devint dès lors une province de l'*Empire Perse*. C'est la fin de l'histoire de l'Egypte en tant que nation indépendante : elle n'a jamais depuis recouvré sa pleine souveraineté. Mais, à travers la série des conquérants divers qui vont se succéder, et jusqu'à la fin de l'Empire Romain, le peuple égyptien gardera fidèlement, sans grands changements, sa religion, sa langue, son costume, et tous ses vieux usages, très différents de ceux des autres peuples.

En 332 av. J.-C. *Alexandre-le-Grand*, après avoir détruit l'Empire Perse, soumit l'Egypte et fonda, aux embouchures du Nil, sur le bord de la mer, près de Canope et en face de la fameuse île de *Pharos*, la cité, une des plus célèbres de l'univers, qui devait devenir le centre du nouveau monde grec : *Alexandrie*. A la mort d'*Alexandre* (323 av. J.-C.), après les guerres anarchiques qui éclatèrent pour le partage de son empire, l'Egypte

échut à l'un de ses généraux, *Ptolémée*, qui fut le premier roi de l'Egypte grecque (306 av. J.-C.). Ce fut un excellent monarque, qui, loin de vouloir dominer l'Egypte en maître étranger, s'efforça de nationaliser son gouvernement et de s'attacher son peuple; il y eut alors fusion assez intime entre Egyptiens et Grecs.

Pendant trois siècles, les descendants de Ptolémée, les *Lagides*, régnèrent sur l'Egypte. Ce fut pour le pays une époque de grande prospérité matérielle, et, en même temps, l'apogée de la civilisation et de la culture hellénique. Alexandrie, la plus grande, la plus belle et la plus riche ville du monde d'alors, était plus grecque que ne l'avait jamais été Athènes, et, en outre, c'était la métropole scientifique, littéraire et artistique du monde ancien, avec son vaste *Musée*, son immense *Bibliothèque*, ses jardins zoologiques et botaniques, son observatoire, ses physiciens, ses grammairiens, ses géographes, ses poètes, et ses philosophes. Entre temps, la Syrie et Chypre furent conquises, la Syrie parce que c'est le boulevard de l'Egypte et qu'on ne peut être tranquille en Egypte si l'on a des inquiétudes sur la Syrie (ce qu'est le Maroc à l'Algérie), et Chypre parce que l'Egypte, n'ayant pas de forêt, voulait en posséder afin de n'être plus tributaire de l'étranger pour ses constructions navales.

Peu à peu, tout en continuant à rester d'un raffinement de civilisation et de luxe dont nous n'avons plus guère idée, l'Egypte grecque s'achemina vers la déca-

dence politique, tandis que grandissait de plus en plus, formidable et menaçante, l'une des plus gigantesques puissances qu'ait vue le monde, l'*Empire Romain*, qui, par la Numidie et la Cyrénaïque (Tunisie et Tripolie) et par l'Asie Mineure, enserrait déjà l'Egypte, le seul grand Etat resté à peu près indépendant. Le prétexte à l'intervention directe de Rome en Egypte fut l'assassinat de *Pompée*, qui, fuyant devant César, s'était réfugié à Alexandrie et que les ministres du roi, croyant ainsi faire leur cour à César, avaient fait mettre à mort. *César*, qui leur en avait exprimé son indignation, fut bientôt, à son tour, attaqué dans Alexandrie, mais, malgré le petit nombre de ses troupes, il parvint à réduire le roi, et fit de l'Egypte une sorte de protectorat romain, ou régna désormais la fameuse *Cléopâtre* (47 av. J.-C.). Lors du partage du pouvoir entre les Triumvirs, successeurs de César, *Antoine*, qui gouvernait l'Orient, s'éprit d'un amour violent pour cette fascinante princesse, comme César avait fait; mais il ne sut pas, comme lui, mettre sa conduite de chef en dehors de ses passions d'homme, et, nouvel Hannibal, oublia Rome même dans les délices d'une Capoue autrement dangereuse; ce fut là l'occasion de sa rupture avec *Octave*. On sait comment, après la guerre civile et la bataille d'*Actum* qui ruina leurs espérances, Antoine et Cléopâtre, réfugiés à Alexandrie, y périrent d'une fin tragique. L'Egypte fut alors réduite en province romaine (30 av. J.-C.).

La main rude mais bienfaisante de Rome laissa, dans l'Afrique du Nord comme ailleurs, des traces nombreuses de son passage. L'Égypte, gouvernée par un préfet, connut alors une ère très prospère, particulièrement sous le gouvernement des *Antonins*, que les historiens anciens ont appelé, peut-être un peu emphatiquement, *l'âge d'or de l'humanité*. Un commerce intense, dont Myos-Ormos était le principal entrepôt, répandait ses richesses sur l'Égypte, alimenté par le trafic des grains, des fruits, du bétail, du lin, des poteries, du verre, des toiles, des soieries, des épices, des aromates, des parfums, de l'encens, de la gomme, de l'ébène, des bois précieux, de l'ivoire, des plumes, de l'écaille, des perles, des pierres précieuses, etc., etc., et facilité par de nombreux travaux publics. L'Égypte fut, avec la Tunisie, le grand centre d'approvisionnement de l'Empire, et l'on croit qu'elle nourrissait à cette époque 20 millions d'habitants, sans compter les garnisons et les fonctionnaires romains. Puis, le *Christianisme* naquit, et s'implanta rapidement en Égypte, où il poussa de fortes racines principalement dans la Basse-Égypte, dont les habitants, devenus chrétiens, oublièrent peu à peu leurs antiques coutumes.

Lors du partage de l'Empire Romain en *Empire d'Occident* et *Empire d'Orient*, l'Égypte fut comprise dans l'Orient et releva désormais de Constantinople. (395 ap. J.-C.). Avec la disparition de l'unité que Rome avait apportée dans le bassin méditerranéen par la

force de ses armes et de ses lois, avec la fin de l'ancien Empire Romain, la séparation irrévocable entre l'Orient et l'Occident alla s'accroissant de plus en plus dans la civilisation; le *Schisme d'Orient*, commencé par *Photius* en 862 et rendu définitif par le patriarche *Cerularius* en 1053, compléta cette séparation politique et sociale par la scission religieuse.

L'Empire d'Orient, l'Empire Grec, l'Empire Byzantin, put, d'abord, repousser victorieusement les invasions des Barbares du Nord, et même, sous *Justinien* et avec *Bélisaire*, étendre sa puissance. Mais il n'eut, ensuite, plus la force de se défendre contre les envahisseurs du Midi, les *Persans* d'abord, les *Arabes* ensuite. Après une série de guerres confuses et épouvantables qui ravagèrent l'Orient tout entier, l'Égypte tomba aux mains des Persans, qui y avaient déjà dominé 1.000 ans auparavant; ils en furent cependant de nouveau chassés (623).

Mais ce succès fut de courte durée. Du fond de l'Arabie s'élança soudain, comme un torrent hurlant, un peuple qui allait d'un seul coup réduire l'Empire d'Orient à ne plus être que l'Empire de Constantinople, le *Bas-Empire*, dont le nom seul symbolise la décadence la plus profonde, la plus féroce, la plus dégradante, et, parfois, la plus grotesque.

On n'a point à parler ici de l'extraordinaire épopée de *Mahomet*, de ce chef arabe, une des plus grandes figures de l'humanité, convaincu, sincère, et cependant

très habile, droit et désintéressé, beaucoup plus doux et tolérant que ses farouches compatriotes, et qui sut forger en vingt ans, avec des tribus divisées et sauvages, un peuple indissolublement uni, avec un idéal religieux et politique, qui devait donner naissance à une civilisation des plus brillantes.

L'expansion arabe ne commença qu'après sa mort, mais eut la force irrésistible et soudaine de l'avalanche. Ce fut *Amrou* qui, en 639, conquiert l'Egypte et entama ainsi le premier l'Afrique. Il organisa sagement sa conquête, s'appuyant sur les indigènes (appelés *Coptes* ou *Kophites*) qui détestaient leurs dominateurs byzantins. L'Egypte fut, dès lors, un pays profondément musulman. Elle fit d'abord partie du *Khalifat de Bagdad*, dont un des Khalifes, le fameux Haroun-al-Raschid, entretint des relations amicales avec Charlemagne, puis s'en détacha vers 800 pour former un Etat distinct sous une dynastie turque, qui ne dura pas, mais qui fut le début de la prépondérance des *Turcs* dans l'Orient, qui, peu à peu, n'allaient bientôt plus laisser que l'Afrique aux Arabes proprement dits.

L'Egypte vit bientôt s'installer chez elle la plus importante des dynasties musulmanes d'Afrique, les *Fatimites*, qui fondèrent *Le Caire*, *Misr-el-Kahira* (*La Victorieuse*), et qui dominèrent toute l'Afrique du Nord (968). Sous cette dynastie, l'Egypte, ruinée par les invasions, recouvra son ancienne splendeur, et Le Caire devint, comme Bagdad et Cordoue, un des centres écla-

tants de la culture musulmane, si brillante et si universelle, qui contrastait étrangement avec les ténèbres barbares alors répandues sur l'Europe. Les Fatimites furent peu à peu réduits à l'Égypte par suite de l'établissement des dynasties arabes de l'Afrique du Nord et de l'Empire Turc d'Asie. C'est dans cette situation que se trouvait l'Égypte au moment des Croisades.

La première Croisade (1096-1099) ne l'atteignit pas et s'arrêta après avoir fondé l'éphémère royaume chrétien de Jérusalem. La seconde (1147) n'y alla pas davantage. Mais, entre temps, le Kurde *Saladin* avait enlevé l'Égypte aux Fatimites déchus (1171), créé un grand royaume mahométan du Nil à l'Euphrate et repris Jérusalem (1187). D'où la troisième Croisade, qui continua de tourner toujours autour de la Palestine, et qui, d'ailleurs, échoua (1189-1191). La quatrième Croisade (1202), plus profane que religieuse, se borna, sur l'inspiration intéressée de Venise, à renverser le Bas-Empire et à le remplacer par l'*Empire Latin*, ou mieux *Français*, de Constantinople, qui s'écroula en 1261. La cinquième Croisade (1217) voulut reconquérir la Terre-Sainte et, se fondant sur ce que tous les secours aux Musulmans leur étaient venus d'Égypte, se dirigea sur Le Caire; mais elle n'alla pas plus loin que les embouchures du Nil. Quant à la sixième Croisade (1220), elle ne fut qu'une mince entreprise de l'empereur Frédéric II.

Lorsque, reprenant l'idée de la cinquième Croisade,

Saint-Louis entreprit sa première campagne contre les Infidèles (1248), c'est aussi sur l'Égypte qu'il se dirigea. *Damiette* à l'une des branches du Nil, fut enlevée. Mais la peste, ce fléau de l'Orient, se mit parmi les Croisés et, environnés par les Sarrazins, ils durent se rendre avec le roi qui fut relâché contre rançon. La seconde tentative de Saint-Louis, dirigée contre Tunis, réussit plus mal encore et il y mourut de la peste (1270). Mais, bien que désastreuse, cette première apparition des Français en Égypte ne fut pas sans laisser de traces et le « *bon saint homme de roy* », comme parle Joinville, inspira aux Musulmans mêmes le respect de ses vertus, de son courage et de sa droiture. C'est sous son règne que la France obtint l'établissement de Consuls français à Tripoli et à Alexandrie.

Venise avait profité des Croisades, particulièrement de la quatrième, pour développer son commerce maritime, mettre la main sur des comptoirs avantageux, et se faire concéder en Orient, comme Gênes, sa rivale, de nombreux privilèges. Venise avait fait de la Crète la grande escale entre l'Égypte et l'Occident, et Constantinople avait perdu son caractère de grand marché entre l'Europe et l'Asie. Venise monopolisait ainsi à son profit le commerce des Indes. Cependant, en 1270, *Philippe III le Hardi* avait conclu un traité en faveur du commerce français en Afrique.

Les Grecs, rentrés à Constantinople après la chute de l'Empire Latin (1261), mais de plus en plus affaiblis et

usés, étaient encerclés par des ennemis divers, Hongrois, Serbes, Bulgares, Roumains, qui se disputaient les Balkans; on peut dire que la mêlée et la confusion balkaniques, dont nous ne sommes pas encore près d'être sortis, avait déjà commencé. Mais un ennemi plus redoutable parut. Les *Turcs Ottomans*, petite tribu d'Asie Mineure, détachée du grand *Empire Turc* d'Asie, se rendirent indépendants (1307) à la faveur de la dislocation de cet empire, et, sous les *Osmanlis*, commencèrent à se tailler un Etat de plus en plus considérable en Asie Mineure d'abord, puis, peu à peu, dans les Balkans, en resserrant leur cercle autour de Constantinople. Après bien des luttes, entre autres l'effroyable guerre contre l'invasion mongole de Tamerlan, les Turcs, avec le Sultan *Mahomet II*, s'emparèrent de Constantinople (1453), et détruisirent les derniers débris de l'Empire d'Orient.

Cependant, en Egypte, depuis le commencement du XIV^e siècle, la dynastie des Fatimites avait définitivement disparue et avait été remplacée par la domination des *Beys Mameluks*, sorte de république militaire et anarchique, véritable Pologne d'Orient, qui s'étendait jusqu'en Syrie. Le Sultan *Sélîm le Féroce* résolut de s'emparer de l'Egypte. Il défit le « soudan » ou chef suprême des Mameluks, *Kansou-al-Gouri*, et entra au Caire, où les Egyptiens, lassés de la tyrannie des Mameluks et d'ailleurs, comme tous les peuples déchus, toujours du parti du nouveau vainqueur, l'accueillirent en libé-

rateur (1516). Mais Sélim dut cependant, par raison politique, conserver les Mameluks dans la nouvelle organisation de l'Egypte. Cette conquête fut complétée par la soumission de l'Arabie et d'Alger.

La conquête de l'Egypte par les Turcs eut un résultat imprévu, mais fort important. Au Caire, Sélim trouva dernier descendant des *Abbassides*, seuls successeurs légitimes de Mahomet pour les Musulmans *Sunnites* (*Turc, Arabes*), tandis que, pour les *Schites* (*Persans*), ce sont les *Alides*; ce descendant, c'était le calife *Motawakkel*, qui lui remit l'*Etendard du Prophète* et abdiqua entre ses mains l'autorité spirituelle. De sorte que le Sultan, en même temps que chef temporel de la plus grande partie du monde musulman, devint aussi le *Commandeur des Croyants*, l'héritier du Prophète, le chef spirituel.

La conquête turque eut un autre résultat. Elle acheva de porter le coup mortel à Venise, déjà déchu par la découverte des nouvelles routes maritimes, en coupant ses communications avec l'Orient et les Indes.

Avec le successeur de Sélim, le célèbre *Soliman le Magnifique*, *François I^{er}* signa les « *Capitulations* », qui, outre un traité d'alliance politique, contenaient un traitement de faveur pour le commerce français dans tous les pays de l'Islam, des immunités pour ses consuls et de nombreux avantages pour les chrétiens d'Orient qui se mettaient sous la protection du pavillon de France. La capitulation de 1528, conclue avec *Soliman*

II, confirma les privilèges des Français et des Catalans en Egypte; celle de 1535 les étendit aux Français dans tout l'*Empire Ottoman*.

Après tant de troubles, de guerres, d'invasions, de ravages et de calamités de toutes sortes, l'Egypte avait enfin retrouvé, sous la domination de la *Sublime Porte*, sinon la prospérité, tout au moins une certaine tranquillité. Mais l'autorité de la Turquie, exercée par des *pachas* incapables, s'affaiblit considérablement par la suite, et les *Beys Mameluks*, redevenus à peu près indépendants, firent de nouveau peser leur despotisme sur le pays. De plus, l'impéritie et la rapacité des pachas et des beys, qui négligèrent tous les travaux d'irrigation, diminuèrent vite la portion cultivable du Delta. Les embouchures du Nil, si prospères jadis sous les Pharaons, les Grecs, les Romains et les Fatimites, s'obstruèrent peu à peu par suite de l'ensablement incessant, et la diminution du débit du fleuve finit par transformer en désert marécageux ou sablonneux, ces lieux jusqu'alors d'une fertilité extraordinaire. Quant à la Haute-Egypte, abandonnée depuis longtemps par ses habitants, elle n'était plus qu'une solitude inculte couverte des ruines d'innombrables monuments. Comme le disait Napoléon: « *Sous un mauvais gouvernement, le désert empiète sur le Nil, tandis que, sous un bon, c'est le Nil qui empiète sur le désert.* »

Le peuple égyptien ou kopte courbé avec indifférence sous le despotisme des pachas et des beys, les Arabes

et les paysans ou fellahs cultivant avec résignation une terre dont la grande fécondité n'aurait demandé, pour redevenir prodigieuse, que la restauration des anciens travaux, la caste orgueilleuse et turbulente des Mameluks paradant et guerroyant à travers les ruines des splendeurs disparues, et, au-dessus, la vague et lointaine suzeraineté de la Porte, en somme toutes les apparences d'un très vieux pays engourdi dans une torpeur fataliste : tel était l'état de l'Égypte à la fin du XVIII^e siècle. Les tambours de Bonaparte, faisant retentir les voûtes des palais, des temples, des hypogées et des nécropoles huit ou dix fois millénaires, allaient bientôt battre le réveil.

Première Partie

Avant la crise (1798-1875)

CHAPITRE I.

Bonaparte en Egypte

L'idée précise d'une occupation française de l'Egypte semble bien avoir été conçue pour la première fois par l'illustre *Leibnitz*. Ce Saxon universel, à la fois jurisconsulte, publiciste, historien, théologien, diplomate, administrateur, géologue, physicien, mathématicien, et philosophe, écrivait, en effet, à *Louis XIV*, dans un *Mémoire* qu'il lui adressa vers 1670, à l'occasion de la campagne projetée contre la Hollande : « *Sire, ce n'est pas chez eux que vous vaincrez ces républicains ; vous ne franchirez pas leurs digues et vous rangerez toute l'Europe de leur côté. C'est en Egypte qu'il faut les frapper. Là, vous trouverez la véritable route du commerce des Indes, vous enlèverez ce commerce aux Hollandais*

(alors les « rouliers des mers », *vous assurerez l'éternelle domination de la France dans le Levant, vous jouirez toute la chrétienté, vous remplirez le monde d'étonnement et d'admiration: l'Europe vous applaudira, loin de se liquer entre vous.* » Mais Louis XIV ne crut pas devoir suivre ce conseil. Plus tard, vers 1762, *Choiseul* songea aussi à cette occupation pour réparer la perte des colonies d'Amérique.

L'idée fut reprise d'une façon formelle vers 1775. A ce moment, la France, avec *Louis XVI* et de *Vergennes*, se rapprochait de la Russie et tâchait de modérer les ambitions de Catherine II qui tendaient au partage de l'Empire Ottoman, devenu déjà, depuis près d'un siècle, l'éternel « *Homme-Malade* » (Il y avait même, à cette époque, *trois* hommes malades, la Turquie, la Pologne et la Suède), l'Homme-Malade dont les héritiers attendent toujours la succession récalcitrante, tout en redoutant la façon dont elle sera réglée. Mais, tout comme l'Autriche, la France entendait bien, si ce démembrement ne pouvait être empêché, s'en réserver une part, et cette part, c'était l'Egypte. Les choses furent même poussées si avant que, par précaution, la France envoya, en 1776 et 1777, une mission militaire en Egypte, chargée en réalité de relever les points favorables pour un débarquement.

L'Angleterre, très absorbée alors par ses colonies du Nouveau-Monde où l'agitation croissante faisait prévoir l'explosion de 1778, ne pouvait en rien s'opposer à

ce projet, surtout en présence d'une France dont la marine, bien relevée depuis la guerre de Sept Ans, allait prendre d'éclatantes revanches sur la marine anglaise dans la belle guerre d'Amérique. Mais ce plan, subordonné au cas où la Russie eût attaqué la Turquie, ne fut pas exécuté, car les bons offices de la France réussirent à aplanir les difficultés, motifs de la tension, qui existaient entre Saint-Pétersbourg et la Sublime Porte, au sujet de l'interprétation du traité de Kaïnardji.

* * *

Le 16 Mai 1797, un général de la République Française, jeune homme de 27 ans qui venait de conquérir l'Italie et de refouler les Autrichiens jusqu'aux portes de Vienne, rentrait à Venise. Là, sur les bords ensoleillés de cette Mer Adriatique, que les Doges jadis épousaient symboliquement, et dont les flots vont baigner les côtes occidentales des Balkans, au bord de ce couloir maritime qui conduit droit à la Méditerranée Orientale, à l'Asie, à l'Egypte, il eut, pour ainsi dire la vision de l'Orient. Ce général, le plus extraordinaire génie qu'ait produit l'humanité, c'était le général *Bonaparte*.

La Turquie était alors en pleine anarchie. Les pachas qui l'administraient visaient, comme Ali de Tebelen pacha de Djanina, à se rendre indépendants de la Porte. Bonaparte voulut introduire la France sur la scène de l'Orient. Comme premiers jalons, il fit occuper

Corfou et les *Iles Ioniennes*, excellents ports de relâche sur la côte Ouest des Balkans, et il écrivait à Monge que c'était une conquête plus importante que celle de l'Italie. Dès lors il ne cessa de penser à l'Égypte, prélude, dans son esprit, de desseins plus vastes encore.

Le Directoire, malgré l'anarchie intérieure, la crise financière, les brigandages, les complots des royalistes, les coups d'Etat du pouvoir, bref, la dissolution extrême de tout le gouvernement, n'avait pas encore achevé de lasser la Nation. Bonaparte, une fois le traité de *Campo-Formio* conclu (17 octobre 1797), ne voulait pas rester à Paris inactif et en butte aux sollicitations des mécontents; il craignait de s'user au milieu d'une politique mesquine, car, s'il devait jamais arriver au pouvoir, il entendait bien n'être l'homme d'aucun parti. Ce moment n'était pas venu. Il lui fallait se grandir encore et s'imposer définitivement au pays tout entier. Et, comme il le disait, « *les grands noms ne se font qu'en Orient.* »

On continuait à être en guerre avec l'Angleterre, cette irréductible adversaire, qui était toujours l'ennemie acharnée et principale de la France. Depuis le début de la Révolution, on songeait à en finir avec elle en allant l'attaquer chez elle et en ruinant son commerce. Une expédition fut préparée pour être dirigée sur l'Angleterre ou sur l'Irlande. Bonaparte en reçut

le commandement. Mais, quand il eut inspecté ports et navires, il trouva les moyens si peu en rapport avec le but qu'il n'eut pas de peine à faire abandonner cette entreprise prématurée, qu'il devait plus tard reprendre lui-même sur de vastes bases au camp de Boulogne. Alors il proposa, à sa place, une expédition en Egypte.

Montrant l'extrême importance de l'Egypte au double point de vue économique et militaire, il dit que, selon lui, l'Egypte était le véritable relais intermédiaire entre l'Europe et l'Inde; c'est là qu'il fallait s'établir pour ruiner l'Angleterre; de là on devait dominer la Méditerranée et en faire, selon son expression, un « *lac français* », et garantir l'existence de l'Empire Ottoman, ou, sinon, prendre la meilleure part de ses dépouilles. Une fois établi en Egypte, on pouvait prendre deux partis: ou bien créer une flotte dans la Mer Rouge et aller porter la guerre jusque dans les possessions anglaises de l'Hindoustan, ou bien faire de l'Egypte une colonie et un entrepôt, où le commerce de l'Inde ne pouvait manquer de venir s'installer à demeure en abandonnant définitivement le Cap de Bonne-Espérance, sans compter l'intense trafic existant entre la Syrie, l'Arabie, et l'Afrique, qui avait déjà son nœud au Caire. Qu'on y ajoute la grande fertilité de l'Egypte, son aptitude à fournir tous les produits exotiques et à remplacer ainsi les colonies perdues d'Amérique. Bonaparte ajoutait enfin que l'époque (Printemps de 1798) était des plus favorables: on pouvait arriver en

Egypte au début de l'été, y trouver les récoltes mûres et des vents favorables permettant à une flottille de canonnières et de bâtiments légers de remonter le Nil. L'expédition d'Egypte, enfin, imprévue de tous, ne rencontrerait aucun obstacle de la part des Anglais, qui, prévenus au contraire du projet de descente en Angleterre, gardaient sévèrement leurs côtes. S'il était nécessaire, une fois la domination française assurée en Egypte, Bonaparte reviendrait seul en automne pour prendre le commandement de l'expédition d'Angleterre, qu'on aurait eu le temps de préparer plus complètement.

Aux objections du Directoire, Bonaparte répondait que la France, victorieuse partout et qui, la paix faite sur le continent, avait 500.000 hommes sous les armes, pouvait sans risques se dégarnir de 30 ou 40.000 hommes; qu'il reviendrait bientôt; que la Turquie, effectivement dépossédée de l'Egypte par les Mameluks, ne pouvait prendre ombrage de cette expédition, et qu'au contraire on pourrait s'entendre avec elle.

Vaincu enfin par les instances et les raisons de Bonaparte, le Directoire consentit à l'expédition proposée. Le silence le plus absolu sur son but fut gardé jusqu'à ce que la flotte fut en pleine mer par Bonaparte et les cinq Directeurs. Les pouvoirs secrets délivrés à Bonaparte portaient carte blanche pour toutes opérations dans la *Méditerranée*, en *Afrique*, et en *Asie*, pleins pouvoirs pour traiter avec la *Russie*, la *Porte*, et

les *rajahs* de l'Inde, faculté de se nommer un successeur, de ramener l'armée, ou de revenir seul, quand et comme il le jugerait utile.

Bonaparte, avec la *Commission pour l'Armement des côtes de la Méditerranée* qui ignorait tout du but réel de l'armement, prépara aussitôt, avec son activité ordinaire qui était extraordinaire, les moyens de l'expédition. Le principal convoi devait partir de *Toulon*, le deuxième de *Gênes*, le troisième d'*Ajaccio*, et le quatrième de *Civita-Vecchia*. Le tout fut officiellement appelé *Aile gauche de l'Armée d'Angleterre*. Le corps expéditionnaire, tiré de l'*Armée d'Italie* déjà fameuse par son illustre campagne, comprenait 38.000 hommes (44 Bataillons, 28 Escadrons, Artillerie, Génie et Services), 13.000 Matelots et Canonniers de la Marine, 5.000 Matelots des équipages des transports nolisés dans la marine marchande, en tout 56.000 hommes embarqués, avec de l'eau pour un mois et des vivres pour deux, sur une escadre de 15 vaisseaux de ligne, 14 frégates, 2 bricks, 72 corvettes, schooners, canonnières, avisos et petits bâtiments, et une flotte de 400 transports. L'amiral *Brueys* commandait l'ensemble, avec sous ses ordres les amiraux *Gantheaume*, *Villeneuve*, *Dupetit-Thouars*, *Du Chayla*, et *Decrès*. Parmi les généraux, *Berthier*, major-général, *Kléber*, *Caffarelli-Dufalga*, *Desaix*, *Murat*, *Davout*.

Pour que l'exploration et la colonisation marchassent de pair avec la conquête et l'occupation, une *Com-*

mission des Sciences et des Arts avait été adjointe à l'expédition. Elle comprenait une centaine de membres, dont plusieurs de l'Institut de France, tous choisis parmi les hommes les plus renommés dans les diverses branches des connaissances humaines. Elle comptait des mathématiciens, comme *Fourier* et *Monge*, des astronomes, comme *Méchain*, des chimistes, comme *Berthollet*, des naturalistes, comme *Geoffroy-Saint-Hilaire*, des chirurgiens, comme *Antonin Dubois*, *Larrey* et *Desgenettes*, des ingénieurs, comme *Pourier* et *Ripault*, des dessinateurs, comme *Dutertre*, des peintres, des graveurs, des architectes, des littérateurs et jusqu'à un poète, *Parseval-Grandmaison*. Faisaient également partie de l'expédition des interprètes, des imprimeurs, des agronomes, et des ouvriers d'élite.

Bref, c'était, peut-on dire, l'élite intellectuelle, militaire, et manuelle de la France qui allait partir à la conquête de l'antique terre des Pharaons.

..

Bonaparte s'était entouré pour son entreprise de toutes sortes de renseignements, particulièrement de ceux de *Magallon*, consul de France au Caire, qui faisait partie de l'expédition, et qui avait adressé au Directoire de lumineux rapports sur l'état de l'Égypte et les vexations que les Mameluks faisaient subir au commerce français.

La population de l'Égypte était alors d'environ 3 millions d'habitants. Elle comprenait :

1°) Les *Coptes*, au nombre de 200.000 environ, descendants des anciens Egyptiens et en majorité chrétiens, méprisés, pauvres, et voués aux pires tyrannies; —

2°) Les *Arabes*, formant la grande masse de la population, et composés d'une part de grands propriétaires à la fois magistrats, prêtres et savants, appelés *cheïks*, et d'autre part d'artisans et de paysans petits propriétaires ou domestiques agricoles, appelés *fellahs*; —

3°) Les *Bédouins*, ou Arabes nomades, errant dans le désert d'oasis en oasis, vivant de leurs troupeaux, de la location de leurs chameaux, ou de leurs services de guides des caravanes, mais, surtout, de leurs pillages contre ces mêmes caravanes et de leurs razzias rapides et impunies sur les parties fertiles de l'Egypte; —

4°) Les *Turcs*, au nombre d'environ 200.000, commerçants ou janissaires et fonctionnaires du *Pacha du Caire*, qui gouvernait nominalement l'Egypte pour le compte du Sultan; —

5°) Enfin les *Mameluks*, milice conservée par Sélim pour réfréner les velléités d'indépendance du Pacha par la rivalité des deux pouvoirs dont l'un devait contenir l'autre, mais qui, en réalité, s'était substitué depuis longtemps au Pacha; l'équilibre avait été rompu, et, au lieu d'un seul Pacha trop puissant, la Porte avait une troupe de rebelles.

Les Mameluks étaient recrutés comme les Janissaires de Constantinople. C'étaient des esclaves *circassiens*

(la Circassie fournit une superbe race, et ses femmes sont les étoiles des harems orientaux), qui étaient choisis avec soi et achetés dès l'enfance, puis transportés en Egypte, où, élevés dans l'ignorance de leur origine, dans la science du cheval, dans le goût et la pratique des armes, ils devenaient les meilleurs, les plus braves, les plus beaux, et les plus orgueilleux cavaliers de l'Orient. Par 600 environ, ils étaient réunis sous les ordres d'un Bey, qui était leur maître et transmettait cette propriété vivante à son fils ou à son Mameluk favori qui devenait son successeur. Chaque Mameluk était servi par deux *fellahs*, ses valets d'armes. Il y avait ainsi 24 Beys, et environ 12.000 Mameluks et 24.000 valets. Tous vivaient du produit des terres des Beys et d'impôts et taxes plus ou moins vexatoires, refusant même parfois au Pacha de payer le « *Miri* » ou impôt foncier, seul signe de la suzeraineté de la Porte. Les 24 Beys étaient souvent en guerre les uns contre les autres, et celui qui avait réussi à imposer son autorité par la force avait alors, sa vie durant, une sorte de souveraineté reconnue par tous. C'était, somme toute, une république militaire et monarchique comme l'ancienne Pologne, ou, si l'on veut, une réunion de « *gentes* » analogue aux *clans* écossais, et, vis-à-vis du reste de la population, une troupe de vainqueurs installés sur le pays, bref une sorte de féodalité. En 1798, le pouvoir était partagé entre deux Beys, qui s'étaient unis: *Ibrahim-Bey*, riche et astucieux,

avait l'autorité civile; *Mourad-Bey*, ardent, vaillant et chevaleresque, très aimé des Mameluks, avait l'autorité militaire.

Folney, orientaliste français, voyageant en Egypte un peu avant la Révolution, écrivait qu'on ne pourrait occuper ce pays sans trois grandes guerres: contre l'Angleterre, contre la Turquie, et contre les habitants; la dernière surtout lui paraissait difficile. Les faits ont montré que, sur ce dernier point, il s'était trompé.

. . .

Bonaparte avait résolu d'arracher d'abord, par les armes et la politique, l'Egypte à ses véritables maîtres, les Mameluks, qui, d'ailleurs, n'avaient pas cessé d'exercer des rigueurs contre les Français établis dans le pays.

En ce qui concerne la Turquie, il était décidé à paraître respecter en tout sa souveraineté. Comme elle n'était plus guère que nominale, il pensait qu'on pourrait, ou bien traiter avec la Porte pour la cession de l'Egypte moyennant certains avantages, ou bien remplacer purement et simplement l'autorité des Mameluks. Dans ce but, aussitôt l'expédition partie, Talleyrand fut envoyé en négociations à Constantinople.

Quant aux habitants, il fallait gagner la véritable population, c'est-à-dire les Arabes, et ce, en respectant les scheïks, en flattant leur orgueil, en augmentant leurs pouvoirs, en honorant Allah et son Prophète, et, chose qui serait regardée comme surprenante en Egypte, en

respectant, bien que conquérants, les personnes, les biens, et les femmes des habitants.

* * *

Quelqu'attachants que soient pour un Français ces mémorables fastes de son histoire, il n'entre pas dans le plan de ce travail de retracer l'histoire de l'expédition d'Égypte; on doit se borner ici à dire brièvement ce que furent la conquête et ses résultats.

L'expédition française partit de Toulon le soir du 30 Floréal An VI (19 Mai 1798), et rallia en route les trois autres convois. Elle se dirigea d'abord sur l'île de Malte, appartenant aux Chevaliers de l'*Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem*, les anciens *Frères-Hospitaliers de Rhodes*, ordre militaire déchu qui n'avait plus d'objet et n'était plus qu'un anachronisme, moyenâgeux et qu'un abus profitable à ceux qui l'exploitaient. Cette île qui est, avec Gibraltar, une des deux clefs, maintenant toutes deux anglaises, de la Méditerranée, ne pouvait manquer de tomber sous peu aux mains de l'Angleterre. Bonaparte avait résolu de les prévenir et avait secrètement négocié avec le Grand-Maître *Ferdinand de Hompesch*. Après un simulacre d'attaque prétextée par le refus de faire de l'eau opposé aux navires français alors que cela avait été accordé aux Anglais, Malte se rendit, moyennant des indemnités et des pensions aux chevaliers (10-19 juin).

Laissant 3.000 hommes de garnison dans cette position naturellement formidable, Bonaparte cingla vers

l’Egypte. Après avoir miraculeusement échappé à l’escadre et aux croiseurs de Nelson qui, craignant fort pour les côtes anglaises les intentions de cette nouvelle Armada, cherchait dans toute la Méditerranée les Français partout où ils n’étaient pas, l’expédition arriva, le 13 Messidor (1^{er} juillet) devant Alexandrie, que Nelson, n’y trouvant pas les Français, avait quitté l’avant-veille pour courir aux Dardanelles. Le débarquement commença rapidement dans la nuit sur une plage voisine du port; 4.000 hommes marchèrent sur Alexandrie, et, après une courte fusillade, devant les assurances des Français qu’ils ne venaient pas faire la guerre au Sultan mais seulement se venger des rapines des Mameluks et en débarrasser l’Egypte, la garnison turque livra la place.

Bonaparte commence aussitôt à suivre le plan de conduite politique qu’il s’est tracé. Il maintient un ordre sévère parmi ses troupes, prodigue les égards aux scheïks, et établit un *divan* ou conseil municipal. Il adresse aux habitants des proclamations « *du meilleur et du plus haut charlatanisme* », comme il le dit lui-même en riant, dans lesquelles il emploie de main de maître la langue pompeuse et imagée du Coran, et n’épargne rien pour se concilier la population. En même temps, il fait fortifier la ville, et prescrit à la flotte d’aller s’emboîser dans la rade d’Aboukir, et, en cas de danger trop pressant, de se replier sur Corfou.

La crue du Nil commençait. Bonaparte voulait arri-

ver au Caire avant l'inondation. Laissant Kléber avec 3.000 hommes à la garde d'Alexandrie, il fit longer la côte à une flottille chargée de vivres, de munitions, d'artillerie, et des gros bagages, qui dut ensuite remonter le Nil jusqu'à *Ramanaïeh*, où Bonaparte devait la rejoindre avec 30.000 hommes en coupant à travers le *désert de Damanhour*. Le 7 juillet, l'armée se mit en route; la traversée du désert, chose nouvelle pour elles, parut très pénible aux troupes. Le 11, on atteignit Ramanaïeh et le Nil. Remontant alors le fleuve de concert avec la flottille, l'armée, après avoir, pour son début, repoussé brillamment un parti de Mameluks à *Chebreïss* (13 juillet), rencontra, près d'*Embabeïh*, 10.000 Mameluks, leurs 20.000 fellabs et quelques milliers de janissaires et de Bédouins au pied des *Pyramides*. Leurs charges furieuses vinrent se briser contre le feu des carrés français qui, prenant à leur tour l'offensive, enlevèrent le camp fortifié d'*Embabeïh*. Mourad se retira vers la Haute-Egypte avec les débris de sa splendide cavalerie, et Ibrahim, resté sur la rive droite avec les smalas et les trésors, s'enfuit en Syrie. Et, le soir du 3 Thermidor (21 Juillet), la mémoire d'une des plus légendaires victoires de l'armée française vint s'unir à jamais aux souvenirs quarante fois séculaires évoqués par les blocs de granit.

Le 23 Juillet, enveloppée du grondement des tambours, de la stridence des fifres, de l'éclat des musiques et de la fanfare des trompettes, l'armée entra au Caire

sans coup férir. Bonaparte s'occupa aussitôt d'organiser Le Caire et la Basse-Egypte, conquise par cette victoire, suivant les mêmes procédés qui lui avaient si bien réussi à Alexandrie.

.*

Les *Grands Cheiks* de la mosquée de *Jemil-Azar*, centre religieux et intellectuel de l'Egypte, firent alors une déclaration solennelle engageant les vrais Musulmans à se soumettre au « *Sultan Kébir* » (*Le Père du Feu*), à « *l'envoyé d'Allah* », qui respectait le Prophète et venait de débarrasser l'Egypte de la tyrannie des Mameluks. Bonaparte compléta son système d'administration en organisant, dans toutes les provinces soumises, des *divans provinciaux* qui, au moyen de délégués envoyés au Caire, formèrent le *Divan National*, sorte d'assemblée qui devait le conseiller dans les détails du gouvernement du pays. Des généraux et des détachements furent envoyés partout pour y porter les nouvelles mesures.

Les soldats, refaits de leurs fatigues dans ce pays d'abondance, avaient oublié leur mauvaise humeur du début lorsqu'ils s'étaient vus engagés dans les sables torrides, et vivaient en excellents termes avec les habitants. La cavalerie, montée sur les magnifiques chevaux des Mameluks, n'avait jamais eu aussi belle allure. Et, afin de protéger l'Egypte contre les incursions des Bédouins et de pourchasser les pillards du désert, Bona-

parte créa un régiment de *Dromadaires*, sorte de police montée, ancêtres de nos actuels Meharistes.

Le Pacha du Caire avait suivi Ibrahim dans sa fuite en Syrie. Bonaparte lui écrivit, ainsi qu'aux pachas de Syrie, pour protester de ses bonnes dispositions à l'égard de la Porte. Mais ces protestations ne convinquirent pas la Turquie, que l'Angleterre, d'ailleurs, poussait contre la France.

Bonaparte nomma ensuite, selon l'usage, l'*Emir-Hadji*, chargé de protéger le grand pèlerinage annuel de La Mecque, et écrivit aux consuls français de la côte africaine et au *Schérif* de La Mecque que les caravanes pouvaient partir et trouveraient partout sûreté et protection. Dans les mosquée, les Arabes chantaient des litanies emphatiques en l'honneur du « *Favori de la Victoire* » et des « *Braves de l'Occident* », la « *prunelle droite du grand Allah* », et expliquaient gravement qu'en arabe Napoléon veut dire « *lion du désert* ».

Pendant l'inondation, le Nil s'introduit au Caire par un canal, fermé par une digue que l'on coupe solennellement le jour où l'eau est parvenue à une certaine hauteur : c'est la célèbre *Fête du Nil*. Le 18 Août, Bonaparte et toute l'armée assistèrent en grande pompe à cette fête avec les autorités indigènes ; elle fut suivie d'illuminations, de banquets, de danses, et de réjouissances multiples. La *Fête du Prophète* ne fut pas célébrée avec moins d'éclat ; Bonaparte se rendit à la Grande Mosquée, s'assit sur les coussins rituels au mi-

lieu des cheiks, et, pendant les litanies, édifia tout l'auditoire par son attitude pleine de respect.

En même temps, Bonaparte faisait établir des hôpitaux dans toutes les villes, des lazarets à *Rosette* et à *Damiette*, et créait un *Conseil Sanitaire* dont les sages réglemens d'hygiène furent rendus obligatoires pour l'armée. Quantité d'autres mesures concernant l'administration, les finances, et la justice, furent aussi prises.

Enfin, par l'arrêté du 3 Fructidor An VI (20 Août 1798), Bonaparte créa l'*Institut d'Egypte* pour « *le progrès et la propagation des lumières, la recherche, l'étude et la publication des faits naturels, industriels et historiques, et pour donner son avis sur les différentes questions que lui soumettrait le gouvernement* ».

L'Institut eut quatre sections (*Mathématiques, Physique, Economie Politique, Littérature et Beaux-Arts*) et 48 membres, et fut installé dans deux grands palais du Caire réunis par de vastes jardins et comprenant des laboratoires, des galeries de collections et des salles de travail. Autour, des ateliers de mécanique, l'*Hôtel des Monnaies*, l'*Ecole de Botanique* et l'Imprimerie. La colonie eut deux journaux, la *Décade* et le *Courrier d'Egypte*.

Les immenses travaux de l'Institut, magnifiques comme nombre, variété, étendue et profondeur des sujets, furent plus tard rassemblés dans le fameux ouvrage sur l'Egypte, publié par les soins du Premier Consul. Bona-

parte assista à la plupart des séances. Les question qu'il posait, nettes et précises, sur les sujets d'utilité publique, l'hygiène et la santé des troupes, les recherches scientifiques, les mesures propres à développer l'industrie et la prospérité de la colonie, étaient aussitôt étudiées par des commissions et résolues sans les retards ordinaires de ce moyen de travail.

Bref, on trouve, dans l'œuvre de Bonaparte en Egypte, les merveilleuses qualités de conception, de décision, d'organisation, d'administration et d'exécution qu'il allait bientôt faire éclater lors du gigantesque travail de reconstitution du Consulat. D'ailleurs, l'on peut dire que son quasi-gouvernement de l'Italie d'abord, et que son gouvernement de l'Egypte ensuite, préparèrent admirablement son génie à l'œuvre qu'il allait bientôt avoir à accomplir.

. . .

Pendant ce temps, Desaix, le « *Sultan Juste* », placé aux limites de la Haute-Egypte avec une division, attendait l'automne et la fin de l'inondation pour en finir avec Mourad-Bey et les Mameluks, qui s'y étaient réfugiés. Le terrible et glorieux combat de *Sediman* (7 octobre 1798) rejeta définitivement Mourad jusqu'au-delà des Cataractes, et la Haute-Egypte se trouva à son tour pacifiée. Et, arrivées devant les colossales ruines de Thèbes, les troupes de Desaix, saisies par la majesté du spectacle, s'arrêtaient spontanément, et, oubliant la chaleur et la fatigue, éclataient en acclamations.

Mais un grave désastre venait d'atteindre l'expédition. Nelson, par suite de l'inaction de Brueys et de ses détestables dispositions, avait surpris la flotte française au mouillage d'*Aboukir* et l'avait anéantie entre deux lignes de feux (1^{er} Août 1798). Cette défaite coupait l'armée de la métropole, lui enlevait les moyens de se réembarquer, la privait d'un puissant auxiliaire pour ses opérations ultérieures en Syrie et ouvrait à l'Angleterre les côtes de l'*Egypte*.

Bonaparte ne montra pas sa profonde déception. Il fallait avant tout maintenir le moral des troupes. Il écrivit à Kléber : « *Les Anglais nous obligeront peut-être à faire de plus grandes choses que nous ne voulions faire.* » Il exposa à l'armée que l'*Egypte* offre assez de ressources pour qu'on puisse s'y suffire à soi-même. Il activa et étendit la pacification et l'organisation, réarma les 4 frégates et les quelques autres bâtiments qui lui restait, forma en bataillons de fusiliers les marins échappés au désastre, et sut faire, par son attitude énergique, rentrer dans le devoir quelques généraux découragés qui parlaient d'abandonner l'*Egypte*. Quant aux soldats, confiants dans leur chef, ils accueillirent la nouvelle de la catastrophe avec insouciance.

Une révolte de 15.000 clients des Mameluks qui, provoquée par des émissaires de Mourad, éclata au Caire, fut facilement et rapidement réprimée (21 octobre 1798).

Mais la nouvelle d'*Aboukir* eut pour résultat d'encou-

rager la Turquie, qui, le 1^{er} septembre 1798, déclara la guerre à la France et rassembla en Syrie des troupes pour reconquérir l'Égypte.

..

Un des sujets qui préoccupèrent bientôt Bonaparte fut la question de la communication de la Méditerranée avec la Mer Rouge.

Environ 1.500 ans avant l'ère chrétienne, Sétif I^{er} avait fait creuser le *canal de Bubaste* qui réunissait le Nil à la Mer Rouge, mais qui se combla peu à peu par la suite. Les Perses, les Ptolémées, puis les Romains le remirent en état. Les invasions le laissèrent à nouveau s'ensabler. Sous les Fatimites, il fut réparé, et un second canal, dérivé du Nil à Fostat, le rejoignit. Mais l'incurie turque le laissa disparaître, et on le fit même murer du côté de la mer.

Bonaparte voulut se rendre compte de l'état des lieux et visiter Suez. Du 25 Décembre 1798 au 9 Janvier 1799, il inspecta Suez, ses environs, les *Lacs Amers* et *Bel-beïs*, ordonna la reconnaissance des côtes, prescrivit toutes les mesures relatives à l'amélioration du port de Suez et à la perception des douanes, traversa, comme jadis Moïse, la Mer Rouge à marée basse, et faillit, comme jadis le Pharaon, être englouti par la marée montante, « *ce qui n'eut pas manqué*, disait-il gaiement, *de fournir à tous les prédicateurs de la chrétienté un texte magnifique contre moi* », retrouva et reconnut les traces de l'ancien canal comblé, conféra avec l'ingénieur

Le Père qu'il chargea de toutes les études relatives au canal, et écrivit au divan du Caire qu'il avait « *ordonné de faire, les opérations nécessaires pour désigner l'endroit où devait être rétablie la communication* ». L'esprit avisé de de Lesseps devait plus tard tirer parti des études alors entreprises.

* * *

Cependant, Bonaparte avait appris la déclaration de guerre de la Porte et ses préparatifs militaires de concert avec les Anglais.

La Turquie formait deux armées. L'une, partie de Rhodes, devait, au printemps de 1799, venir débarquer à Aboukir, pendant que l'autre, partie de Syrie, devait en même temps attaquer l'Égypte par l'isthme. Bonaparte résolut de prévenir cette double attaque et d'aller, pendant l'hiver, saison la plus favorable pour traverser le désert qui sépare l'Égypte de la Syrie, détruire l'armée turque de Syrie encore en formation.

Il pouvait, en brusquant les évènements, s'emparer de la Syrie, devenir maître de l'Euphrate, comme il l'était du Nil, et tenir ainsi toutes les communications avec les Indes. Alors, puisque, pour revenir en France, la mer lui était désormais fermée, il prendrait la voie de terre. Ayant des intelligences parmi les peuplades du Liban, ralliant les *Maronites* chrétiens et les *Mutualis* musulmans schismatiques, à la tête de près de 100.000 auxiliaires appuyés de 20.000 soldats, il pensait remonter dans l'Asie Mineure, soulever la chrétien-

ne *Arménie*, traverser le Bosphore, et s'emparer de Constantinople, dont la possession, disait-il, était la « *clef du monde* », — ou bien menacer dans l'Inde la puissance anglaise, encore mal assise sur des populations toujours frémissantes. Comme le dit fort justement Thiers à ce sujet : « *Quand on a vu ce qu'il a fait, aidé de la fortune, on n'ose plus déclarer insensé aucun de ses projets* ».

Emmenant avec lui 12.895 hommes, Bonaparte partit du Caire dans les premiers jours de Février 1799. Le 20 Février, le fort d'*El-Arisch* (la clef de la voie de terre qui conduit en Egypte comme Alexandrie l'est de la voie de mer), fut enlevé, et l'armée entra en Syrie. *Gaza* se rendit le 27 Février. Le désert était franchi ; on entra dans les vastes campagnes de la Palestine, au climat tempéré. Le 7 Mars, la ville forte de *Jaffa* fut emportée. Mais la peste, contractée à El-Arisch et à Jaffa ne tarda pas, malgré les précautions prises, à prendre de terribles proportions.

L'armée arriva devant la place très forte de *Saint-Jean d'Acre* le 15 Mars 1799. Cette ville était défendue par le pacha *Djezzar*, dit « *le Boucher* », brute féroce et stupide, mais, en réalité, par l'émigré français *Phélippeaux*, ancien camarade de Bonaparte à l'Ecole Militaire, et à qui les Turcs durent leur salut. Le commodore anglais *Sidney Smith* croisait sur la côte. Bonaparte attendait son parc de siège que l'artillerie, se refusant à lui faire traverser le désert même avec

les roues à jantes très larges imaginées par le Colonel Conté, s'était obstiné à expédier par mer. Mais Sidney Smith captura le convoi. Dès lors, l'insuccès était fatal. Impossible de faire une brèche suffisante dans les fortifications de la place. Après un siège acharné, conduit au milieu d'une épidémie pesteuse, après treize assauts infructueux, et après avoir écrasé au *Mont-Thabor* l'armée de secours, forte de 25.000 Turcs, averti de plus qu'une flotte anglaise et la deuxième armée turque menaçaient Alexandrie, Bonaparte dut abandonner le siège (20 Mai). Toutes les peuplades du Liban, ennemies de la Porte, qui avaient placé leurs espérances dans les Français, en furent consternées.

Saint-Jean d'Acre, clef de la Syrie, n'ayant pu être enlevée, le plan gigantesque de Bonaparte s'écroulait. Il le ressentit amèrement. Faute de moyen suffisants, son génie venait de se briser contre « *une bicoque* » comme il le disait. « *Qui peut calculer ce que c'eût été?* », s'écriait-il plus tard; « *j'aurais atteint Constantinople et les Indes, j'eusse changé la face du monde!* » Et, arrivé au summum de la puissance humaine, il disait encore, en parlant de Sidney Smith: « *Cet homme m'a fait manquer ma fortune!* » Qui peut dire, en effet, que ce vaste projet, avec un pareil chef et de pareils soldats, avec le concours des peuples asservis délivrés sur la route, n'aurait pu réussir et modifier profondément le cours de l'évolution du monde?

La retraite, très pénible, s'effectua par *Tentourah* et

Césarée. Le 15 Juin, l'armée rentrait au Caire. Mais ce fut une entrée triomphante, ménagée pour frapper la population indigène, qui aurait pu être impressionnée fâcheusement par les relations tendancieuses des événements faites par les Turcs et les Anglais. Et, d'ailleurs, ces soldats, bronzés par le soleil, amaigris par les privations et les souffrances d'une terrible campagne où ils s'étaient surpassés en courage et en discipline, pouvaient rentrer le front haut sous leurs uniformes en lambeaux.

L'armée avait effectué les 492 kilomètres de l'aller, dont 208 dans le désert, en 30 jours de marche effective à raison de 6 heures et demie par jour. Au retour, malgré les blessés, les malades et les fatigues endurées, elle accomplit le trajet, réduit à 476 kilomètres, en 17 jours de marche. Elle avait perdu 500 hommes par le feu et 700 par la peste, à peine le douzième de son effectif, plus 2.000 blessés et malades, évacués la plupart par mer et dont plusieurs furent faits prisonniers par les croisières anglaises. Ces pertes restent bien au-dessous, toutes proportions gardées, de celles des expéditions coloniales modernes.

Certains affectèrent de considérer l'expédition de Syrie comme une faute... parce qu'elle échoua. Mais, en laissant de côté son but lointain, la conquête de l'Asie Occidentale, qui fut manquée, son but immédiat avait été atteint. Vu la situation, il n'y avait pas de meilleur parti à prendre : militairement, ce n'est pas discutable.

La Syrie est le boulevard de l’Egypte, et Bonaparte, maître de cette dernière, ne pouvait tolérer une Syrie hostile et menaçante. Et sa situation eût été très dange-reuse si, au lieu de prendre hardiment l’offensive et d’al-ler détruire en Syrie l’une des deux armée ottomanes avant qu’elle fût entièrement rassemblée, il avait atten-du en Egypte d’être attaqué simultanément par les Turcs de deux côtés à la fois.

• •

Il était temps, en effet, que Bonaparte rentrât en Egypte.

Un imposteur, se faisant appeler l’ « *Ange El-Moh-dhy* » et se disant invulnérable, avait ameuté un millier d’insurgés dans le Delta et prétendait chasser les Infidèles en soulevant la poussière : on en eut vite raison.

Enfin, le 11 Juillet 1799, la deuxième armée turque, escortée par l’escadre britannique de Sidney Smith, pa-rut devant Alexandrie et vint débarquer à Aboukir. Elle comptait 18.000 fantassins tures, très bons soldats et bien armés, avec une excellente artillerie, le tout com-mandé par des officiers anglais, et Mourad-Bey devait sortir de son refuge, d’où Bonaparte se préparait à le chasser définitivement, pour venir à sa rencontre avec ses cavaliers.

Prévenu le 15 Juillet, Bonaparte prend de rapides dispositions. Ramassant 3 divisions, après avoir donné ses instructions pour les troupes restant à l’intérieur du pays, il quitte le Caire le 16, et, retraversant le désert

de Damanhour, arrive le 23 à Alexandrie. Le 25, à *Aboukir*, il enlève les retranchements et la redoute des Turcs, les prend entre deux feux, et les rejette à la mer. Jamais victoire ne fut plus complète ni armée plus anéantie. Sidney Smith, sur le point d'être pris, n'eut que le temps de regagner son escadre. De l'armée qu'il avait débarquée quelques jours auparavant, il ne restait plus ni un homme, ni un canon, ni un drapeau : tout ce qui n'avait pas été tué était noyé ou prisonnier. C'est après cette éclatante victoire que, dans son enthousiasme, Kléber, dont l'esprit fantasque ne sympathisait pas cependant avec Bonaparte, le saisit dans ses bras de colosse et l'embrassa en s'écriant : « *Général, vous êtes grand comme le monde !* »

Pendant, au cours de l'échange de prisonniers qui suivit la bataille, Bonaparte, par des journaux que lui envoya avec intention Sidney Smith, apprit les dernières nouvelles d'Europe. Il vit que la coalition avait repris la guerre contre la France, que les défaites se succédaient en Italie et en Allemagne, que les frontières étaient directement menacées comme en 1793, et que la situation politique du Directoire était perdue.

Rentré au Caire le 10 Août, Bonaparte n'hésita pas. Après avoir laissé, par écrit, ses instructions à Kléber, son successeur, et ses adieux à l'armée et au Divan du Caire, il quitta le Caire le 17 Août sans laisser deviner le but de son départ, bien que le bruit en circulât, descendit le Nil, le quitta à Menouf et gagna Alexandrie où,

avec quelques généraux et aides-de-camp, il s'embarqua sur 2 frégates et 3 avisos, comme ses pouvoirs lui en donnaient le droit (23 Août).

Au moment de quitter la plage, il dit au général Menou, qui l'avait accompagné: « *Mon cher, tenez-vous bien, vous autres ici. Si j'ai le bonheur de mettre le pied en France, le règne du bavardage est fini!* » On verra comment Menou entendit ces paroles.

Sidney Smith avait prévu la détermination que prendrait Bonaparte, et il comptait bien le prendre au passage. Mais, passant à travers les croisières anglaises et devançant l'ordre de rappel que le Directoire, affolé, lui envoyait, Bonaparte débarquait à *Fréjus* le 8 Octobre 1799.

* * *

L'armée apprit avec un grand désappointement le départ de Bonaparte. Mais la lecture de ses adieux et la nomination de Kléber, général estimé de tous, firent renaître la confiance, et les soldats ne pensèrent jamais à accuser leur chef de les avoir « *abandonnés* », comme des libellistes aveuglés l'en accusèrent par la suite.

Kléber, dès le début, affecta de se conformer aux instructions de Bonaparte et de continuer sa politique. Mais il parut bientôt évident que, n'ayant d'ailleurs jamais été partisan de la colonisation, il ne songeait qu'à hâter par tous les moyens, soutenu en cela par plusieurs généraux, l'évacuation, et ici l'on doit dire la désertion, de l'Egypte. Pour justifier cet abandon aux yeux du

gouvernement, et pensant d'ailleurs Bonaparte ou fait prisonnier par les Anglais ou disgrâcié en France, il écrivit au *Directoire*, qu'il croyait toujours debout, une lettre qui fut reçue par le *Premier Consul*, et qui, remplie d'ailleurs d'allégations perfides contre Bonaparte, représentait la situation comme désespérée et l'armée comme affamée, décimée, désarmée, et découragée. Ces dires, dont Bonaparte savait bien que penser, étaient d'ailleurs démentis par les états de situation des ordonnateurs et commissaires des guerres que Kléber avait envoyés, selon les règlements, avec sa lettre sans même songer à leur contenu. Par le même courrier étaient expédiées des lettres privées d'officiers mécontents qui semblaient corroborer les assertions du général. Un double de la lettre de Kléber fut intercepté par un croiseur anglais et donna à penser à la Grande-Bretagne que l'armée d'Egypte était désormais à leur merci.

Or, tout cela était faux. L'Egypte n'avait plus à craindre, pour le moment, les armées turques. Djezzar-Pacha n'osait pas quitter les remparts de Saint-Jean-d'Acre, le Grand-Vizir s'était prudemment arrêté au Taurus, et Mourad-Bey, désespéré après Aboukir, errait, avec une centaine de cavaliers, dans la Haute-Egypte. Quant aux troupes anglaises, elles étaient à Mahon et se préparaient à faire une descente sur les côtes d'Italie. L'armée française comptait 28.500 soldats des plus aguerris, et pouvait s'adjoindre 15 ou 20.000 auxiliaires chrétiens, musulmans, ou nègres du

Darfour. Les troupes venaient d'être entièrement habillées de neuf, et l'Égypte abondait en étoffes. Il restait 180 pièces d'artillerie de campagne et 1.320 pièces de forteresse, 3 millions de cartouches de fusil, 27.000 cartouches et gargousses d'artillerie, 200.000 projectiles divers, 1.100 milliers de poudre, et les matériaux, les appareils et les ateliers pour fabriquer d'autres munitions encore. La peste avait été vaincue, et l'état sanitaire était excellent grâce au climat très sain de l'Égypte, où les blessures (ce fait est maintes fois noté par les chirurgiens) guérissent avec une extrême rapidité. Les vivres étaient en surabondance. L'Égypte, en ne percevant que la moitié de ce que percevaient les Mameluks, pouvait rendre 25 millions par an, les impôts rentraient très bien, et l'armée vivait facilement avec 18 millions; quant aux caisses de l'armée, elles étaient loin d'être vides, et Bonaparte n'avait même pas, en partant, touché la totalité de son traitement. Enfin, la population était acquise au nouveau régime.

De plus, les instructions laissées par Bonaparte à Kléber étaient formelles. « *J'obtiendrai, y écrivait-il, qu'on vous envoie des renforts. Mais si, au printemps de 1800, vous n'avez reçu ni secours ni instructions, si la peste avait détruit au-delà de 1.500 hommes indépendamment des pertes de la guerre, si une force considérable, à laquelle vous seriez incapable de résister, vous pressait vivement, négociez avec le Vizir, consentez même, s'il le faut, à l'évacuation sauf une condi-*

tion, celle du recours au gouvernement français, et, en attendant, continuez à occuper. Vous aurez ainsi gagné du temps, et il est impossible que, dans l'intervalle, vous ne soyez pas secouru. »

Or, le cas prévu par ces instructions était fort loin, comme on l'a vu, d'être réalisé. Et cependant Kléber, manquant à tous ses devoirs, dès le mois de novembre 1799, négociait avec le commodore anglais Sidney Smith, sans d'ailleurs trop faire attention à l'étendue des pouvoirs de celui-ci, et, malgré la reprise du fort d'El-Arisch par les Turcs en plein armistice, le 24 janvier 1800, était signée la *Convention d'El-Arisch*, qui rendait l'Egypte à la Porte sans aucune compensation et permettait aux troupes françaises de se retirer, dans un délai de trois mois, avec armes et bagages sur des navires turcs pour être rapatriées en France. Malgré une violente résistance de Davout et de Desaix, un conseil de guerre, réuni par Kléber, approuva cette convention, bien qu'elle fût formellement contraire aux instructions de Bonaparte.

Mais alors le gouvernement britannique, se basant sur la lettre interceptée de Kléber et croyant l'armée à sa discrétion, refusa, par un acte d'insigne mauvaise foi, d'accepter la convention, sous prétexte que Sidney Smith avait outrepassé ses pouvoirs, ce qui, suivant le droit des gens, était affaire seulement entre son gouvernement et lui. Malgré les conseils du commodore, à qui son gouvernement faisait jouer ainsi un rôle fort équi-

voque et qui, de plus, connaissant la véritable situation des Français, estimait la convention une aubaine inespérée, le cabinet de Saint-James intima à l'amiral *Keith*, supérieur de Sidney Smith, l'ordre d'annuler la convention. Les troupes françaises, en exécution de la convention, avaient déjà évacué toutes les positions de la rive droite du Nil ; la situation militaire des Français était donc devenue fort précaire. Alors arriva la lettre de lord Keith, disant qu'aucune capitulation ne serait accordée, « *excepté dans le cas où l'armée mettrait bas les armes, se rendrait prisonnière de guerre, et abandonnerait tous les vaisseaux contenus dans le port d'Alexandrie.* »

Cette fois, c'en est trop. Kléber, qui vient en même temps de recevoir la nouvelle de l'établissement du Consulat, voit l'abîme où il allait perdre son honneur et l'armée confiée à ses soins (1). Le vaillant général de l'armée du Rhin se réveille. Il fait mettre à l'ordre de l'armée la lettre de lord Keith en la faisant suivre de ces simples mots : « *Soldats, on ne répond à de pareilles insolences que par des victoires : préparez-vous à combattre.* » (Février 1800).

Par suite du commencement de l'évacuation, l'armée allait avoir à combattre dans la vallée du Nil 80.000

(1) « Si Kléber, disait plus tard Napoléon, en certu du traité qu'il avait commencé, avait évacué l'Egypte, je n'eusse pas manqué de le mettre en jugement à son arrivée en France. Toutes les pièces contradictoires avaient été déjà soumises à l'examen et à l'opinion du Conseil d'Etat. »

Turcs, conduits par le Grand-Vizir et des officiers anglais, qui étaient arrivés pour prendre possession de l’Egypte. Le 29 Ventôse An VIII (20 mars 1800), Kléber écrasa ces troupes dans la plaine d’*Héliopolis*, aux portes du Caire. Après avoir rejetés les Turcs en Syrie, il réoccupa le Caire où une terrible insurrection avait été fomentée par les Turcs (25 avril). Ainsi, en 35 jours, Kléber, qui avait déclaré qu’on ne pouvait défendre contre les Turcs l’Egypte occupée et soumise, venait d’en faire la conquête contre eux et malgré un soulèvement intérieur. Ses actes étaient le meilleur démenti à ses paroles.

Dès lors, Kléber reprit avec fermeté le gouvernement de l’Egypte à la manière de Bonaparte. Pour combler les vides de son armée (les pertes totales depuis le débarquement de l’expédition avaient été de 8.000 hommes), il enrôla 4.000 excellents auxiliaires, esclaves noirs du Darfour rachetés, volontaires Coptes, Grecs, et Syriens, Mameluks ralliés, Janissaires déserteurs. Les recettes étaient alors en excédent de 15 millions sur les dépenses ordinaires. Enfin, Kléber fit continuer les travaux publics, et donna une nouvelle activité aux recherches de l’Institut. Nul doute que, si Kléber eut vécu, l’Egypte eût été conservée jusqu’à ce que la paix d’Amiens en réglât la situation.

Mais, si le fanatisme musulman s’était apaisé en Egypte en voyant la conduite des Français, à ce point que les agents anglais avaient été surpris des signes d’at-

tachement donnés, lors de la dernière campagne, par les habitants aux Français, il en était autrement chez les Turcs d'Asie, qui ne voyaient qu'une chose, l'invasion d'un pays « *meslem* » par les « *giaours* ». Un jeune Turc d'Alep, nommé *Suleiman* ou *Soliman*, mystique et exalté, se crut désigné par Allah pour tuer le « *sultan des Français*. » L'aga de Palestine l'encouragea dans ce pieux dessein, et, peut-être, l'Angleterre connut-elle ce projet. Le 14 juin 1800, le jour même où Desaix, rentré en France trois mois auparavant, tombait à Marengo, Suleiman poignardait Kléber sur la terrasse de son palais, en même temps que l'architecte *Protain* qui causait avec lui. Suleiman, arrêté et jugé par une commission militaire, avoua tout et fut condamné au supplice du pal, réservé, par la législation musulmane, aux attentats de ce genre. Kléber avait alors 48 ans.

* * *

La mort de Kléber, regretté par les Arabes comme par l'armée, allait avoir les plus graves conséquences. Le successeur de Kléber était le général *Menou*, le plus ancien des divisionnaires, noble rallié à la Révolution et descendant du fameux *comte de Bonneval*, devenu pacha en Turquie au XVII^e siècle. Agé déjà pour l'époque (il avait alors 50 ans), esprit médiocre, irrésolu, sans talents militaires, mais très ambitieux et se croyant supérieur en tout. dépourvu d'équilibre dans les idées et dans le jugement et n'ayant aucune influence sur les

troupes, Menon, au contraire de Kléber, était partisan de la colonisation de l’Égypte. Et cependant, tandis que Kléber l’avait gardée, Menou fit tout ce qu’il fallait pour la perdre. Pour se rallier la population, il avait exagéré jusqu’au grotesque la sage conduite de Bonaparte : il avait officiellement épousé une Égyptienne, s’était converti à l’islamisme, avait pris le nom d’*Abdallah-Menou*, et n’avait réussi qu’à se rendre ridicule aux yeux des troupes. Il n’avait aucune aptitude au gouvernement d’un pays non plus qu’au commandement d’une armée. Sous son autorité sans énergie, mais que, par son irrésolution et sa vanité, il rendit bientôt insupportable, des dissensions ne tardèrent pas à se produire entre ses généraux et lui.

Cependant Kléber lui avait laissé une situation particulièrement prospère. L’Égypte était devenue une colonie française dans toute la force du terme. L’armée, sachant Bonaparte à la tête de la France, n’avait plus aucune inquiétude et n’était plus pressée d’évacuer l’Égypte. L’industrie, sous l’impulsion de l’Institut et d’un savant inventeur, le colonel d’artillerie *Conté*, s’était brillamment développée. La fabrication de la poudre, des draps, des cuirs, des galons d’or et d’argent, de la bougie, du vin, de la bière, et les raffineries de sucre, introduites par les Français, étaient en pleine croissance. Le Caire, qui, avant l’arrivée de l’expédition, n’était qu’un grand village barbare et primitif, était devenu une grande cité industrielle, avec des ateliers, des ma-

nufactures, une imprimerie, une Ecole Polytechnique, des collèges, des hôpitaux, des bibliothèques, des jardins botaniques, etc... L’Egypte, par les travaux exécutés, avait recouvré son antique fécondité. Le commerce par caravanes avec les Arabes et par mer avec les Grecs était des plus florissants. Les ressources financières allaient en augmentant. L’administration civile organisée par Bonaparte fonctionnait avec une régularité croissante, grâce à la sécurité qui régnait maintenant partout. Le climat, exceptionnellement sain, entretenait une bonne santé générale, et la peste n’avait pas reparu. Enfin, l’Egypte était entièrement pacifiée. Mourad-Bey lui-même s’était rallié aux Français avec ses Mameluks après Héliopolis, et, investi d’un fief en Haute-Egypte, se montrait un vassal loyal, payant exactement son tribut et faisant avec soin la police du Haut-Nil. La population s’était définitivement faite au nouvel état de choses. Les soldats français fraternisaient dans les cafés maures avec les Arabes et même avec les Turcs, beaucoup d’officiers avaient pris des femmes égyptiennes, syriennes ou grecques, et même, au Caire, on avait construit un théâtre où des officiers jouaient des pièces françaises.

Mais, au bout d’un an d’un gouvernement brouillon, irrésolu, vexatoire et soupçonneux, qui s’essayait en outre à de ridicules innovations et à des assimilations imprévues avec la métropole, Menou avait rendu la vie impossible à l’armée, à l’administration et au pays. La

perte de l'Egypte n'est dès lors plus qu'une question de temps. L'armée proteste et murmure. Des généraux veulent que *Reynier*, habile et énergique, remplace l'incapable Menou; d'autres vont plus loin et proposent d'arrêter ce dernier et de le juger. Dans cet état de surexcitation, un coup d'Etat militaire est aisé et Menou le redoute. Mais l'armée répugne à des actes séditions et l'on se résigne tristement à laisser perdre l'Egypte plutôt que de manquer à la discipline. C'est une situation qui n'est pas très dissemblable de celle de l'armée de Metz et de Bazaine en 1870, avec cette différence qu'ici il n'y a pas trahison et manquement patent aux devoirs militaires, il y a même bonne volonté de la part du chef, mais aussi nullité incroyable qui aboutira aux mêmes résultats. Des protestations contre le gouvernement de Menou sont alors envoyées à Bonaparte. Mais celui-ci, qui sait qu'il y a dans l'armée un parti anticolonial et que Menou est au contraire un partisan convaincu de la colonisation, confirme malheureusement ses pouvoirs, ne pouvant prévoir jusqu'où allait aller l'aveuglement de ce dernier.

L'Angleterre n'ignore rien de la situation. Déjà lors du commandement de Bonaparte, les Anglais avaient essayé de débaucher l'armée par des proclamations qu'ils y introduisaient, remplies de diffamations contre les généraux et d'offres les plus séduisantes pour les soldats, agissements qui avaient été accueillis par les Français comme ils le méritaient et dont, juste cent ans

après, certains journaux anglais préconiseront l'emploi pour amener la dislocation forcée de l'expédition Marchand à Fachoda. Maintenant, l'Angleterre, qui a abandonné ces moyens dont elle a reconnu l'inefficacité, juge qu'elle peut, sans risques, hasarder ses troupes en Egypte, où elle s'était prudemment bornée jusqu'alors à envoyer les armées turques. Une expédition britannique se réunit à Rhodes. Des agents du Premier Consul, des capitaines de navires grecs, des Mameluks ralliés, en informent de tous côtés Menou, qui traite tous ces renseignements avec dédain, et se refuse, malgré les conseils de ses généraux et de Mourad-Bey, à prendre les précautions militaires les plus élémentaires. Le Premier Consul, attentif à tout ce qui peut menacer l'Egypte de la part de l'Angleterre, a envoyé 7.000 hommes de renfort avec la division navale de l'amiral Gantheaume. Mais celui-ci, bien que le chemin soit libre car l'escadre anglaise de la Méditerranée, abusée par de fausses nouvelles, s'en est allée sur la route de Saint-Domingue, tremble en pensant à sa responsabilité; il se laisse conter, par le capitaine d'un navire anglais capturé, que la flotte anglaise est à Alexandrie, n'ose pas avancer, et, par une faiblesse criminelle, court se réfugier à Toulon, cependant qu'une de ses frégates, partie en avant, traverse tranquillement la Méditerranée sans apercevoir une voile anglaise, et vient mouiller sans encombre à Alexandrie (1^{er} Mars 1801). Menou est donc, cette fois, officiellement prévenu. mais il néglige toutes

les précautions, et, loin de concentrer ses troupes pour s'opposer à un débarquement imminent, les disperse encore davantage. Et l'Égypte va être perdue, analogiquement à ce qu'elle sera moins de cent ans plus tard : non pas par la supériorité militaire ou politique des Anglais, non pas par la révolte de la population, mais par l'incapacité et l'aveuglement de celui qui, malheureusement, y commandait alors au nom de la France.

Le 6 Mars 1801, une flotte anglaise partie de Rhodes sous les ordres de l'amiral Keith et transportant 15.000 hommes des meilleures troupes de l'Angleterre sous le commandement du général *Abercromby*, paraît en vue d'Alexandrie. Le débarquement s'opère à Aboukir, sans que les Français, trop peu nombreux sur ce point grâce à l'incurie de Menou, puisse l'empêcher. Si Kléber était là, tout pourrait se réparer en réunissant toutes les troupes devant Alexandrie pour livrer sans retard une bataille décisive. Mais Menou ne se presse pas. Il laisse écraser les troupes d'Alexandrie, qui perdent plus de monde dans ce début que Bonaparte et Kléber dans aucune des batailles décisives d'Égypte.

Le 20 Mars 1801, Menou engageait enfin la bataille à *Canope* avec 10.000 hommes contre 13.000. Avec un autre chef, étant donné surtout la position désavantageuse des Anglais, le succès n'eut pas été douteux. Avec Menou, ce fut, malgré les prodiges d'héroïsme de ses troupes qui pénétrèrent jusqu'au centre des retranchements anglais, un lamentable échec. Le vaillant général *La-*

nusse, mortellement blessé, reprochait le soir à Menou, qui était venu le voir, la perte de l'Égypte, son manque de jugement et son inepte vanité, et ajoutait : « *Jamais un homme comme toi n'aurait dû commander en chef l'armée française; tu n'étais bon qu'à diriger les cuisines de la République!* »

Cet échec aurait pu être encore réparé en bloquant les Anglais dans cette étroite presqu'île d'Aboukir. Au lieu de cela, Menou, affolé, céda, comme tous les généraux sans talent, à l'hypnotisme des « *places fortes* » et s'enferma piteusement dans Alexandrie, où il fut bientôt assiégé.

L'armée coupée en deux, une partie bloquée dans le Caire par les troupes anglo-turques du grand-vizir qui venaient d'arriver de Syrie, l'autre assiégée dans Alexandrie par l'armée britannique, l'Égypte était désormais virtuellement perdue.

Le 26 Juin 1801, Le Caire dut capituler; sa garnison reçut liberté de se retirer avec les honneurs de la guerre. Quant à Menou, sans avoir rien tenté pour rompre le blocus, après s'être laissé acculé à la disette, et près d'être forcé dans Alexandrie, il fut enfin obligé de capituler à son tour aux mêmes conditions que le Caire (30 Août 1801 — 13 Fructidor An IX).

Menou, qui déjà sous son gouvernement avait indignement tracassé les savants, qu'il dédaignait, mit le comble à ses fautes en leur interdisant de s'embarquer pour la France avec leurs collections, comme le leur per-

mettait la capitulation du Caire, où ils avaient leur centre scientifique, et en laissant, sans même discuter, l'amiral Keith interpréter à sa guise le traité d'Alexandrie, de manière que tous les monuments d'art, recueillis par les Français au prix de tant de dangers et de fatigues, furent livrés à l'Angleterre. Ces trésors archéologiques, qui n'avaient, comme le disait Jomard, de l'Institut d'Égypte, coûté aux Anglais que la peine de les demander, allèrent enrichir les musées de Londres. C'est tout juste si, grâce à la fermeté de Geoffroy-Saint-Hilaire, les savants purent obtenir, en dépit de Menou, la conservation de leurs manuscrits et collections particulières.

Les 22.000 hommes de l'armée, embarqués sur les transports anglais avec armes et bagages, furent transportés à Marseille; les blessés et malades furent évacués les premiers, les plus gravement atteints attendirent, dans les hopitaux anglais où ils furent d'ailleurs, il faut le reconnaître, très bien soignés, que leur état permît de les transporter (22 Septembre — 25 Octobre 1801). Le chiffre total des pertes de l'armée pour toute la campagne s'était élevé à 8.915 hommes, dont 4.468 tués dans les combats et 1.689 morts de la peste.

Le 25 Janvier 1802, à Lyon, le Premier Consul passait en revue l'armée revenue d'Égypte et rassemblée sur la place Bellecour. Ce fut une scène émouvante. Les soldats, heureux de revoir, et de revoir si grand, leur ancien général, le saluaient de leurs acclamations, et,

tandis qu'il passait familièrement dans leurs rangs selon son habitude, il voyait bien que, si ces soldats avaient malheureusement été conduits par un chef indigne d'eux, ils étaient du moins toujours restés dignes de lui et de leur déjà glorieuse renommée.

* * *

Ainsi se termina, par un concours de circonstances désastreuses, cette grandiose entreprise de l'Expédition d'Egypte, une des plus magnifiques pensées de Napoléon.

Au moment où la France perdit ce superbe pays, on était à la veille de la paix d'Amiens avec l'Angleterre, et celle-ci était presque résignée à laisser l'Egypte à la France, moyennant des compensations qui n'avaient rien d'excessif. Pendant les quatorze mois de paix qui suivirent ce traité (25 Mars 1802), Bonaparte aurait alors pu envoyer d'immenses renforts de toutes sortes qui auraient mis l'Egypte aussi à l'abri que la France même de toute tentative future de la part de l'Angleterre. Nul doute que la Turquie, voyant son impuissance, ne se fut aussi accommodée de l'événement.

Et la possession de l'Egypte, c'était la réponse la plus utile à l'empire anglais de l'Inde; aucune colonie n'était aussi favorable pour faire équilibre à la suprématie anglaise dans l'Orient; c'était aussi le moyen d'asseoir solidement la prépondérance française dans la Méditerranée.

La conquête de l'Egypte, même une fois abandonné

le projet d'en faire une base militaire contre la domination anglaise de l'Inde, était donc un immense avantage pour la France, et, on peut dire, pour la civilisation européenne. Et l'on a vu que l'occupation avait admirablement réussi, et qu'elle pouvait être durable. Napoléon répétait souvent plus tard que l'Égypte devait demeurer à la France, et qu'elle y fut infailliblement demeurée si elle eût été défendue par Kléber ou par Desaix, ses deux lieutenants les plus distingués en Orient, ou, du moins, par tout autre que Menou.

Tels auraient été les résultats de la possession de l'Égypte si elle avait été durable, si une malheureuse fatalité n'avait pas amené pour la diriger l'homme qui était tout désigné pour la perdre. Mais, malgré son échec, cette occupation éphémère eut néanmoins des conséquences d'une extrême importance.

La conquête de l'Égypte par les Perses en 525 av. J. C. avait marqué sa fin comme nation indépendante et souveraine. Sa conquête par les Français en 1798 allait marquer sa naissance à la vie moderne. D'une part, en effet, l'expédition de Bonaparte révéla à l'Europe l'Égypte jusqu'alors peu connue, et l'œuvre civilisatrice de l'Institut du Caire et du général en chef prépara moralement et matériellement l'Égypte à sa nouvelle phase. Et, d'autre part, en révélant aux Musulmans d'Égypte la civilisation européenne, elle allait faire naître chez eux, et principalement chez l'un d'entre eux, la volonté de secouer leur torpeur séculaire et de faire de l'Égypte

un Etat occidentalisé. Enfin, au point de vue français, l'expédition laissa dans l'esprit des populations de l'Egypte des souvenirs ineffaçables et presque légendaires, qui y implantèrent solidement l'influence française; ces souvenirs allaient grandir encore par suite de la renommée de plus en plus immense qu'allaient acquérir le « *Sultan du Feu* » et ses « *Braves de l'Occident* » et qui devait pénétrer jusqu'au fond des déserts d'Afrique et d'Asie d'où son souvenir n'a jamais disparu.

CHAPITRE II

Mehemet-Ali

Un des articles de la paix d'Amiens, signée le 25 Mars 1802 entre la France et la Grande-Bretagne, portait que l'Egypte devait être évacuée par les troupes anglaises, que la France et l'Angleterre l'abandonnerait, et qu'elle serait définitivement restituée à la Porte.

Bonaparte avait renoncé à l'Egypte tant que l'Angleterre respecterait la paix; mais, si la paix venait à se rompre, il pensait reprendre son projet contre les Indes. Pour le moment, il voulait empêcher les Anglais de profiter de la paix pour s'établir aux bouches du Nil. La paix d'Amiens donnait un délai de trois mois à l'Angleterre pour évacuer l'Egypte. Or, douze ou treize mois après la signature des préliminaires de la paix à Londres, et sept ou huit mois après celle de la paix définitive, les Anglais ne semblaient pas encore se presser de quitter Alexandrie.

Le Premier Consul confia alors une mission au colonel *Sebastiani*. Celui-ci devait s'embarquer sur une frégate, parcourir les côtes de la Méditerranée, aller à Tunis et à Tripoli pour y faire reconnaître le pavillon de la nouvelle République Cisalpine, se rendre ensuite en Egypte, y examiner la situation des Anglais, chercher à savoir combien de temps encore ils comptaient s'y incruster malgré le traité, observer ce qui se passait entre Turcs et Mameluks, visiter les cheiks arabes, les complimenter au nom de Bonaparte, aller en Syrie voir les chrétiens et les replacer sous la protection française, causer avec Djezzar, le pacha de Saint-Jean-d'Acre, et lui promettre les bonnes grâces de la France s'il ménageait les chrétiens et favorisait le commerce français, et revenir enfin par Constantinople pour renouveler au général *Brune*, l'ambassadeur de France près de la Porte, les instructions du gouvernement, qui lui prescrivaient de déployer une grande magnificence, de flatter le Sultan, de lui faire espérer l'appui de la France contre ses ennemis quels qu'ils fussent, et de ne rien négliger pour grandir le prestige de la France en Orient.

Sebastiani remplit parfaitement sa mission. Il trouva les Anglais solidement installés à Alexandrie et ne paraissant pas disposés à en sortir, les Turcs en guerre acharnée contre les Mameluks qui avaient repris leur ancien pouvoir, et les Français regrettés en Egypte depuis qu'elle était retombée sous la domination turque.

Son rapport, publié le 30 janvier 1803 dans le *Moni-*

teur afin de rappeler les Anglais à l'observation du traité de paix, fit grand bruit en Angleterre, et contribua certainement à hâter la rupture de la paix d'Amiens, rupture que rendaient d'ailleurs fatale des causes profondes de rivalité économique, coloniale et politique, jointe à la cause déterminante, l'incident de Malte, que les Anglais avaient prise pendant la guerre mais qu'ils ne pouvaient se décider à évacuer, bien que le traité leur en fit l'obligation. Le 17 mai 1803. les relations diplomatiques étaient rompues entre les deux gouvernements, et les Anglais commençaient aussitôt les hostilités, selon leur habitude, en râflant tous les navires de commerce français qu'ils purent saisir avant que l'état de guerre eût été notifié. Bien entendu, l'Angleterre profita de la rupture de la paix pour s'établir plus solidement encore à Alexandrie.

Les bonnes relations entre la France et la Porte avaient été rétablies par traité dès 1802. C'était le Sultan *Sélim III* qui gouvernait alors l'Empire Ottoman. Sébastiani, promu général, fut envoyé près de lui comme ambassadeur. Il continua ce qu'il avait commencé lors de sa mission, encouragea Sélim, esprit intelligent et porté vers les réformes occidentales, et l'aida à réorganiser l'armée turque; il acquit bien vite une grande influence à Constantinople.

En 1807, à la suite d'incidents dans les Principautés Roumaines (Moldavie et Valachie), l'Angleterre, d'accord avec la Russie, somma la Porte de se soumettre aux

prétentions de cette dernière, de renvoyer Sébastiani, qui, à son gré, prenait trop d'influence, et de déclarer la guerre à la France. Soutenu par Sébastiani, qui releva les courages, la Porte refusa. Une escadre anglaise força alors les Dardanelles, et s'approcha de Constantinople. Mais Sébastiani, avec plusieurs officiers français détachés des garnisons de Dalmatie, avait organisé la résistance, fortifié la ville, et l'avait fait sérieusement armer de 300 bouches à feu, traînées aux batteries par un peuple enthousiasmé, qui regardait les Français comme des sauveurs. Devant cet appareil auquel elle ne s'attendait pas, l'escadre anglaise s'empressa de regagner les Détroits, qu'elle ne put repasser cette fois qu'en perdant 200 hommes et en subissant de nombreuses avaries (Mars 1807). Cet événement eut un très grand retentissement dans tout l'Orient et y fortifia singulièrement le prestige de la France.

Sélim III traita avec Napoléon, alors en guerre contre la Russie, en vue d'une action concertée contre l'ennemi commun. Napoléon lui offrit des ingénieurs et des officiers, et fit répandre des proclamations dans tout l'Orient. Il envoya même une ambassade au shah de Perse pour le pousser contre la Russie de concert avec la Turquie. Mais les réformes de Sélim avaient mécontenté les Vieux-Turcs; il fut renversé et tué en 1807, et remplacé par *Mahmoud*. De plus, le tsar Alexandre I, vaincu partout, s'était décidé à la paix. Ce furent le traité, ou plutôt les traités de *Tilsitt* (8 juillet 1807),

Napoléon, voyant l'impuissance de la Turquie à se réformer, et voulant retenir la Russie dans l'alliance nouvelle, promit son concours à Alexandre pour un partage éventuel de l'Empire Ottoman, que la Russie désirait toujours ardemment.

Napoléon avait une porte ouverte sur cet Empire. Par la *Vénétie*, l'*Istrie*, le *Frioul* et la *Dalmatie*, acquis à Presbourg en 1805, par les bouches du *Cattaro*, *Corfou*, et les *Iles Ioniennes*, recouvrées à Tilsitt, il dominait dans l'Adriatique, et, pour se dédommager de l'abandon forcé de l'Océan à l'Angleterre, il entendait régner d'une manière absolue dans la Méditerranée, bien que la Grande-Bretagne s'y cramponnât encore par *Malte*, *Gibraltar*. *Alexandrie*, qu'elle occupait toujours, par la *Sicile*, où elle soutenait les Bourbons chassés de Naples, et par la *Sardaigne*, où elle soutenait l'ancien Piémont. Napoléon, libre après Tilsitt de donner tous ses soins aux constructions navales, songe à reprendre, avec plus de chance de succès, la tentative du Camp de Boulogne, et à transporter une armée en Egypte, aux Indes, en Irlande, ou à Londres même. Pour cela, il éblouit Alexandre en lui parlant du fameux projet conçu en 1798 et qu'il voulait reprendre en 1801 avec l'aide de la Russie avant l'assassinat du Tsar Paul I et la paix d'Amiens : prendre l'Inde à revers avec une armée franco-russe et la Perse comme alliée en traversant l'Empire Ottoman. Il projette toujours une action directe en Egypte. « *Quand aurai-je les moyens*, écrit-il

à l'amiral Decrès, ministre de la marine, *de porter en Egypte 5 divisions de troupes de ligne, 40.000 hommes, 500 voitures, 2.000 chevaux?..... Je vous prie de me faire un rapport sur la situation où l'on peut espérer que nous nous trouverons en 1812.* » Et cela, sans préjudice de 6 expéditions simultanées, fortes en tout de 200.000 hommes, dirigées contre l'Angleterre, et qui devaient partir du Texel, de l'Escaut, de Boulogne, de Cherbourg, de la Méditerranée et de Naples, pour porter le coup final à l'Angleterre déjà dans une situation formidablement critique par suite du Blocus Continental. *« C'est là, disait-il, mon plan de campagne pour 1812. »*

Ce n'est pas tout. *« Il faut, écrit-il, faire passer 6.000 hommes à Ceuta pour en imposer aux Marocains. La perte de cette place serait immense pour l'Espagne et pour la France. J'ai fait connaître au roi du Maroc que, s'il faisait la moindre chose contre la France, je passerais en Afrique avec 200.000 hommes. »* Et, après l'Egypte et le Maroc, ce sera le tour d'Alger, de Tunis et de Tripoli pour faire véritablement de la Méditerranée le *grand lac français*.

En 1810, Napoléon se trouvait en état d'embarquer, soit dans la Méditerranée soit dans l'Océan, 100.000 hommes avec 6 mois de vivres à destination ou bien de l'Ile de France (Maurice) et de l'Ile de la Réunion pour y porter des renforts au général Decaen qui en réclamait à grands cris pour de là s'élancer sur les Indes, ou bien de l'Egypte, ou bien de l'Irlande, ou bien de

Londres. Il pensait avoir réuni les moyens suffisants au transport de 200.0000 hommes en 1813.

La rupture avec la Russie (Avril 1812) et le désastre qui s'en suivit empêchèrent la réalisation de ces gigantesques projets.

. . .

Si l'Egypte n'était pas destinée à retomber aux mains des Français, elle ne l'était pas non plus à rester entre celles des Anglais. Jusqu'en 1841, en effet, va peu à peu se former et grandir en Egypte, jusqu'à devenir une crise menaçante pour l'Orient, pour l'Europe, et pour la France, une succession d'événements qui constituent ce que M. Vandal a si justement appelé le « *roman d'un ambitieux* ».

A la bataille terrestre d'Aboukir se trouvait, dans les rangs des Turcs, un simple fantassin d'origine albanaise, ancien marchand devenu soldat, *Mehemet-Ali*, né à *La Cavalle (Roumélie)* en 1769. Ce soldat se distingua par son courage dans cette célèbre journée. Et, certainement, le souvenir ineffaçable qu'il en garda, la vision de ce terrible désastre où il se rendit compte pour la première fois de la puissance européenne et française, ne fut pas sans influencer par la suite sur sa conduite future. Energique et ambitieux, cet homme illettré (il n'apprit à lire que vers 1809, à 40 ans) était fourbe et cruel comme un Oriental, mais aussi créateur et organisateur, bref, un « *Barbare de génie* ». Il monta rapidement en grade, et, revenu en Egypte après le départ des Fran-

çais, il comprit vite le parti qu'un homme avisé pouvait tirer de la situation anarchique où se trouvait alors le pays. Les Anglais occupaient alors Alexandrie, et tout le reste de l'Égypte était déchiré par les luttes acharnées entre les Turcs, redevenus suzerains, et les Mameluks, qui avaient repris leur ancien rang et voulaient reconquérir leur ancienne autorité.

Mehemet-Ali lia partie avec les Mameluks contre *Khawret-Pacha*, gouverneur de l'Égypte pour la Turquie. Des deux grands beys Mameluks, l'un, Mourad-Bey, l'ancien protégé français et le plus influent, mourut de la peste en 1801. L'autre, Ibrahim Bey, rentré en Égypte avec les Turcs, avait peu de prestige. En 1805, Mehemet-Ali, qui s'était créé un fort parti parmi les Mameluks, réussit à expulser Khawret-Pacha, et, en 1806, déposséda Ibrahim-Bey de son pouvoir en excitant une révolte parmi ses hommes. Il prit sa place, se fit proclamer vice-roi, et fit confirmer, avec le titre de Pacha, cette usurpation par la Porte, toujours besoigneuse, en échange de grosses sommes d'argent. Enfin, en 1808, par un coup de maître, il jeta à la mer les Anglais d'Alexandrie. Désormais, il était seul maître de l'Égypte, en apparence au nom du Sultan. Il s'attacha dès lors à faire rentrer dans l'ordre les Mameluks. Mais, désespérant de discipliner cette caste turbulente, et résolu à faire de son pachalik un Etat soumis et puissant, il employa, pour éliminer cet élément de désordre, un moyen un peu brutal, mais qui a toujours été

considéré comme un moyen de politique reconnu et accepté dans l'Orient (et peut-être pourrait-on étendre cela à l'Occident, même pour des époques toutes récentes) (1) : le massacre. Sous prétexte d'une expédition, il convia les chefs des Mameluks à un banquet et les y fit massacrer, pendant que le même jour il faisait exterminer leurs compagnons dans le reste de l'Egypte. Ibrahim-Bey s'échappa, et se réfugia à Dongola, en Nubie, où il mourut en 1847 (1^{er} mars 1811).

Après cette exécution, Mehemet-Ali gouverna dès lors paisiblement l'Egypte en maître absolu et en vassal nominal du Sultan. Il se déclara propriétaire de toutes les terres d'Egypte, dont les possesseurs ne furent plus que les fermiers de ses domaines, en déclarant que c'est le souverain de l'Egypte qui seul a des droits sur les terres du pays, puisque c'est lui seul qui peut régler les inondations du Nil, sans lesquelles l'Egypte n'existerait pas; il se réserva en outre le monopole des produits les plus profitables du pays et des fabrications les plus lucratives. Il se forma ainsi un trésor considérable, activement secondé par ses deux fils, *Ismaël-Pacha*, et, surtout, *Ibrahim-Pacha*, né en 1792. Mehemet-Ali se rendit promptement maître de la Haute-Egypte. De 1812

(1) Sans remonter aux proscriptions gréco-romaines, à la St-Barthélemy ou aux proscriptions des guerres civiles de l'Angleterre, il suffit de rappeler en France les massacres de Septembre, de Nantes et de Lyon, et la Terreur sous la Révolution, la Terreur Blanche dans le Midi, sous la Restauration, le massacre des otages sous la Commune, et tout récemment en Russie les massacres du Caucase et d'ailleurs, sans compter certaines pratiques coloniales, principalement contre les Indiens des deux Amériques.

à 1818, il se fit charger par la Porte de réprimer l'insurrection des *Wahabites* d'Arabie, ce qu'il fit avec succès, et il obtint du Sultan en récompense l'*Hedjaz*, la « province sacrée » de l'Islam, celle qui renferme les deux villes saintes du Prophète, *Médine* et *La Mecque*.

Mehemet-Ali, qui voulait mettre l'Egypte à l'école de l'Europe, avait voué une véritable vénération à Napoléon, au foudroyant général entrevu dans les fumées de l'inoubliable journée d'Aboukir, et qu'il avait suivi passionnément dans sa glorieuse destinée. Né la même année que lui, il voulait marcher sur ses traces, et l'imitait... à sa manière. Tout naturellement, son admiration pour l'Empereur s'étendait aux Français. Aussi, lorsque Napoléon fut tombé, Mehemet-Ali, qui voulait se créer une armée à l'européenne, fit-il appel aux nombreux officiers français mis en demi-solde pour venir organiser ses troupes en Egypte, et aux savants français pour développer les ressources du pays. Plusieurs officiers répondirent à cet appel. L'inaction, jointe à la mort de leurs espérances et aux vexations du gouvernement de la Restauration, pesait à ces braves, qui virent là un moyen d'employer leur activité. De plus, pour nombre d'entre eux, un séjour en Egypte était l'occasion de revoir ces lieux où ils avaient vécu, au début de leur jeunesse, d'inoubliables moments de gloire et d'espérances. Et c'est ainsi que, bientôt, sur les esplanades du Caire et d'Alexandrie, les soldats égyptiens manœvrèrent à la française, sous l'œil perçant d'anciens de

l' « *Ex* ». Le chef de cette mission militaire privée était le colonel *Sélve*, fils d'un meunier de Lyon, marin pendant sept ans, puis officier de hussards, qui prit le nom de *Soliman-Pacha*. Il y avait également là *Jomard*, géographe et archéologue, de l'ancien Institut d'Egypte et de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, l'un des rédacteurs de la fameuse *Description de l'Egypte*, le docteur *Clot* (*Clot-Bey*), et plusieurs ingénieurs français. Pour sa flotte, Mehemet-Ali fit aussi appel à d'anciens officiers des marines française et anglaise.

Une excellente armée de 80.000 hommes, pourvue d'une très bonne artillerie, fut organisée, habillée, équipée, armée, disciplinée et exercée tout à l'européenne. Une bonne marine vint la compléter. L'administration fut soigneusement formée, l'agriculture, le commerce et l'industrie relevés, l'exploitation ingénieuse du pays assura des revenus considérables, des manufactures et plusieurs écoles (Ecole Militaire, Ecole Polytechnique, Ecole de Médecine, etc.) furent fondées, et l'on envoya des jeunes gens d'élite en Europe, et surtout en France, pour s'y instruire et répandre à leur retour les connaissances utiles. Bref, l'Egypte devint en peu de temps la puissance la plus prospère et la plus forte de l'Orient.

Entre temps, Mehemet-Ali avait conquis la Nubie, le Kordofan, le Darfour (Soudan Egyptien) et une partie de l'Abyssinie (1822-1825).

En 1824, il envoya Ibrahim-Pacha secourir le Sultan contre les Grecs insurgés. Celui-là occupa la Morée de

1824 à 1827. Mais la flotte égyptienne, qui s'était jointe à la flotte turque, fut anéantie avec celle-ci par les escadres anglaise, française et russe dans un « *déplorable malentendu* » comme le roi d'Angleterre, dans son message, appelait la bataille en pleine paix de *Navarin*. A cette nouvelle, Mehemet-Ali fit appeler l'ambassadeur de France au Caire et lui dit simplement : « *Je ne comprends pas que la France ait détruit une flotte qui était à elle.* » (20 octobre 1827). Les puissances obtinrent de Mehemet-Ali qu'il rappelât Ibrahim. Celui-ci, qui s'était trouvé en contact avec le corps de débarquement français en Morée, avait entretenu les relations les plus courtoises avec les officiers et, avec toute la finesse d'un Oriental, s'était efforcé de leur montrer la contradiction qui existait selon lui dans les actes de la Restauration, qui venait de faire une expédition en Espagne « *pour faire des esclaves* » et qui intervenait en Grèce « *pour faire des hommes libres* ». Cependant, pour prix de son concours, Mehemet-Ali avait obtenu du Sultan le gouvernement de l'île de Candie.

Indépendant en fait, vassal plus puissant que son suzerain, Mehemet-Ali possédait donc l'Egypte, le Soudan, la côte arabe de la Mer Rouge, et la Crète. On lui prêtait l'intention de renverser le Sultan Mahmoud et de prendre sa place. « *Que Dieu, lui disait un de ses ministres, enlève toutes les couronnes de la terre et les pose sur ton front. Elles t'appartiennent, tu es le Na-*

poléon de l'Afrique. » Un conflit entre l'Egypte et la Turquie était inévitable.



Méhemet-Ali convoitait le gouvernement de la Syrie, dont il avait besoin pour reconstruire sa flotte. A la fin de 1831, il demanda au Pacha de Syrie, *Abdallah*, l'autorisation de faire venir des bois du Liban. Appuyé par le Sultan, qui s'effrayait de la puissance grandissante de son vassal, le Pacha refusa, et refusa également l'extradition des Egyptiens qui s'étaient enfuis d'Egypte pour échapper au recrutement. Mehemet-Ali saisit avec empressement ce prétexte pour envahir la Syrie.

En décembre 1831, une armée égyptienne de 10.000 hommes, commandée par Ibrahim, occupa la Palestine, s'empara de Gaza, de Jaffa, de Saint-Jean-d'Acre, de Damas, et d'Alep. Le Sultan Mahmoud envoya contre elle *Hussein-Pacha* avec une armée; il fut battu à *Homs* près de Damas et à *Beïlan* près d'Antioche (juin-juillet 1832). Ibrahim envahit alors l'Anatolie. Mahmoud envoya le Grand-Vizir, *Rechid-Pacha*, avec 60.000 hommes; il fut défait à *Konieh* (21 décembre 1832). Ibrahim n'avait plus qu'un pas à faire pour arriver devant Constantinople..



A ces nouvelles, la Porte terrifiée, fit appel à l'intervention des puissances. Le tsar *Nicolas I*, invoquant le traité d'Andrinople, lui offrit son appui armé, et, le 20

février 1833, l'escadre russe de la Mer Noire entrait dans le Bosphore pour défendre Constantinople.

En France, le gouvernement de la Restauration avait été renversé par la Révolution de juillet 1830, ce qui avait eu immédiatement pour effet de séparer la France de la Russie, qui tendait jusqu'alors à s'en rapprocher, et de la faire mal voir des autres Etats. La France, n'ayant pas le choix, se rapprocha alors de l'Angleterre, la seule puissance qui ne lui fit pas trop grise mine, par la première « *entente cordiale* ». Ainsi donc, la France appuyait en Orient l'Angleterre, adversaire de la Russie.

La Prusse restait indifférente. Quant à l'Autriche, elle était jalouse des progrès de la Russie en Orient. Mais, inquiète au sujet de la « *royauté des barricades* » que la France venait de se donner, elle voulait cependant ménager Nicolas I, bien connu pour son caractère absolutiste, et dernier soutien de l'esprit de la vieille Sainte-Alliance. Pour sauvegarder ces deux intérêts contradictoires, le prince de *Metternich* voulait faire régler les affaires d'Orient par le concert européen.

L'ambassadeur français à Constantinople, amiral *Roussin*, voulut, de concert avec son collègue anglais, éloigner l'escadre russe. Dans ce but, mettant à profit les sympathies françaises de Mehemet-Ali, il chercha à négocier un armistice entre les deux belligérants. Mais les exigences de Mehemet-Ali étaient telles que la Porte

les repoussa et pria l'escadre russe de ne pas s'éloigner. Entre temps, Ibrahim s'était avancé jusqu'à Smyrne, dont il s'empara. Cette fois, l'escadre russe débarqua 5.000 hommes en Anatolie, sur la rive asiatique du Bosphore, devant Constantinople.

Lord *Palmerston*, ministre du Foreign-Office, adressa alors des représentations à la Porte au sujet de ce débarquement. M. de Metternich se joignit à la France pour arriver à une paix acceptable. Les négociations, cette fois, réussirent. Le 14 mai 1833, le traité de *Kutayé* donnait à Mehemet-Ali le gouvernement de toute la Syrie (les quatre pachalis de *Saint-Jean-d'Acre*, *Tripoli*, *Alep*, et *Damas*) et le district d'*Adana*, au-delà du Taurus, vestibule de l'Anatolie. Mehemet-Ali demeurait le vassal du Sultan.

Les Russes s'éloignèrent alors. Mais on apprit bientôt que, le 8 juin 1833, deux jours avant leur départ, l'ambassadeur russe, comte *Orloff*, avait obtenu de la Porte le traité dit d'*Unkyar-Skelessy*, traité d'alliance et de sûreté réciproque, par lequel le czar s'engageait à prêter ses forces au Sultan pour le protéger de tout péril extérieur ou intérieur, c'est-à-dire se réservait, le cas échéant, d'occuper les Détroits, et, par un article additionnel, la Turquie s'engageait, en retour, au cas d'une guerre de la Russie avec une autre puissance, à fermer les Détroits à tout navire de guerre d'une nation hostile à la Russie. Au contraire du traité anglo-turc de 1809 qui fermait les Détroits aux navires de guerre de

toutes les puissances, et surtout à ceux de la Russie, ce traité faisait de la Mer Noire pour la flotte russe un sûr asile, où personne ne pouvait entrer, mais d'où elle pouvait sortir à son gré. Constantinople devenait l'avancée de Sébastopol.

Le traité d'Unkyar-Skelessy causa une grande émotion à Londres et à Paris. Le duc de Broglie, premier ministre de France, pensa un moment, de concert avec l'Angleterre, à forcer les Détroits pour aller détruire Sébastopol : c'était l'idée de la future guerre de Crimée. Mais l'Angleterre hésitait. De son côté, la Russie protesta qu'elle n'abuserait pas du traité, mais, par précaution, elle signait avec l'Autriche, à la fin de 1833, le traité de *Münchengrätz*.

* *

Le Sultan Mahmoud, malade, découragé de voir ses sujets soulevés contre lui par ses essais de réformes occidentales, n'avait plus qu'une pensée : se venger de son vassal rebelle et lui reprendre la Syrie et même l'Égypte. Il réorganisa son armée avec l'aide d'officiers prussiens, parmi lesquels se trouvait le futur ministre de la guerre et le futur chef du grand état-major de 1866 et 1870, les capitaines de Roon et de Moltke. Le 28 avril 1839, l'armée turque, forte de 60.000 hommes, sous les ordres d'*Hafiz-Pacha*, passait l'Euphrate à Bir, près d'Alep. Mehemet-Ali apprit cette nouvelle avec joie.

Il n'en fut pas de même en Europe. La situation était grave. En cas de revers de la Turquie, en effet,

le Tsar était obligé, par son dernier traité, d'envoyer ses troupes à Constantinople, et de mettre ainsi le feu aux nombreux tonneaux de poudre figurés dont la question d'Orient est toujours abondamment pourvue. Mais l'affaire actuelle se compliquait de l'antipathie personnelle et persistante de Nicolas I, l'autocrate, envers Louis-Philippe, le « *roi des barricades* » comme il l'appelait avec mépris, et du désaccord latent, mais profond, entre la France et l'Angleterre au sujet de la situation à faire à Mehemet-Ali. Nicolas s'appliquait avec passion à humilier la France. L'Angleterre et Palmerston, « *le plus Anglais des ministres Anglais* », voyaient avec dépit Mehemet-Ali, maître de la route des Indes, franciser toujours plus l'Egypte, et voulaient diminuer sa puissance. La France, elle, avait pour Mehemet-Ali une prédilection marquée, qu'expliquait le goût de celui-ci pour le caractère, les coutumes et les éducateurs français, sa carrière qui rappelait celle des hommes de la Révolution et de l'Empire par le contraste entre ses débuts et la brillante situation à laquelle il était si vite parvenu, et enfin sa position de voisin de l'Algérie alors en pleine conquête; l'opinion s'imaginait de plus, assez naïvement, que Mehemet-Ali travaillait pour le compte de la France à créer un grand empire oriental. Aussi la France, tout en défendant contre la Russie l'intégrité de l'Empire Ottoman, voulait en même temps accroître la puissance de Mehemet-Ali au détriment de ce même Empire (certains disaient même

qu'il fallait mettre Mehemet-Ali à Constantinople et substituer les Égyptiens aux Turcs), en somme faire de la politique anglaise contre la Russie et de la politique égyptienne contre l'Angleterre, choses inconciliables. Quant à l'Autriche, Metternich pensait toujours à faire arranger cette ennuyeuse affaire par l'intervention collective de l'Europe.

Cependant l'armée égyptienne, aux ordres d'Ibrahim et de Selve, tourna l'armée turque, et le 24 juin 1839, à *Nezib* près d'Alep, mit les Turcs en plein déroute. Mahmoud, déjà malade, en mourut le 1^{er} juillet. Son fils et successeur, *Abdul-Medjij*, était à peine âgé de 16 ans. Sur ces entrefaites, le 4 juillet, le *Capitan-Pacha Achmet* conduisit toute la flotte turque jusqu'à Alexandrie et la livra à Mehemet-Ali; sur son chemin, il avait rencontré l'escadre française de l'amiral *Lalande* à qui il confia son projet de se rallier à Mehemet-Ali, puis il avait croisé l'escadre anglaise, à qui il ne dit rien, et qui crut qu'Achmet allait bombarder Alexandrie; l'escadre anglaise ayant rejoint l'escadre française, les Anglais s'empressèrent d'annoncer aux Français cette nouvelle qu'ils pensaient devoir leur être désagréable; l'amiral *Lalande* se contenta de sourire, il savait à quoi s'en tenir. La Porte fut anéantie par cette suite de désastres. Elle n'avait plus qu'à traiter à tout prix.

A ces graves nouvelles, Metternich ordonna aussitôt à l'ambassadeur d'Autriche près la Sublime Porte de se concerter avec ses collègues étrangers pour dissuader

la Turquie de faire la paix et l'assurer de la protection de l'Europe. Une note en ce sens, que toutes les puissances, même la Russie, signèrent, fut remise au Divan de Constantinople le 27 juillet 1839. Le conseil fut suivi et les pourparlers entamés avec Mehemet-Ali rompus.

La Russie, en adhérant à la note, avait par là même implicitement renoncé au bénéfice du traité d'Unkyar-Skelessy. A Vienne et à Londres, où l'on voulait contennir en même temps la Russie et Mehemet-Ali, on en fut satisfait, bien qu'un peu surpris. Le secret de cette nouvelle attitude de la Russie était dans l'animosité de Nicolas I contre la France « *tricolore* » et son désir d'approfondir le malentendu latent qui existait entre la France et l'Angleterre au sujet de Mehemet-Ali et qu'il avait dès l'abord aperçu.

En août-septembre 1839, des conférences eurent lieu pour s'entendre sur les conditions de la paix à imposer à l'Egypte. La France réclamait pour Mehemet-Ali l'Egypte et la Syrie entière, le tout à titre héréditaire et non plus seulement viager. L'Angleterre ne voulait accorder que l'Egypte.

A ce moment, M. de Grüdnow, confident de Nicolas, était envoyé à Londres pour assurer Palmerston du plein appui de la Russie dans la question d'Egypte, même si la France s'opposait au règlement une fois convenu, et pour déclarer que Pétersbourg renonçait au traité d'Un-

kyar-Skelessy, se réservant seulement, le cas échéant, d'agir sur Mehemet-Ali par la côte de l'Asie Mineure. Le gouvernement français (Maréchal *Soult*, président du Conseil) fit remarquer que cela n'en laisserait pas moins les Russes seuls en face de Constantinople. Palmerston se rallia à cette objection, et de Grüdnow quitta Londres sans avoir rien obtenu.

Alors Palmerston, pour tout concilier, offrit de laisser à Mehemet-Ali, avec l'Egypte, un des quatre pachalis de Syrie, celui de Saint-Jean-d'Acre. Louis-Philippe, roi pacifique et politique avisé, inclinait à accepter cette transaction. Mais l'opinion publique, la presse et les Chambres, passionnées pour Mehemet-Ali qui, d'ailleurs, semblait inexpugnable en Syrie, ne voulaient pas entendre raison. Cédant à cette poussée, le gouvernement, le 19 février 1840, déclara que la France maintenait toutes ses prétentions pour Mehemet-Ali. Ce fut là la grande erreur. A moins d'être un « *bluff* » peu avantageux, c'était le prélude d'une conflagration européenne.

A cette nouvelle, de Grüdnow retourna à Londres, et, voyant la partie belle, multiplia les concessions à l'Angleterre. Il offrit d'admettre l'entrée du Bosphore pour tous les pavillons alliés. Palmerston se laissait emporter vers la Russie. Et, dès Avril 1840, c'est chose convenue : la question égyptienne sera réglée avec, sans, ou malgré la France.

* * *

Le ministère Soult était tombé sur une question de po-

litique intérieure. Le ministère *Thiers* le remplaça. Thiers était inexpérimenté et n'avait pas encore acquis, par l'habitude du pouvoir, ce solide bon sens politique qu'il devait montrer plus tard. Il essaya de se tirer de l'impasse par des sentiers de traverse. Plus conciliant avec l'Angleterre, il ne poussa cependant pas la concession jusqu'à la transaction. De leur côté, l'Autriche et la Russie, voulant éviter de pousser les choses à l'extrême, cherchaient tous les « *mezzo termine* » possibles. Après bien des conversations diplomatiques et maints échanges de notes, l'Angleterre, la Russie et l'Autriche tombèrent d'accord sur un partage de la Syrie entre la Porte et Mehemet-Ali.

Thiers temporisait, ne croyant pas possible qu'un accord européen se fît sans, c'est-à-dire contre, la France. Il se flattait toujours de ranimer les pourparlers directs entre la Porte et Mehemet-Ali, ce qui aurait ainsi rendu inutile et même ridicule l'intervention européenne entre des gens qui ne demandaient qu'à s'entendre. Un instant (juin 1840) il crut avoir réussi. Mais sa politique secrète fut pénétrée. Palmerston fut averti du coup qui se préparait par l'ambassadeur anglais à Constantinople et l'ambassadeur autrichien à Paris. Alors, il dissuada la Porte de traiter directement, avec Mehemet-Ali et y réussit sans peine. Mais ce n'était là qu'une parade au coup droit de Thiers. Pour en faire un succès positif, Palmerston dévoila les intrigues de ce dernier, et accusa publiquement la France d'avoir voulu « *mystifier l'Europe* ».

Le mot était vif et porta. Froissés, l'Autriche, et la Prusse jusque là indécise, entrèrent dans la combinaison anglo-russe. Aussitôt, Palmerston prépara, en grand mystère, un accord excluant la France. L'ambassadeur de France à Londres, *Guizot*, sentait bien qu'il y avait, dans l'air diplomatique, quelque chose d'insolite. Mais il était trop tard. Et, le 17 juillet 1840, il recevait simplement avis qu'un traité avait été signé le 15 entre l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Prusse et la Turquie, qui posait à Mehemet-Ali des conditions définitives et organisait contre lui, en cas de refus de sa part, des mesures coercitives; de la France, pas un mot. Ce traité de *Londres* était le premier traité européen depuis 25 ans sur lequel la France n'eût pas été consultée. Et il faut avouer que cet affront était mérité par ses indécisions funestes et ses intrigues compliquées.

. .

A la nouvelle du traité de Londres, l'émoi fut énorme en France. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque il n'y avait encore que 25 ans qu'avait retenti le dernier coup de canon de Waterloo. Encore sous l'impression directe de la formidable lutte révolutionnaire et impériale contre l'Europe de 1792 à 1815, la France vit « *la Coalition* », et tout ce que ce mot évoquait reformée contre elle. Tous les partis, se retrouvant unis sur le terrain de la dignité nationale, réclamaient satisfaction. Thiers fit armer pour être prêt à toute éventualité; la marine appareilla, les soldats en congé furent rappelés,

et Paris vit commencer autour de lui sa ceinture de forts et de fortifications pour ne pas recommencer 1814. Mais Thiers ne jugeait la guerre que comme un moyen extrême, et il comptait encore sur la diplomatie et sur la force très réelle de Mehemet-Ali pour amener la dislocation de l'« encerclement » européen.

Le traité de Londres accordait à Mehemet-Ali, s'il se soumettait dans les 10 jours, l'Egypte héréditaire et le pachalik d'Acre en viager. La dizaine écoulée, on lui retirerait le pachalik. Au bout de 10 autres jours, on lui retirerait tout, laissant la Porte rétablir son autorité complète avec l'appui militaire de toutes les puissances signataires, ce qui écartait le danger russe. Le 16 Août 1840, le traité fut notifié à Mehemet-Ali, qui répondit : « *Je ne rendrai qu'au sabre ce que j'ai acquis par le sabre* ». L'ambassadeur anglais à Constantinople, lord Ponsomby, encouragea le Sultan, et une escadre anglaise fut envoyée à Beyrouth pour faire évacuer à Ibrahim-Pacha la Syrie par la force.

Thiers imagina alors de faire négocier Mehemet-Ali, et il lui envoya le comte *Walewski* pour l'engager à se contenter de l'Egypte héréditaire et de la Syrie entière en viager. Mehemet-Ali parut disposé à y consentir. Thiers fit connaître cette bonne disposition à Constantinople et à Londres, faisant ainsi de la France une médiatrice officieuse.

Palmerston restait intransigeant, mais la reine *Victoria*, les ministres *Clarendon* et *Russell*, et le roi de Prus-

se, ce dernier entré sans enthousiasme dans une coalition qui lui était indifférente, cherchaient une échappatoire honorable. Metternich cherchait de son côté un joint pour faire rentrer la France dans le concert européen. Les libéraux anglais se prononçaient contre cette atteinte à l'entente cordiale. Palmerston, alors, affecta de se ranger à ces avis, mais posa comme condition préalable l'assentiment des trois autres signataires. Or, il comptait sur le refus de la Russie, par suite des sentiments hostiles de Nicolas contre la France.

Pendant qu'il gagnait ainsi du temps, l'escadre anglaise agissait. Le 11 septembre, elle bombardait Beyrouth et débarqua un corps anglo-turc. L'armée d'Ibrahim, environnée de populations hostiles, battait en retraite. Les deux délais prévus par le traité s'étant écoulés sans qu'on eût reçu la réponse de Mehemet-Ali, le Sultan lança contre lui un « *firman* » de déchéance et le mit au ban de l'Islam. Palmerston triomphait.



En France, le bombardement de Beyrouth eut un immense retentissement. Il soulignait en effet, brutalement, l'affront fait à la France par le traité de Londres. L'irritation publique arriva à son paroxysme. On chanta la *Marseillaise* dans les rues et dans les théâtres, des enrôlements volontaires se produisirent. L'esprit de 1793 sembla se réveiller dans le pays, mais, par contre, l'esprit de 1813 se réveilla en Allemagne. C'est l'époque du fameux *Rhin Allemand*, la « *Wacht am Rhein* », « *Au*

Rhin, au Rhin Allemand, tous nous voulons être ses défenseurs... »», et de la non moins fameuse réplique d'A. de Musset «*Nous l'avons eu, votre Rhin Allemand..*» Thiers dut rappeler à Toulon l'escadre du Levant, car, disait-il, «*il y a des moments où les canons partent tout seuls.* » L'armée était en excellent état, la marine était la plus forte que la France ait jamais eue. Mais il y avait quatre adversaires, et, si certains maréchaux de l'Empire étaient toujours là, Napoléon n'y était plus. Et il n'existait pas de motifs suffisants pour risquer une telle aventure. C'est ce que comprit, avant tout le monde, le roi Louis-Philippe, qui, au début, s'était enthousiasmé, comme les autres, pour Mehemet-Ali.

Dès le début d'Octobre 1840, Louis-Philippe déclara à ses ministres qu'il ne voulait pas de la guerre. Les ministres offrirent leur démission, que le roi n'accepta pas. On convint de céder sur la Syrie, mais de ne pas permettre, malgré le traité de Londres et sous peine d'un *casus belli* sérieux, qu'il fût touché à l'Egypte. L'Egypte intangible, c'est dès lors la base de la politique française. Le 8 octobre, une note en ce sens fut remise aux ambassadeurs des quatre puissances signataires. Palmerston répondit alors que, si Mehemet-Ali se soumettait, il conseillerait au Sultan de lui concéder l'investiture héréditaire de l'Egypte.

Aussi, dès la fin d'Octobre, Louis-Philippe provoquait et acceptait la démission du cabinet Thiers. Le 29 Octo-

bre, celui-ci fut remplacé par le ministère de nom Sout (Guerre), mais en réalité Guizot (Affaires Etrangères), l'ancien ambassadeur de France à Londres, opposé à la politique de Thiers, et partisan de la paix sur le terrain de la note du 8 octobre. Vienne et Berlin s'étaient aussi ralliées à cette note. Mais Palmerston continuait à temporiser.

Pendant ce temps, l'escadre continuait son œuvre. L'armée d'Ibrahim, battue en plusieurs rencontres et démoralisée, se repliait partout. Le centre de la résistance égyptienne en Syrie était Saint-Jean d'Acre. Bombardée à outrance par l'escadre, cette place capitula le 2 novembre. Les Anglais allaient maintenant continuer en s'attaquant à l'Egypte, ce qui devait alors amener le *casus belli* prévu par la France.

Effectivement, le 27 Novembre 1840, le commodore sir *Charles Napier* parut avec ses navires devant Alexandrie. Mais il voulait seulement obtenir de Mehemet-Ali un acte de soumission quelconque. Il parlementa, négocia, et amena le vice-roi à signer une Convention, la Convention Napier, par laquelle Mehemet-Ali déclarait évacuer la Syrie et renoncer à tout, sauf à l'Egypte, moyennant quoi les puissances suspendraient les hostilités et l'appuieraient près de la Porte.

Lorsque cette convention fut connue, l'Europe respira. Mais, au début de Janvier 1841, la Porte déclara refuser d'adhérer à la Convention. Elle y était poussée par l'instigation de l'ambassadeur anglais Ponsomby. Palmers-

ton, pris à son propre piège, avait à choisir entre ses deux agents. Il eut certes préféré désavouer Napier, mais les cours de Vienne et de Berlin, ralliées par la sage conduite de Guizot, s'y opposèrent; le tzar lui-même voulait en finir. Aussi Palmerston signa-t-il, le 31 Janvier 1841, avec la Russie, l'Autriche et la Prusse, une note pour la Porte l'invitant à accorder l'investiture héréditaire de l'Égypte à Mehemet-Ali. La Porte se rendit à cette invitation, et, le 13 Février, le Sultan signait le firman demandé.

* * *

Restait, pour consolider la paix, à faire rentrer la France dans le concert européen. L'Autriche et la Prusse eurent l'idée de faire signer par toutes les puissances, dans ce but, un acte quelconque et anodin sur la question d'Orient. On choisit la question des Détroits, sur laquelle tout le monde était d'accord.

Guizot ne pouvait accepter de suite, sous peine de montrer un empressement peu digne; il ne pouvait davantage trop tergiverser, sous peine de décourager les bonnes dispositions de l'Autriche et de la Prusse. Il se tira d'affaire avec habileté. Il déclara admettre en principe l'idée d'un acte collectif, mais posa une condition préalable: considérer comme définitivement accompli et clos le traité de Londres. Il aurait désiré en outre que l'acte projeté portât aussi garantie de l'intégrité de l'Empire Ottoman, liberté des routes commerciales vers l'Extrême-Orient par l'Égypte et l'Euphrate, et avantage pour

les chrétiens du Liban protégés par la France : C'est ce qui devait avoir lieu plus tard après la guerre de Crimée par la traité de Paris (1856), après le percement de l'Isthme de Suez par la Convention du Canal (1885), et après les troubles et l'expédition française du Liban (1860). Mais, à ce moment, les temps n'étaient pas encore révolus. On se borna donc à la clôture des Détroits.

Le Sultan, par son firman du 13 Février, n'avait accordé à Mehemet-Ali qu'une hérédité illusoire, car il se réservait le droit, à chaque vacance, de choisir entre les héritiers celui qui lui conviendrait le mieux. Guizot fit savoir que l'adhésion de la France au traité des Détroits serait réservée jusqu'à ce que cette clause eût été modifiée, mais proposa de le signer sous condition suspensive pour un délai de trois mois, ce qui eut lieu aussitôt. Pendant ces trois mois, on lutta contre Palmerston et Ponsomby. Finalement, la Porte modifia le firman dans le sens de l'hérédité selon la coutume musulmane, par ordre de primogéniture mâle dans toute la famille, et Mehemet-Ali l'accepta solennellement. C'est la fin du *roman d'un ambitieux*.

L'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse clôturèrent par un protocole l'affaire égyptienne, et, le 13 Juillet 1841, signaient définitivement à Londres, en même temps que la France, le traité des *Détroits*.

Ce traité, dans son préambule, déclare que son but est la consolidation de l'Empire Ottoman ; dans ses dispositions, le Sultan déclare sa ferme volonté de maintenir

les Détroits fermés aux navires de guerre de toutes les nations, sauf les stationnaires sans importance militaire nécessaires au service des ambassades de Constantinople, et les puissances s'engagent à garantir cette fermeture. Ce traité, qui annulait définitivement le traité mort-né d'Unkyar-Skelessy, n'a subi depuis aucune modification.

* * *

Dans cette crise de la question d'Egypte, le czar avait suivi une politique de passion contre la France de 1830, Palmerston s'était fait l'homme d'une passion contre l'influence française en Egypte, et la France, tout en sauvegardant ses droits, s'était mise trop longtemps au service d'un ambitieux et en avait subi les conséquences.

L'intervention européenne, en empêchant la formation d'un grand Empire Musulman qui aurait seul pu contenir la marche du « *colosse moscovite* » en Orient, devait avoir pour conséquence, douze ans après, d'obliger la France et l'Angleterre à la longue et difficile guerre de Crimée pour sauvegarder l'équilibre européen.

Quant à l'Egypte, sa puissance était réduite, mais désormais fixée solidement. Au point de vue international, c'était une situation nouvelle et difficile à préciser : ce n'était pas un Etat autonome ni vassal, elle restait une province de l'Empire Ottoman, mais avec une dynastie de vice-rois héréditaires. En fait, l'Egypte devenait une personnalité distincte de celle de la Turquie et était placée sous le contrôle et la garantie de l'Europe.

Mehemet-Ali persista jusqu'à son dernier jour dans ses sympathies pour la France et sa reconnaissance pour Louis-Philippe. Ibrahim-Pacha vint faire un voyage en France en 1846 et y fut reçu avec grand enthousiasme. Et, quand Mehemet-Ali apprit la Révolution de 1848 et la chute de Louis-Philippe, il s'écria que, si celui-ci l'avait appelé à son aide, il serait encore sur le trône.

Mehemet-Ali mourut à Alexandrie en 1849. Ses efforts pour relever l'Egypte, la tirer définitivement de l'ornière anarchique où elle était retombée après le départ des Français, et pour en faire le domaine incontesté de ses descendants, avaient pleinement réussi.

CHAPITRE III

Le canal de Suez

Lorsque Mehemet-Ali mourut, en 1849, Ismaël-Pacha avait été tué dans l'expédition de Nubie en 1822 et Ibrahim-Pacha était mort au Caire en 1848. Ce fut son troisième fils, *Abbas-Pacha*, qui lui succéda. En 1854, à la mort de ce dernier, le quatrième fils de Mehemet-Ali, *Saïd-Pacha*, né en 1822, fut appelé au trône d'Egypte. C'est sous son règne que commença le percement de l'isthme de Suez.

En 1854, la France avait comme consul à Alexandrie *M. Ferdinand de Lesseps*. C'est, paraît-il, dans un voyage au Caire qu'il arrêta définitivement son fameux projet. Il s'en ouvrit à Saïd-Pacha, qui était son véritable ami. Celui-ci l'approuva avec enthousiasme. Mais, pour accomplir cette œuvre gigantesque, que de difficultés à vaincre en dehors des obstacles naturels : la suzeraineté de la Porte, les méfiances des puissances, et l'argent

à trouver ! De Lesseps ne se laissa pas décourager. Il est de la carrière, il traitera avec les puissances ; il n'est pas financier, il le deviendra ; il n'est pas ingénieur, il le sera. Et le voilà à l'œuvre, creusant son projet, examinant les anciens documents se rapportant aux antiques canaux de Bubaste et de Fostat, étudiant les plans exécutés sous la direction de Bonaparte, jusqu'à ce qu'enfin, pénétré de la possibilité de l'entreprise, il la proclame à haute voix.

En Novembre 1854, Saïd-Pacha recevait en audience solennelle les consuls généraux des diverses puissances, et leur annonçait sa résolution de faire ouvrir l'isthme de Suez par un canal maritime. Puis, s'entretenant avec le consul des Etats-Unis, il lui dit : « *Eh bien ! M. de Léon, nous allons faire concurrence à l'isthme de Panama, et nous aurons fini avant vous.* » L'événement devait confirmer ce pronostic.

* *

En 1854 et 1856, deux actes de Saïd-Pacha, que de Lesseps n'eût jamais obtenus si l'Egypte était restée sous la domination turque, accordèrent à de Lesseps la concession nécessaire. D'après ces actes une Compagnie « *universelle* » par actions fut fondée. Le canal projeté devait servir de passage neutre à tous les navires de commerce sans distinction de nationalité. C'était offrir aux puissances de grever d'une servitude internationale une partie du territoire ottoman ; elles acceptèrent. On songea un moment à interdire l'accès du canal aux navires

de guerre; mais la plupart des puissances, ayant des intérêts dans l'Extrême-Orient, avaient grand avantage à abrégér la longue route du Cap; aussi ce point de vue fut-il abandonné. Les travaux préparatoires commencèrent aussitôt en 1854.

L'entreprise se heurta immédiatement à l'hostilité très vive de l'Angleterre. Celle-ci, en effet, voyait là un danger militaire pour les Indes, un danger économique pour sa colonie du Cap, et un danger politique à cause de l'influence que la France accroîtrait en Egypte. Aussi chercha-t-elle, par tous les moyens, à faire échouer la tentative. Une campagne de calomnies grossières et d'insinuations erronées se déclina avec violence. Un journal de la *City* traitait le « *Grand-Prêtre* » de Lesseps (allusion à ses premières idées saint-simoniennes) de « *rival de Monte-Cristo* ». Un autre lui attribuait l'intention de fonder « *Lessepsville* », afin d'avoir l'orgueil, comme les anciens Pharaons, « *de voir, de son vivant encore, cette cité, parée de toutes les richesses humaines, s'engloutir dans le remous des sables.* » Des ingénieurs anglais déclaraient l'entreprise absurde. Enfin, Palmers-ton, toujours ministre et toujours fidèle à sa politique anti-française, laissa un jour tomber de son banc à la Chambre des Communes ces paroles acerbes: « *La Compagnie de Suez est l'une des tentatives de tromperie les plus effrontées qui aient été mises en pratique dans les temps modernes. C'est un leurre complet, depuis le commencement jusqu'à la fin. En France, beaucoup de peti-*

tes gens ont été induites à prendre de ces petites actions sous l'inspiration qu'elles leur rapporteraient beaucoup. A la vérité, la marche des travaux en Egypte a montré que l'entreprise n'était pas impraticable; mais, pour la mener à bonne fin, il faudrait des sacrifices d'argent au-delà de tous ceux qu'aucune Compagnie au monde pourrait faire. »

Ces paroles perfides avaient pour but d'émouvoir les Bourses du continent, de provoquer l'écroulement des valeurs de Suez, et surtout d'alarmer la petite épargne française, sur laquelle reposait le système financier de la Compagnie. En effet, les actions baissèrent jusqu'à faire craindre qu'elles tombassent à rien. La Porte, qui, poussée par l'Angleterre, avait éludé de donner sa ratification à la concession, laissait entendre qu'elle la refuserait. Enfin, Saïd-Pacha était mort en 1863, et avait été remplacé par *Ismail-Pacha*. Le Canal de Suez semblait perdu.

Mais la France, qui jouissait alors, après les guerres de Crimée et d'Italie, d'un prestige sans égal, était là. *Napoléon III*, qui s'intéressait particulièrement à cette entreprise essentiellement française, proposa un arbitrage pour régler les difficultés avec la Porte, et, comme président, il rendit une décision souveraine qui écarta définitivement les obstructions politiques. Et, en 1866, la Porte accorda enfin sa ratification. L'Angleterre dut reconnaître qu'elle s'était trompée, et le ministre lord Clarendon fit réparation à de Lesseps dans une lettre qu'il lui adressa.

La confiance renaissait, mais lentement. Alors, pour la ranimer, de Lesseps se fit conférencier, portant partout la conviction qui l'emplissait, notamment au Pavillon de la Cie de Suez à l'*Exposition Internationale de 1867*. Ses manières simples et affables, son infatigable complaisance à répondre à toutes les questions lui rallièrent les suffrages du public.

Le 15 Avril 1865, le canal avait été ouvert, et des barques purent aller d'une mer à l'autre. Le canal fut élargi et ne tarda pas à livrer passage à des goélettes. Enfin, quatre ans plus tard, les eaux de la Méditerranée et de la Mer Rouge se confondaient dans les *Lacs Amers*. Entre temps, avait été fondé, à l'ouverture méditerranéenne du canal, comme pendant à Suez sur l'ouverture de la Mer Rouge, un port nouveau, qui reçut le nom de *Port-Saïd* en l'honneur du vice-roi qui avait patronné l'entreprise. De même, on nomma *Ismailia* la principale station du canal entre Port-Saïd et Suez.

Enfin, le 17 Novembre 1869, en présence de navires de guerre de toutes nations, l'Impératrice *Eugénie*, à bord du yacht impérial l'*Aigle*, présidait à l'inauguration solennelle du *Canal de Suez*. Sur les deux rives étaient groupés les travailleurs Fellahs, qui acclamaient leur chef. Ismaïl-Pacha donna des fêtes splendides. Ce fut une apothéose.

Le 17 Novembre 1899, trente ans après, on inaugurerait solennellement la statue colossale de de Lesseps, par Frémiet, à l'extrémité d'une des jetées de Port-Saïd.

. * .

Les travaux avaient coûté très cher, et l'entreprise ne donna pas de suite les revenus attendus; la Compagnie faillit même tomber en déconfiture. L'acte de concession donnait le droit à la Compagnie de Suez de percevoir 10 francs par tonneau de jauge qui passait le canal. Mais le jaugeage des navires est différent selon qu'on l'entend du jaugeage réel ou du jaugeage net. La Compagnie résolut de taxer, ce qui était plus avantageux pour elle, le tonnage réel, le tonnage-déplacement. Les Compagnies de Navigation, notamment les *Messageries Maritimes* protestèrent et il y eut procès. De Lesseps s'adressa à la Porte pour interpréter l'acte de concession. Une Conférence se réunit en 1873 à Constantinople pour fixer la taxe à percevoir. La Compagnie de Suez repoussa sa sentence, et l'on dut envoyer des troupes le long du canal pour la lui imposer.

Il y eut ensuite divers avatars financiers et politiques, qui aboutirent à la Convention du Canal conclue à Constantinople en 1886, et qui, se rattachant aux menées anglaises en Egypte, seront rapportés à leur place plus loin.

Le développement croissant du trafic finit par faire disparaître les difficultés financières; il équivalait aujourd'hui à 10.000.000 de tonneaux par an, représentant plus de 4.000 navires.

. * .

Le Canal de Suez est égyptien, la Compagnie de Suez est *égyptienne*, mais constituée en France avec l'autorisation de l'Etat Français, et les difficultés entre administrateurs et actionnaires relativement au fonctionnement de la Compagnie relèvent des tribunaux français. Mais la Compagnie n'est pas *indigène*, ce qui fait que, si elle plaide en Egypte, elle ne va pas devant les tribunaux égyptiens, mais devant les *tribunaux mixtes*. qui, depuis la Réforme Judiciaire de 1867. ont remplacé en Egypte, sauf pour certaines affaires, les juridictions consulaires.

C'est l'Egypte qui a le moins profité du Canal : il n'y a pas d'entrepôts de marchandises. et les navires passent sans guère s'arrêter. Et le percement de l'isthme de Suez fut en outre une des causes qui motivèrent la mainmise de l'Angleterre sur l'Egypte.

Au point de vue français, le Canal de Suez fut la dernière marque de l'action de la France en Egypte. action si ancienne, si profonde, si importante et si durable.

Deuxième Partie

La Crise (1875-1882)

CHAPITRE I

Le coup de Bourse anglais de 1875

Depuis 1841, l'Égypte n'avait plus subi de crise. L'armée, par le firman d'investiture, avait été réduite de près de 200.000 hommes à 20.000, et les revenus montaient à environ 120.000.000 de francs. Appuyé par la France, Ismaïl-Pacha, monté sur le trône en 1863, réussit à étendre son autorité par une série de firmans que, de 1865 à 1873, la Porte octroya en sa faveur.

Le firman de 1866 lui permet d'établir l'hérédité en ligne directe, comme en Europe, au lieu de l'hérédité musulmane du firman de 1841. Le firman de 1867 lui accorde le titre de *Khédive* (1), qui est resté le titre officiel du vice-roi d'Égypte.

(1) Du persan *Khediv*, prince souverain.

Le firman de 1873, octroyé par le Sultan *Abdul-Haziz* qui avait succédé à *Abdul-Medjij* en 1861, remplace les firmans antérieurs. Il autorise le Khédive, qui demeure toujours le délégué, le « *Vizir* » du Sultan en Egypte, à faire des règlements internes et à augmenter son armée. Mais la nomination des généraux est réservée au Sultan, il est interdit au Khédive d'avoir une flotte de guerre, et les lois édictées par la Porte peuvent être appliquées en Egypte. Il autorise aussi le Khédive à conclure, à condition de ne pas léser les intérêts de la Turquie, des conventions avec l'étranger pour tout ce qui concerne les douanes, le commerce et les emprunts. Mais les traités de commerce conclus par la Turquie sont appliqués de plein droit en Egypte, sauf clause contraire, et l'autorisation du Sultan est nécessaire pour la signature de certains traités avec l'étranger (ce qui eut lieu, notamment, pour les prorogations successives de la Réforme judiciaire de 1867).

..

L'influence de la France en Egypte n'avait cessé de se développer depuis *Mehemet-Ali*, et le Canal de Suez y avait encore ajouté.

L'arabe était la langue dominante, mais le français restait la langue officielle du gouvernement, de l'administration, de la presse, et la langue « *de bon ton* » de la Cour Khédiviale et des hautes classes. Le copte, langue dérivée de l'antique langue égyptienne *démotique* ou vulgaire (qu'il ne faut pas confondre avec les *hiéro-*

glyphes ou écriture sacrée, dont le secret perdu, fut retrouvé par le Français *Champollion*, 1790-1832), le copte était la langue suivante.

La religion d'Etat était l'islamisme, mais tous les autres cultes étaient tolérés.

L'armée, l'administration (*Conseil d'Etat*, etc.) étaient organisés d'après les principes français.

Les écoles et les divers établissements français étaient en pleine prospérité.

Il y avait 17 à 18.000 Français établis dans le pays, soit commerçants et industriels, soit occupant des fonctions importantes dans toutes les branches du gouvernement Khédivial. Les capitaux français s'y étaient aussi portés en grand nombre, soit dans les entreprises particulières, soit dans les emprunts publics.

L'*Egyptologie*, cette science née en France, comptait parmi les Français ses plus nombreux et ses plus illustres représentants. Il faut citer, entre autres, le plus célèbre, *Mariette*, né en 1821, qui, chargé d'une mission archéologique en Egypte par le gouvernement français, découvrit le *Serapeum* de Memphis, s'établit dans le pays, et fut chargé par le gouvernement égyptien de la direction de toutes les fouilles, avec le titre de Bey. Mariette-Bey les dirigea en tous sens pendant trente ans, et créa le *Musée de Boulaq*, près du Caire, la plus belle collection égyptologique du monde, qui est resté dirigé par des Français (*Maspero*, *Grébaut*). *Mariette-Bey* mourut en 1881, et on l'enterra à l'entrée du

Musée comme un Egyptien de jadis, dans un sarcophage de granit gardé par deux sphinx.

Bref, l’Egypte était alors pour la France, comme le montra très bien une circulaire du ministre de Freycinet en 1880, une véritable « *colonie libre* ».

* *

L’Angleterre, de son côté, n’avait pas cessé de jalouser la part que la France s’était faite en Egypte. Depuis surtout que l’ouverture du Canal de Suez avait remplacé l’Egypte sur la route directe des Indes, elle ne pouvait s’en désintéresser. Et, dès 1869, elle détourna une partie de son attention du Bosphore Turc pour la reporter sur le « *Bosphore Egyptien* ».

Le léopard britannique était à l’affût.

* *

Une opération financière fut, en 1875, le premier acte de l’Angleterre en vue d’installer sa domination ou, tout au moins, son contrôle étroit en Egypte.

L’Angleterre, inquiète de voir le Canal de Suez aux mains d’une Compagnie française en fait, avait eu un moment l’idée de le racheter et de constituer une Compagnie « *Internationale* » (on comprend de reste ce que ce mot eût signifié) pour l’administrer. Une circonstance fortuite vint lui fournir un moyen beaucoup plus avantageux d’avoir le droit d’exercer un contrôle officiel.

En 1875, le Khédive Ismaïl, pressé par des besoins d'argent, résolut de vendre les 176-000 actions de Suez qu'il possédait et qui avaient été, en faveur des créanciers, dépourvues de leurs coupons jusqu'en 1894. Un Français, M. *Dervieu*, eut l'idée de les acheter au compte de la France. Ismaïl ne demandait pas mieux, et cela eût rendu la France à peu près seule actionnaire du Canal. Mais *Léon Say*, Ministre des Finances, et le Duc *Decazes*, Ministre des Affaires Etrangères, le premier pour des raisons financières, le second pour des raisons diplomatiques, furent d'accord pour faire échouer ce plan habile.

En Angleterre, l'idée fut au contraire saisie par le gouvernement britannique lui-même. *Disraëli* (*Lord Beaconsfield*), le premier des grands « *impérialistes* » anglais, était alors ministre. L'affaire, menée avec une grande décision, fut rapidement conclue : en dix jours, le prix était convenu, le marché signé et les titres livrés. Avec l'aide de la maison *Rothschild*, à qui l'opération rapporta d'ailleurs un beau bénéfice, *Disraëli* avait acheté ces actions pour 100 millions de francs. Chaque action revenait ainsi à 768 francs au gouvernement anglais, et elle vaut actuellement 4.000 et quelques centaines de francs. De plus, en échange des coupons détachés, le gouvernement Khédivial s'engageait à payer à l'Angleterre 4 millions d'intérêts jusqu'en 1894. Ce fut un coup de Bourse excellent pour le Trésor britannique.

En outre, l'Angleterre devenait par là le principal actionnaire du Canal, et eut dès lors droit à 10 membres anglais dans le Conseil d'Administration de la Compagnie.

Les armateurs anglais voulaient en profiter pour faire abaisser les taxes de passage, et il fallut même que le Conseil d'Etat Egyptien déclarât que la Cie de Suez avait un monopole pour empêcher les tentatives d'établissement de canaux concurrents. Le gouvernement anglais arrangea les difficultés, que le développement du trafic fit peu à peu disparaître.

Cette remarquable opération financière eut des conséquences politiques considérables, imprévues peut-être même de ses auteurs, et qui n'amenèrent rien moins par la suite que le protectorat actuel de l'Angleterre sur l'Egypte. Elle est en même temps le résultat de la première des fautes qu'allait désormais commettre la politique française en Egypte, et qui ne devaient malheureusement aller qu'en s'aggravant.

CHAPITRE II

La Faillite du Khédive

Depuis l'expédition de Bonaparte jusqu'à l'époque à laquelle on est arrivé, ni la France ni l'Angleterre ne s'étaient immiscées dans les affaires intérieures de l'Égypte. Leur intervention directe commença en 1876 sous forme d'ingérence financière.

■
* *

Il convient d'abord de dire ici quelques mots indispensables au sujet de la Réforme Judiciaire en Égypte. Le firman de 1841 avait laissé l'Égypte, comme tout le reste de l'Empire Ottoman, sous le régime des *Capitulations*, qui soustrayait entièrement les étrangers aux autorités locales pour ne les faire dépendre que de leurs consuls respectifs. Il y avait eu des excès en Égypte à ce propos ; les juridictions consulaires avaient considérablement empiété aux dépens des autorités khédiviales ; en outre, en substituant, dans les contestations entre l'E-

gypte et les étrangers, le règlement diplomatique au règlement judiciaire, elles avaient commis des abus intolérables.

Le Khédive Ismaïl voulut se débarrasser de cette sujétion. Sous son inspiration, en 1867, le ministre *Nubar-Pacha* soumit aux puissances un projet de réforme judiciaire, qui, après maintes négociations, fut enfin approuvé par elles en 1873 et 1874.

Les Tribunaux nouveaux, dits de la *Réforme Judiciaire* ou *Tribunaux Mixtes*, composés d'étrangers et d'Egyptiens, connaissent des affaires internationales. Ce sont des tribunaux *égyptiens* bien que non *indigènes*, dont les membres étrangers sont nommés par le Khédive sur présentation des puissances. L'organisation intérieure de ces tribunaux est calquée sur le modèle français. La langue judiciaire est l'arabe, le français ou l'italien; mais, en réalité, le français est à peu près seul employé. Malgré les efforts désespérés de l'Angleterre, les *Codes Mixtes*, rédigés en français par le secrétaire français de Nubar-Pacha, ont été faits d'après les Codes Français, d'où les grands avantages attachés en Egypte (comme, d'ailleurs, en Syrie, pourvue, elle aussi, depuis 1861, d'un statut particulier) aux Egyptiens ayant fait leurs études de droit en France.

L'action de ces tribunaux s'exerce toutes les fois qu'il s'agit de procès mettant aux prises des indigènes et des étrangers ou des étrangers de nationalités différentes (même s'il s'agit des gouvernements ou des administra-

tions), et, en outre, des étrangers de même nationalité, à condition que, dans ce dernier cas, il y ait un intérêt mixte engagé (Cie de Suez) ou qu'il s'agisse d'une action réelle immobilière; cette dernière exception a été faite en vue d'établir l'unité de juridiction nécessaire pour la création d'un *Crédit Foncier Egyptien*.

En matière civile, la compétence de ces tribunaux est la règle, sauf pour les questions de *statut personnel*, au sens oriental du mot (c'est-à-dire y compris les mariages et successions), qui restent réservées aux tribunaux consulaires. En matière criminelle, la compétence est au contraire exceptionnelle. Enfin, depuis la Loi de Liquidation de 1880, ces tribunaux sont garants des engagements financiers internationaux de l'Egypte.

Les tribunaux consulaires restent compétents pour les affaires concernant exclusivement leurs nationaux (sauf, comme on l'a vu, les affaires réelles immobilières) et pour celles qui, comme on l'a dit, concernent le statut personnel des étrangers.

Le Khédive ne fut pas très satisfait des résultats de cette réforme, qui ne donna pas tout ce qu'il en avait espéré, car les tribunaux mixtes ne lui rendirent pas, par leurs décisions, les services qu'il en attendait.

Ce déplaisir s'est accru depuis que l'Angleterre est maîtresse en Egypte et est devenu encore plus britannique qu'égyptien, comme on le verra pour les affaires du Soudan. Aussi l'Angleterre cherche-t-elle à organiser sérieusement les tribunaux indigènes en y introduisant des

élément anglais et belges (ces derniers à cause de la nécessité en Egypte de connaître la législation française), pour amener les puissances à renoncer au bénéfice de la Réforme comme elles ont renoncé à celui des Capitulations. Mais elle n'y est pas arrivée, car les gouvernements étrangers qui, au début, surtout en France, se défiaient de la Réforme Egyptienne, sont revenus de leurs préventions en voyant ces tribunaux à l'œuvre, et désirent au contraire maintenant leur développement, cause de lutte sourde avec l'Angleterre, que cette organisation gêne considérablement.

La Réforme avait été faite pour cinq ans, avec droit pour la France de la dénoncer avant la fin de cette période. Elle a été ensuite successivement prorogée; la dernière prorogation date de 1900, et a été conclue grâce à l'entente de la France, de la Russie, et de l'Allemagne, malgré l'opposition de l'Angleterre, car il avait été convenu en 1874 que seules les puissances, et non pas l'Egypte, pourraient demander la suppression de la Réforme.

* * *

La cause première de l'intervention directe de la France et de l'Angleterre en Egypte se trouve dans les prodigalités du fastueux Khédive Ismaïl-Pacha.

Esprit remarquablement intelligent, aimant à faire grand, et, comme toute la descendance de Mehemet-Ali, très ouvert au progrès occidental tout en restant très oriental, Ismaïl avait beaucoup voyagé, avait visité Pa-

ris lors de l'Exposition de 1867, et en était revenu hypnotisé par les embellissements dont le préfet, baron Haussmann, avait doté la capitale de l'Empire Français. Bien que les firmans de 1866 et 1867 lui eussent déjà coûté très cher à obtenir de la Porte, il résolut de moderniser l'Egypte, et, en particulier, ses grandes villes. Il fit construire de magnifiques palais, percer de superbes rues et avenues, défricher de grandes promenades, s'entoura d'un Cour, luxueuse même pour l'Orient, habilla son armée de brillants uniformes, bref, mit en pratique l'apologue de *la Grenouille aussi grosse que le Bœuf*, et, en 1869, à l'occasion de l'inauguration du Canal de Suez, donna des fêtes splendides, pour lesquelles fut composé et exécuté *Aïda*, l'opéra de *Verdi*. Enfin, il se lança dans des affaires de raffineries qui ne réussirent pas, et dépensa beaucoup d'or pour obtenir de la Porte le nouveau firman de 1873.

Les ressources de l'Egypte ne suffisant plus à toutes ces dépenses, il vendit en 1875 ses actions de Suez comme on vient de le voir, emprunta à l'Europe des sommes énormes, et la situation financière devint un inextricable gouffre du déficit. La dette montait à environ 2 milliards. Le résultat ne se fit pas attendre : le 6 Avril 1876, l'Egypte se trouva hors d'état d'assurer le paiement de ses coupons et le service de la Dette. C'était la faillite.

La nouvelle affola toutes les Bourses d'Europe. La très grande majorité des porteurs de titres égyptiens étaient Français et Anglais. Aussi, la France et l'An-

gleterre, prenant en mains les intérêts de leurs sujets, songèrent-elles dès lors à imposer à l'Égypte certaines mesures de garantie.

Les créanciers d'Ismaïl employèrent aussitôt contre lui, à titre privé, l'instrument qu'il venait de forger lui-même, les Tribunaux Mixtes. Ceux-ci, à son grand déplaisir, le condamnèrent. En exécution de leurs arrêts, des saisies furent pratiquées sur les meubles des palais khédivials et sur tout ce que l'on put trouver : on alla même jusqu'à saisir la Caisse du Ministre des Finances ! Ainsi traqué, Ismaïl chercha à se tirer d'affaire. Il offrit en garantie les revenus de quatre provinces, et proposa même de vendre les riches collections du Musée de Boulaq.

Finalement, il dut consentir aux mesures proposées par les puissances, et, le 2 Mai 1876, acceptait l'institution d'une *Commission Internationale de la Dette Égyptienne*, composée de membres français, anglais, allemands, autrichiens, italiens, et russes, qui devait surveiller l'encaissement et l'emploi de certains impôts et des revenus de certains domaines, spécialement et uniquement affectés, à titre de gages, au service de la Dette. Cette Commission, très importante, existe toujours, mais, depuis 1904, n'exerce plus son action que sur certains revenus déterminés.

CHAPITRE III

Le contrôle Franco-Anglais

La Commission de la Dette n'était qu'un contrôle international et limité pour liquider le passé. Aussi, la France (1^{er} Ministère *Dufaure - Duc Decazes* aux Affaires Etrangères) et l'Angleterre (Ministère Disraëli) demandèrent-elles en outre personnellement au Khédive, à titre de garantie pour l'avenir, un contrôle sur l'ensemble des finances égyptiennes. Ismaïl s'y résigna. C'est ainsi que fut constitué, par décret khédivial du 18 Novembre 1876, le fameux « *Contrôle Franco-Anglais* ».

Par ce décret, Ismaïl nommait deux *Contrôleurs*, l'un Français et l'autre Anglais, choisis par lui avec l'assentiment des deux puissances respectives, en vue de régulariser le budget de l'Egypte d'accord avec son Ministre des Finances. Les deux Contrôleurs choisis furent, le Français, *M. de Blignières* et, l'Anglais, *sir Revers Wilson*.

Ce fut le premier Contrôle anglo-français, qui subsista jusqu'en 1878. Il fonctionna mal, d'ailleurs, et les deux Contrôleurs ne purent guère remédier au gâchis dans lequel étaient tombés tous les services.

*
*
*

Au début de 1878, la France (2^e Ministère Dufaure-Waddington aux Affaires Etrangères) et l'Angleterre (Ministère Disraëli) demandèrent alors qu'un contrôle plus effectif fût organisé: ce fut le « *Ministère Européen* ».

Ismail, renonçant au pouvoir absolu que le Khédivé avait jusqu'alors exercé seul, dut consentir à prendre un *Conseil des Ministres*. Le Président de ce Conseil fut Nubar-Pacha, d'origine arménienne, l'auteur de la réforme Judiciaire, avec l'ex-Contrôleur Français de Bli-gnières aux Travaux Publics, l'ex-Contrôleur Anglais Wilson aux Finances, et le fils d'Ismail, Tewfik-Pacha.

Ce ministère voulut réduire l'effectif de l'armée, ce qui suscita les murmures des officiers égyptiens. Ismail, de son côté, ne cherchait qu'à se débarrasser de ce conseil de tutelle gênant, et il essaya de le désorganiser. La France et l'Angleterre durent lui imposer l'interdiction d'assister aux séances du Conseil, et faire attribuer aux deux ministres européens un droit de *veto* sur les décisions de leurs collègues égyptiens.

Pendant ce temps, une *Enquête Internationale* avait été ouverte sur les moyens à employer pour liquider la situation financière de l'Egypte vis-à-vis de ses créan-

ciers. Elle aboutit à un projet portant réduction des diverses dettes: c'était, après la faillite, la banqueroute partielle. Ismaïl feignit de s'indigner de cette injure à sa réputation, ...et saisit avec empressement ce prétexte pour renvoyer le Ministère Européen (Avril 1879). Le ministère égyptien qu'il prit pour le remplacer ne put rien faire.

Ce que voyant, la France et l'Angleterre, désespérant de ramener Ismaïl dans la bonne voie, lui firent dire qu'il n'avait plus qu'à s'en aller. Ismaïl résista et essaya de faire appel au Sultan (1), son seigneur, qui était, d'ailleurs, dans une situation financière presque aussi mauvaise, pour d'autres raisons, que son représentant en Egypte. Mais, sur les objurgations de la France et de l'Angleterre, le Sultan, au contraire, rendit le firman du 7 Août 1879, le dernier relatif à l'Egypte, qui déposait le Kkédive Ismaïl et le remplaçait par son fils *Tewfik-Pacha*. Ismaïl quitta l'Egypte et s'embarqua pour Naples. Après un voyage assez accidenté, puisque son harem se trouva un instant égaré en route, le « *roi en exil* » se retira à Constantinople, où il mourut en 1895.

* *

La Porte aurait bien voulu en profiter pour rétablir son autorité en Egypte, et le firman du 7 Août 1879, qui investissait Tewfik, contenait d'importantes restrictions

(1) *Abdul-Hamid II*, le Sultan récemment détrôné, qui avait remplacé *Mourad V*, successeur d'*Abdul-Haziz* en 1876 et déposé la même année.

aux pouvoirs du Khédive. Mais la France et l'Angleterre ne l'entendaient pas ainsi, et elles obligèrent la Turquie à rétablir les pouvoirs khédiviaux sur les bases du firman de 1873; seule, l'armée fut réduite de 20.000 hommes à 18.000.

Tewfik-Pacha, au contraire de son père, était d'un caractère faible, doux, et hésitant. La France et l'Angleterre ne lui demandèrent pas le rétablissement du Ministère Européen, mais elles exigèrent la restauration d'un Contrôle Franco-Anglais très accentué.

Un décret khédivial du 4 septembre 1879 établit ce deuxième contrôle, qui était un véritable *Condominium* Franco-Anglais de l'Egypte. Les deux contrôleurs furent le Français *de Blignières* et l'Anglais *Bearing*. Ils avaient les droits de contrôle les plus étendus sur tous les services et étaient en fait de véritables régents.

Le Condominium a donné lieu à de vives critiques en France. Etait-il adroit, a-t-on dit, de travailler ainsi en Egypte de concert avec l'Angleterre, dont les intérêts étaient rivaux des nôtres, et qui pouvait, après avoir profité de notre aide, nous évincer de l'œuvre commune? On peut répondre à cela que, maintenant que l'Angleterre avait en Egypte des intérêts officiellement reconnus, il était presque impossible à la France de prétendre agir seule en Egypte et en interdire l'entrée à l'Angleterre. D'autre part, l'abstention pure et simple de la France eût laissé l'Angleterre seule maîtresse en Egypte, comme on l'a vu un peu plus tard. Le Con-

dominium était donc une solution très acceptable pour la France, et il n'a dépendu que d'elle seule par la suite de maintenir sa position en Egypte sur le même pied d'égalité que celle de l'Angleterre.

Une *Commission provisoire internationale pour la liquidation de la Dette Egyptienne* avait été en même temps instituée. Elle aboutit, le 17 juin 1880, à la *Loi de Liquidation* de l'Egypte. Ce fut une *loi Egyptienne*, véritable code financier de l'Egypte, et cependant, par une situation unique et anormale, cette loi interne, qui était en même temps un véritable *traité international*, fut ratifiée par toutes les puissances. Cette loi réduisit l'intérêt de la Dette, stipula des garanties pour son paiement, et défendit d'emprunter dorénavant sans l'assentiment des membres de la Commission Internationale de la Dette Egyptienne, qui fut bien entendu maintenue.

CHAPITRE IV

Arabi-Bey

Le Condominium franco-anglais fonctionna convenablement de 1879 à 1881. Les Contrôleurs réorganisèrent financièrement l'Égypte, qui, sa dette une fois liquidée, vit son crédit se relever. Ils améliorèrent la condition des *fellahs* ou paysans, et cherchèrent à mettre un peu d'ordre dans l'administration.

Bref, ce fut la guerre aux abus, ce qui provoqua les protestations de ceux qui en avaient jusqu'alors profité, c'est-à-dire, d'une part, les colonies européennes (d'où rivalité des Contrôleurs avec les Consuls Généraux de France et d'Angleterre), et, d'autre part, par suite de l'introduction dans l'administration de nombreux fonctionnaires européens, les hautes classes égyptiennes, déjà froissées de l'intervention étrangère.

Ces dernières formèrent bientôt un parti, dit *parti national égyptien*, qui réclama une Constitution et une

Représentation Nationale, sans bien savoir d'ailleurs ce que c'était au juste.

Cependant, ce parti n'eût pas été très redoutable, si une force nouvelle n'était venue s'y adjoindre : l'armée.

..

Anciennement, tous les grades supérieurs de l'armée égyptienne, dont les officiers généraux sont nommés par le Sultan, étaient traditionnellement réservés à des Turc ou à des Circassiens, à cause des talents militaires de ceux-ci. Tewfik-Pacha, lors de son avènement crut devoir accorder quelques grades (principalement celui de colonel) à des Arabes d'Egypte, qui y étaient inaptes.

Voyant, à l'épreuve, leur incapacité, Tewfik- voulut ensuite les révoquer. Le 1^{er} février 1881, les nouveaux colonels, prévenus, soulevèrent leurs régiments avec la complicité de *Mahmoud*, qu'ils avaient fait nommer Ministre de la guerre, et forcèrent le Khédive à leur céder.

Dès lors, la discipline était perdue dans l'armée. Nombre d'officiers, mécontents de la réduction des effectifs, firent cause commune avec les révoltés. L'effervescence grandit, et les membres du parti national trouvèrent dans l'armée la force qui leur manquait.

L'armée trouva, de son côté, un meneur dans le colonel *Arabi-Bey*, sorte d'aventurier militaire, brave et éloquent, affectant un grand zèle musulman, mais, au

fond, ambitieux sans talent. Il devint l'idole des troupes.

* * *

Le 9 septembre 1881, le gouvernement khédivial voulut prendre quelques mesures pour rétablir la discipline, et, notamment, dans ce but, renvoyer le Ministre de la guerre, Mahmoud. A ces nouvelles, la garnison du Caire, soulevée par Arabi-Bey, se révolta et vint cerner le palais du Khédive. Le Contrôleur français était absent. Le Contrôleur anglais, qui était au palais mais n'avait aucun moyen de résistance, était désarmé. Le Khédive dut céder une fois de plus.

Sur les instances du parti national, qui profita de ce mouvement, Tewfik-Pacha fut contraint de renvoyer son ministère et d'en prendre un autre parmi les membres de ce parti, dont le chef, *Shérif-Pacha*, devint premier ministre. Le Khédive promit en outre la convocation d'une Assemblée de Notables. Alors l'effervescence se calma, et l'ordre se rétablit en apparence.

Shérif-Pacha, animé de bonnes intentions, voulait apaiser les esprits; mais il ne pouvait pas trop compter sur l'armée, et il demanda l'aide du Sultan.

A ces nouvelles, d'ailleurs, la France (premier Ministre *J. Ferry*; *Barthélemy-Saint-Hilaire* aux Affaires Etrangères) et l'Angleterre (deuxième Ministère *Gladsstone*. Lord *Granville* au Foreign-Office) avaient expédié chacune un cuirassé à Alexandrie, et la Porte avait décidé d'envoyer en Egypte un *Haut-Commissaire* chargé d'enquête, *Fouad-Pacha*. Arabi-Bey et les autres co-

lonels rebelles quittèrent alors le Kaire et se réfugièrent à l'intérieur du pays. Fouad-Pacha trouva tout en ordre, et revint à Constantinople.

Mais il est très probable que le Sultan Abdul-Hamid II qui songeait déjà à son « *mouvement panislamique* », avait cherché à accaparer dans ce but l'agitation de l'armée égyptienne. C'est pourquoi un émissaire de la Porte s'aboucha secrètement avec Arabi-Bey. L'audace de la faction militaire s'en trouva encore accrue.

* * *

Ainsi, d'une part, le Khédive bien intentionné, mais à la merci d'une armée qui aspirait à le renverser, et, d'autre part, la perspective prochaine d'une Assemblée tumultueuse, c'est-à-dire la ruine inévitable, telle était alors la situation de l'Égypte. Qu'allaient faire la France et l'Angleterre?

C'est à ce moment (novembre 1881) qu'en France, après la chute du premier ministre J. Ferry, apparut au pouvoir *Gambetta*, qui forma ce qu'on a appelé le « *Grand Ministère* », et qui prit lui-même le portefeuille des Affaires Etrangères. Il vit que le mouvement suscité par Arabi n'était nullement national et qu'il pouvait être facilement et rapidement réprimé. Il pensait que, plus vite on agirait, mieux il vaudrait. De plus, il était partisan convaincu de l'alliance anglaise. Aussi, dès Janvier 1882, saisisait-il le cabinet de Saint-James d'un

projet de note au Khédive, qui devait rassurer ce dernier et constituer pour les rebelles un avertissement.

L'Angleterre adhéra à cette note, mais lord Granville, ministre du Foreign-Office, y mit une réserve dans des termes que *M. Challemel-Lacour*, alors ambassadeur de France à Londres, et l'ambassadeur d'Angleterre à Paris ne communiquèrent pas à Gambetta d'une façon identique. Challemel-Lacour, en effet, disait que l'Angleterre entendait réserver le *principe* même d'une action éventuelle de la France et de l'Angleterre en Egypte, tandis que l'ambassadeur anglais disait qu'elle ne réservait que le *mode* de cette action.

Gambetta accepta l'interprétation de l'ambassadeur anglais, comptant toujours, au surplus, pouvoir, si besoin était, entraîner l'Angleterre, et la note proposée, signée par la France et l'Angleterre réunies, fut remise par leurs Consuls Généraux au Khédive le 8 Janvier 1882.

CHAPITRE V

La démonstration navale devant Alexandrie

La note franço-anglaise du 8 Janvier 1882 ne produisit aucun effet sur les factieux.

Pendant ce temps, l'*Assemblée des Notables*, promise par Tewfik, s'était réunie. Elle n'était que l'instrument des rebelles. Elle réclama le droit de voter le budget. C'était porter atteinte au pouvoir le plus important des Contrôleurs. Aussi Schérif-Pacha, encouragé par la France, s'y opposa.

..

En même temps, Gambetta, décidé à agir sérieusement, voulut se concerter avec l'Angleterre, et, dans ce but, lui fit des ouvertures le 23 Janvier 1882.

Mais il trouva l'Angleterre singulièrement hésitante. Le ministère Gladstone-Granville accentuait ses réserves, bref se déroba. Cela tenait à deux causes. L'une était que le ministère *libéral* (ou *whig*) Gladstone était

une réaction contre son prédécesseur le ministère *conservateur* (ou *tory*) de Disraëli, le premier des *Impérialistes*, et ne voulait pas s'engager dans une de ces entreprises « *impériales* » qu'il avait tant reprochées à son adversaire. L'autre cause, peut-être plus sérieuse, était que Gladstone, jugeant, avec raison, Gambetta trop autoritaire pour les Chambres françaises, ne croyait pas à la durée de son pouvoir, ce qui, par un changement de politique possible de la part d'un nouveau ministre en France, aurait pu, une fois l'intervention commencée, laisser l'Angleterre isolée sur le Nil avec l'Égypte sur les bras.

Gladstone, sur ce dernier point, avait vu juste. En effet, le 26 Janvier 1882, mis en minorité par une coalition parlementaire, Gambetta abandonnait le pouvoir. Ce fut un évènement néfaste pour la France en Égypte.

.*.*

Ce fut *M. de Freycinet* qui succéda à Gambetta comme président du conseil et qui prit aussi sa place au Quai d'Orsay.

De Freycinet estimait, au contraire de Gambetta, qu'il fallait suivre la majorité au lieu de la guider, et il chercha aussitôt d'où soufflait le vent pour y tendre la voile de son frère esquis ministériel.

Or, malheureusement, la France, une fois de plus, montra que les Français font bien partie de ces peuples Latins du Midi de l'Europe, qui, s'ils renferment nom-

bre d'individualités politiques brillantes et même solides, manquent essentiellement d'une opinion disciplinée, clairvoyante et tenace, et dont les très réelles qualités ne valent qu'autant que valent ceux qui les dirigent. Sauf quelques vaillantes exceptions, parmi lesquelles Gambetta et ses partisans, personne en France, ni dans le Parlement, ni dans la presse, ni dans l'opinion, ne comprenait alors l'extrême importance des intérêts français engagés en Egypte. L'expédition toute récente de Tunisie avait été décriée et impopulaire. On était, en France, devenu tout à coup extrêmement timoré au sujet des « *aventures* » coloniales. On avait peur que l'Europe, qui ne pouvait rien contre l'Angleterre, ne s'en prît à la France de la main-mise sur l'Egypte. Puis, par une conception enfantine, et que le temps a prouvé illusoire, de l'idée de la « *revanche* », on était « *hypnotisé* » par la frontière de l'Est. Il semblait vraiment que le « *Croquemitaine* » Bismarck n'attendait que l'envoi d'une division française en Egypte (ce que les adversaires de l'intervention appelaient la « *dispersion* » de nos forces) pour tomber sur la France sans plus se soucier de ses 20 Corps d'Armée. Mal informé au point de vue de la situation diplomatique, on l'était aussi mal au sujet de l'effort à faire : l'Egypte, disait-on, allait être un nouveau Mexique, une nouvelle guerre d'Espagne, etc. M. Clémenceau se fit remarquer, comme plus tard pour le Tonkin, par son acharnement à combattre la politique d'action. Et il est curieux de constater l'ironie du sort

qui fait que l'homme qui ne voulait pas alors de l'Égypte pour la France ait contribué au contraire aujourd'hui à lui ouvrir le Maroc.

Aussi, de Freycinet se décida-t-il (si tant est que ce fut une « *décision* ») pour une politique d'attente et d'observation expectative, qui « *réservait* » l'avenir, ce qui n'est bien souvent qu'une façon de le compromettre. Il se trouva d'accord avec le ministère Gladstone dans cette piteuse ligne de conduite, toute idée d'une action matérielle quelconque fut abandonnée par les deux gouvernements, et l'on attendit.

* * *

On n'eut pas longtemps à attendre. Le 2 Février 1882, Schérif-Pacha fut contraint de démissionner et Tewfik dut prendre au ministère les chefs de la rébellion, avec Arabi-Bey au Ministère de la Guerre.

Ce ministère accorda aussitôt aux Notables le vote du budget. C'était paralyser le Contrôle. Le Contrôleur Français démissionna. Il fut remplacé, mais les Contrôleurs n'étaient plus dès lors que deux témoins impuissants et superflus. C'est, en fait, la fin du Contrôle et du Condominium Franco-Anglais.

La désorganisation de l'Égypte se poursuivit rapidement. Mais l'agitation restait superficielle et n'était le fait que d'un petit nombre de politiciens et de militaires, ambitieux vulgaires et sans valeur, dont le faible Tewfik-Pacha n'était que le jouet.

Les officiers turcs et circassiens de l'armée égyptien-

ne étaient lassés de l'agitation brouillonne d'Arabi-Bey. Certains d'entre eux, privés systématiquement d'avancement, ne se gênaient pas pour dire tout haut leur dégoût. Pour éliminer ces adversaires, Arabi eut recours à un moyen classique pour les gouvernements chancelants : il « *inventa* » un complot contre lui-même, dont il accusa les officiers suspects. Le 11 avril 1882, il les fit arrêter. Des perquisitions furent opérées chez eux, et, comme on y trouva, chose toute naturelle chez des officiers, leurs sabres astiqués et leurs revolvers en bon état, on transforma ces indices ridicules en preuves accablantes. Arabi, feignant de craindre pour sa sûreté, alla, avec affectation, coucher dans une caserne. Les officiers arrêtés passèrent devant une parodie de tribunal, et furent condamnés à la dégradation militaire et à l'exil au Soudan. Cette sentence inique fit scandale et la Porte parla d'évoquer l'affaire. Le Khédive devait, pour lui donner force exécutoire, sanctionner le jugement. Il se révolta à cette idée, refusa de commettre une pareille injustice, et, après avoir pris l'avis des Consuls Généraux de France et d'Angleterre, commua la peine de la dégradation et de l'exil en un simple bannissement temporaire.

Arabi, alors, le prit de très haut, s'indigna contre Tewfik, et convoqua sans plus tarder la Chambre des Notables pour lui faire prononcer la déchéance du Khédive.

Une révolution allait éclater au Caire, quand on ap-

prit que la France et l'Angleterre s'étaient enfin décidées à agir.

* * *

En effet, des conversations interminables et multipliées avaient eu lieu entre Paris et Londres. On avait parlé d'abord d'envoyer deux Inspecteurs généraux, pour « *faire une enquête* », cette éternelle ressource des temporisateurs. Puis, on avait songé à envoyer au Caire un général turc flanqué d'un général français et d'un général anglais; mais on réfléchit que ces « *trois paires de grosses épaulettes* », comme on le disait, seraient évidemment insuffisantes pour, à elles seules, en imposer aux rebelles. On pensa alors à envoyer quelques croiseurs légers dans les eaux d'Alexandrie.

Enfin, on se décida, à la nouvelle de l'imminence de la révolte, à envoyer à Alexandrie deux escadres cuirassées, la française commandée par l'amiral *Conrad* et l'anglaise par l'amiral *Seymour*. Mais on donna aux amiraux des instructions très limitatives, et il était bien entendu qu'il ne devait s'agir que d'une simple démonstration navale sans aucune action militaire, sauf le cas de légitime défense. La flotte anglo-française devait simplement appuyer par sa présence une déclaration, faite par les Consuls Généraux de France et d'Angleterre et réclamant l'éloignement d'Arabi-Bey et de ses acolytes ainsi que le renvoi du ministère. La Porte, qui voyait avec déplaisir ce commencement d'intervention effective, cherchait de son côté à donner le change en publiant

partout qu'il ne s'agissait là que de la simple croisière habituelle des escadres.

Au premier abord, l'arrivée de la flotte franco-anglaise devant Alexandrie produisit un certain effet. Arabi prit peur, et, le 26 Mai 1882, il démissionna. Mais, se rendant compte qu'il était au Caire à l'abri des canons des escadres, et sachant, de plus, par des officiers qu'il avait envoyés en reconnaissance à Alexandrie, que la flotte n'avait à son bord, en dehors des quelques compagnies réglementaires, aucune troupe de débarquement, Arabi reprit bientôt courage. Peu lui importait Alexandrie, seule menacée, qui était aux trois-quarts habitée par des Européens.

Il songea donc à reprendre le pouvoir. Il provoqua au Caire des manifestations en sa faveur, et, le 29 Mai 1882, un nouveau soulèvement de la garnison vint sommer le Khédive de reprendre Arabi. Tewfik dut encore céder.

La démonstration navale avait donc complètement échoué. C'est ce qu'écrivit de Freycinet, le 30 Mai 1882, à l'ambassadeur de France à Londres.

CHAPITRE VI

La Conférence de Constantinople

La démonstration navale devant Alexandrie ayant échouée, qu'allait-on faire? Il n'y avait plus qu'à opérer un débarquement de forces suffisantes pour rétablir l'ordre. Mais quelles troupes envoyer? L'Angleterre proposait, puisque l'affaire regardait en somme le Sultan, d'envoyer des troupes turques avec un mandat précis et limité. La France hésitait.

C'est alors que de Freycinet eut l'idée néfaste de recourir, pour régler la situation, à un débat collectif européen, c'est-à-dire à une Conférence Internationale, cette panacée universelle des diplomaties dans l'embarras. L'Angleterre se rallia à cette idée (on verra avec quelle arrière-pensée), et le projet fut soumis aux puissances dès la fin de Mai 1882.

Projet lamentable s'il en fût! Quel besoin y avait-il en effet d'introduire en Egypte l'Europe entière, comme si la France et l'Angleterre, qui y avaient les droits

tacitement reconnus du premier occupant, n'avaient pu en venir à bout ? C'était renoncer de gaieté de cœur à une situation privilégiée, c'était aussi ouvrir un débat confus et interminable, où toutes les puissances viendraient apporter leurs intérêts contradictoires et leurs mauvaise volonté, c'était en un mot « *internationaliser* » l'Égypte. Cela transformait la question. Les puissances avaient implicitement accepté, bien qu'à contre-cœur pour certaines, le contrôle franco-anglais sur l'Égypte. La France et l'Angleterre proposant de plein gré d'y renoncer d'elles-mêmes et d'y substituer un contrôle européen, il était évident que les autres puissances accepteraient cette offre avec empressement.

Aussi, l'Autriche et la Russie, toujours jalouses de leur influence en Orient, l'Italie, qui couvait d'un œil d'envie l'Afrique du Nord et que la récente expédition de Tunis avait exaspérée, firent-elles le meilleur accueil à cette proposition inespérée. *Bismarck*, qui, disait-il, « *ne lisait jamais la correspondance de Constantinople* », se montrait favorable à la politique française d'expansion coloniale, car il y voyait un dérivatif aux idées anti-allemandes, ce que l'Allemagne, qui a laissé les autres nations s'emparer des terres vacantes et qui manque maintenant de colonies, regrette aujourd'hui amèrement ; mais il ne pouvait, ne fût-ce que pour seconder ses alliés et puisque, aussi bien, tout le monde le voulait également, que se rallier aussi à cette idée de Conférence.

C'est pourquoi cette proposition fut acceptée sans difficulté par toutes les puissances.

La France avait été de bonne foi en émettant cette idée si contraire à ses intérêts. Mais pourquoi l'Angleterre y avait-elle adhéré? C'est parce qu'elle avait l'arrière-pensée que cette Conférence, comme la plupart de ses devancières, n'aboutirait à rien, ou à très peu de chose, et, finalement, ne laisserait plus place qu'à une intervention isolée, au besoin sur mandat européen, que l'Angleterre espérait bien exercer en vue de ses propres intérêts.

Mais on n'avait pas pu obtenir l'adhésion de la Turquie. La Porte en effet, considérant (et, en droit, elle n'avait pas tort) cette affaire comme exclusivement ottomane, la refusa. Bien mieux, pour rendre la Conférence inutile, elle annonça pompeusement que le maréchal *Dervich-Pacha*, qui avait si bien su arranger, en 1879 et 1880, l'affaire albano-monténégroise de Dulcigno, allait se rendre en Egypte pour faire tout rentrer dans l'ordre.

* * *

En Egypte, cependant, les discours incendiaires d'Arabi et de ses gens contre les Européens commençaient à échauffer la populace.

Ce fut le 7 Juin 1882 que Dervich-Pacha arriva à Alexandrie en grand appareil avec 10 aides-de-camp, 60 domestiques, et une nombreuse escorte.

Malgré la présence de l'envoyé du Sultan et celle des

escadres franco-anglaise, quatre jours après, le 11 Juin, de graves désordres éclataient à Alexandrie, à l'occasion d'une rixe entre un Maltais et un Arabe. Des bandes d'Arabes se répandirent par toute la ville, assommant et pillant. Un millier d'Européens se réfugièrent au Consulat de France. Le Consul Français faillit être assommé. Son collègue anglais fut blessé. Le soir, l'agitation se calma. Arabi et le Khédive arrivèrent du Caire avec des troupes pour rétablir l'ordre.

Dervich-Pacha essaya d'agir de concert avec Arabi-Bey pour, à la fois, rassurer les Européens et ménager les rebelles, tout en disant à ces derniers qu'il fallait obéir au Sultan. Avec l'aide des consuls étrangers, hormis ceux de France et d'Angleterre, il tâcha d'établir un compromis.

Ce compromis fut de placer à la tête du Conseil des Ministres un personnage neutre, *Ragheb-Pacha*, haut fonctionnaire en retraite connu par ses études sur la Constitution Suisse, et très vieux. Il ne pouvait gêner personne. On le hissa donc sur le fauteuil ministériel. Une fois là, il s'endormit. Arabi conserva en réalité, avec le Ministère de la Guerre, la direction du gouvernement. Le Sultan lui envoya le Grand-Cordon de l'*Osmanich*, Dervich-Pacha lança des proclamations idylliques aux habitants, et la Porte annonça partout que tout était arrangé, que tout était fini, bref que c'était une embrassade générale... et que la Conférence était, par conséquent, désormais superflue.

* * *

L'Europe ne se laissa pas prendre à ce replâtrage de façade, malgré la finesse merveilleuse et l'astuce raffinée qui ont toujours caractérisé la diplomatie ottomane et lui ont servi tant de fois, en dépit de la disproportion des forces, à bernier l'Europe en jouant, avec un art supérieur, des diverses puissances qui constituent les notes du clavier européen.

La Porte repoussant plus que jamais la Conférence, mais lui offrant courtoisement l'hospitalité, les puissances se réunirent chez elle mais sans elle. La *Conférence de Constantinople*, ce fut tout simplement la réunion des ambassadeurs des six grandes puissances (France, Angleterre, Russie, Autriche-Hongrie, Allemagne, Italie) accrédités près de Sa Hautesse le Sultan. Sa mission était de rechercher les moyens d'obtenir le respect des droits concurrents du Sultan et du Khédivé en Egypte, le maintien des firmans constitutifs de l'Egypte, le respect des droits internationaux en Egypte, et, enfin, le développement « *prudent* » des institutions égyptiennes.

Le 29 Juin 1882, la Conférence s'ouvrit sous la présidence du doyen, l'ambassadeur d'Italie *Corti*. On signa d'abord un protocole de « *désintéressement* » par lequel chaque puissance s'engageait à ne pas obtenir d'avantages particuliers. Puis (et ceci est très important), on signa l'engagement pour chaque Etat de ne recourir à aucune action ou intervention *isolée* en Egypte, *sauf le*

cas de force majeure. Dans ces six derniers mots tenait tout l'espoir de l'Angleterre.

Ensuite, on proposa l'envoi en Egypte de troupes ottomanes sous le contrôle étroit de l'Europe. On en parla à la Porte.

C'est alors que la diplomatie ottomane trouva le moyen, n'ayant pu l'empêcher, de faire avorter la Conférence. Elle déclara ne pas vouloir de cette surveillance soupçonneuse et injurieuse sur ses troupes; mais, selon ses traditions, loin de rompre les pourparlers, elle ne dit ni oui ni non, discuta, distingua, finassa, et, finalement, déclara accepter de participer à la Conférence, à la condition que l'on reprît tout ce qui avait été fait sans elle, c'est-à-dire « *ab ovo* ». Ce qui fut fait.

Le débat, ainsi égaré dans des discussions subtiles, s'éternisait stérilement.

CHAPITRE VII.

L'occupation d'Alexandrie

Depuis quelque temps déjà, l'Angleterre se préparait à opérer une intervention effective, et, autant que possible, isolée en Egypte.

La Grande-Bretagne, avec Gladstone et Granville, avait refusé, comme on l'a vu, à Gambetta, d'intervenir efficacement en Egypte. Plus tard, elle s'était entendue avec de Freycinet pour repousser toute intervention. Mais, avant qu'il fût trop tard, elle comprit son erreur. Elle avait déjà changé son plan de conduite lorsqu'elle adhéra à la Conférence avec l'arrière-pensée que celle-ci avorterait pour son plus grand profit.

C'est qu'en effet l'opinion britannique, plus clairvoyante que la française, voyait dans l'Egypte une riche proie, importante à tous les points de vue pour l'Angleterre, et entendait ne pas laisser passer l'occasion favorable pour s'en emparer. D'autant plus que, maintenant, il n'y avait plus de partage à craindre, puisqu'il était bien clair que la France se dérobaît. Une forte

poussée se produisit pour l'intervention anglaise en Egypte, et le ministère Gladstone, très blâmé, dut y céder, sans grands regrets d'ailleurs. Les désordres d'Alexandrie vinrent encore renforcer cet état d'esprit. L'opinion anglaise était indignée des ordres pusillanimes qui avaient muselé les canons de l'escadre britannique devant ces bagarres où des citoyens du Royaume-Uni avaient été volés et tués. Elle exigea l'intervention.

L'Angleterre était, il est vrai, liée par les deux engagements préliminaires de la conférence de Constantinople : le protocole de désintéressement, et celui qui interdisait toute action isolée. Mais on y avait prévu le cas de force majeure. L'Angleterre vit là l'échappatoire désirée.

* *

Seulement, ce cas de force majeure, il fallait qu'il se produisît. Stylé par son gouvernement, l'amiral Seymour, commandant l'escadre anglaise devant Alexandrie, s'employa à le provoquer.

Un beau matin du début de Juillet 1882, l'amiral découvrit que les soldats égyptiens armaient les forts et batteries qui défendaient les passes de la rade d'Alexandrie. Il s'empessa de voir dans cet acte minime une ténébreuse menace pour l'escadre anglaise, et il fit sommer Arabi-Bey, qui était resté à Alexandrie avec le Khédive, d'avoir à cesser cette opération et de lui remettre la garde des forts. Celui-ci ne répondit même pas

à cette mise en demeure. Sur quoi, l'amiral Seymour se prépara à un bombardement.

A cet instant décisif, l'Angleterre, qui ne pouvait croire que la France lui laisserait la partie si belle, fit des avances formelles au gouvernement français et lui demanda si, oui ou non, son escadre recevrait l'ordre de coopérer avec l'escadre anglaise. Le gouvernement français, toujours soumis à l'opinion publique, refusa et envoya l'ordre à l'escadre française de se replier sur Port-Saïd. Ce refus comblait les vœux secrets de l'Angleterre. Elle avait désormais les mains libres.

Le 11 juillet 1882, tandis que l'escadre anglaise ouvrait le feu sur les ouvrages égyptiens, l'amiral Conrad, qui, lui, comprenait l'étendue de la faute que l'on commettait, leva l'ancre et, l'âme navrée, quitta le mouillage d'Alexandrie. Ce fut pour l'escadre française une véritable humiliation.

En un jour, les batteries égyptiennes furent réduites au silence. Les Anglais n'osèrent cependant pas encore envoyer un seul homme à terre. Arabi n'en évacua pas moins au plus vite Alexandrie avec ses troupes, en y abandonnant le Khédive, et en y laissant des bandes arabes qui incendièrent et pillèrent les quartiers européens. Ce que voyant, l'escadre anglaise débarqua 2.000 hommes qui prirent possession de la ville. Le Khédive se plaça aussitôt sous leur protection, autant valait dire en leur pouvoir. Alexandrie n'était plus qu'un monceau de ruines fumantes.

CHAPITRE VIII

La faute suprême de la politique française

Rentré au Caire, Arabi-Bey se posa dès lors ouvertement en insurgé. Il prononça la déchéance du Khédive et se fit proclamer dictateur. Ses menées réussirent à soulever la populace du Caire. Celle-ci se rua sur les Européens de la ville, qui s'enfuirent précipitamment, gagnèrent la côte, et se réfugièrent sur les navires en partance. Pendant ce temps, Arabi prodiguait les mensonges à ses partisans et leur annonçait, entre autres, que la flotte anglaise venait d'être anéantie à Chypre par les Turcs !

L'Angleterre, alors, s'enhardit et résolut de passer de l'intervention locale à une intervention générale, bref, songea à une expédition. Dès le milieu de juillet 1882, le ministère Gladstone déposa au Parlement une demande de crédits dans ce but.

A cette heure suprême, rien n'était définitivement

perdu pour la France, et elle pouvait encore réparer sa faute en réclamant dans l'expédition une participation que l'Angleterre ne pouvait même pas songer à lui refuser. Mais, en France, personne n'en voulait.

De Freycinet qui, tout docile qu'il fût, n'admettait cependant pas un abandon total de l'Égypte, voulut réparer en partie sa coupable faiblesse du début. S'illusionnant, comme tout le monde en France, sur la force d'Arabi, il croyait à une résistance sérieuse de la part de l'Égypte et il ne voulait pas s'engager avec l'Angleterre dans une intervention à fond qu'il considérait comme téméraire. Mais il voulait cependant sauvegarder les intérêts français les plus manifestes. Prenant donc un moyen terme, il résolut de détacher de la question d'Égypte, qu'il abandonnait à l'intervention anglaise, la question essentiellement française du Canal de Suez. Le Canal était menacé par l'insurrection d'Arabi, et il était tout naturel que la France se réservât la tâche de le protéger efficacement. Et, pour cela, de Freycinet voulait envoyer 5 à 6.000 hommes sur les bords du Canal pour l'occuper et le garantir. Nous n'interviendrons pas en Égypte, disait-il, nous laisserons les Anglais agir seuls, mais, par des mesures purement défensives, nous sauvegarderons le Canal, nous mettrons à l'abri de toute attaque une propriété neutre qui est essentiellement française. Dans ce but, il déposa devant la Chambre une demande de crédits.

Ce projet modeste eut condamné la France à un rôle

effacé, mais cela valait mille fois mieux que l'inaction complète. La France, par cette occupation sans aléas, eut ainsi conservé pied en Egypte, elle eut par là laissé ouverte la question d'Egypte et « réservé » ses droits sans que cela fût un enfantillage; bref, rien de définitif en Egypte n'aurait pu s'accomplir sans son approbation.

Le simple bon sens imposait l'adoption de cette mesure qui importait tant aux intérêts français. Mais le Parlement, par ignorance et par aveuglement, n'y vit qu'un excellent prétexte pour renverser un ministère qui ne lui plaisait plus.

Le 29 juillet 1882, la demande de crédits vint en discussion à la Chambre des Députés. Tous les groupes d'opposition furent d'accord pour repousser le projet. M. Clémenceau, au nom des gauches, prononça une critique acerbe, où il réclamait « *l'abstention totale.* » Quant à Gambetta, oubliant, dans son animadversion pour le ministère de Freycinet, ses premières vues si justes sur l'Egypte, il fit tous ses efforts pour faire rejeter le projet, et, au sortir de la séance, il se vantait d'avoir prononcé là son « *meilleur discours.* » Triste exemple de l'obscurcissement que l'atmosphère délétère des intrigues parlementaires peut répandre sur les esprits les mieux avisés! Par 450 voix contre 75, les crédits furent repoussés, et le ministère de Freycinet démissionna. Le but de la Chambre était atteint.

Quelque temps après, l'ambassadeur anglais à Paris

disait à ce propos à un haut personnage français : « *Vous n'aviez qu'à envoyer sur les bords du canal quatre hommes et un caporal. Comme nous n'aurions pas voulu les jeter dedans, il aurait bien fallu s'entendre.* » Trop tard, en 1898, avec l'expédition Marchand, la France essaiera vainement, en faisant un immense détour, de reprendre le contact avec l'Egypte si follement perdu en 1882.

Désormais, c'en était fait de la politique française sur le Nil. L'Egypte était bien définitivement perdue pour la France.

CHAPITRE IX

L'établissement de la domination Anglaise

Au Parlement Britannique, les crédits demandés par le ministère Gladstone-Granville pour l'intervention avaient été votés avec enthousiasme. Le corps expéditionnaire fut aussitôt organisé. Le général lord *Garnet Woolseley* en reçut le commandement.

Cependant, à Constantinople, la fameuse Conférence, désormais inutile, s'éternisait. A la nouvelle de l'expédition anglaise, voyant l'impuissance ridicule de sa situation, elle prit le sage parti de se dissoudre.

La Porte déclara qu'elle se joindrait à l'Angleterre pour rétablir l'ordre en Egypte et qu'elle enverrait des troupes pour y coopérer. L'Angleterre, ennuyée de ce zèle fâcheux, s'efforça d'ajourner l'action ottomane pour avoir le temps d'opérer seule. Une convention anglo-turque fut négociée à Constantinople. Enfin, le 20 septembre 1882, un corps turc allait s'embarquer pour l'E-

gypte, quand l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople dit à la Porte que ce serait là un voyage inutile, vu que l'Angleterre en avait terminé avec Arabi. En effet, l'expédition anglaise avait balayé sans peine l'insurrection.

* * *

Arabi avait accumulé les ouvrages de défense sur la route probable de l'expédition, entre Alexandrie et le Caire. Pour les éviter, les Anglais, au lieu de débarquer à Alexandrie, prirent terre sur la rive Ouest du Canal de Suez, à Ismaïlia. Ils avaient ainsi tourné les fortifications égyptiennes.

Arabi, abandonnant ses redoutes, fit alors volte-face et se porta à la rencontre de l'armée anglaise, qui marchait sur le Caire, pour lui barrer la route.

Ce fut la « *Cavalerie de Saint-Georges* » qui eut les honneurs de la campagne, et les pièces d'or et d'argent du trésor anglais remplacèrent à propos les balles de plomb de l'armée britannique.

Après quelques tiraileries d'avant-garde, la rencontre eut lieu sur la route du Caire. Le matin du 7 septembre 1882, les deux armées anglaise et égyptienne se trouvaient face à face, rangées en bataille dans la plaine de *Ten-el-Kebir*. Un silence qu'un spectateur non averti eût pu qualifier de tragique, planait sur le futur champ de bataille.... Soudain, sur le front des lignes anglaises, une lueur, un nuage de fumée, une détonation.... Au signal de ce coup de canon, dont on ne put

jamais retrouver le projectile, l'armée égyptienne fit demi-tour avec ensemble, et reprit la route du Caire avec l'assurance de gens qui ne se sentent pas poursuivis, hormis un régiment soudanais, qui n'avait pas été mis au courant, ou qui, peut-être, n'avait pas voulu l'être, et qui résista bravement. Les troupes d'Arabi rentrèrent au Caire, se disloquèrent, et regagnèrent tranquillement leurs cantonnements respectifs dans la citadelle. L'armée anglaise entra à son tour dans la ville. Le général Woolseley, pour éviter le ridicule d'une entrée solennelle après cette terrible bataille, arriva pacifiquement par le chemin de fer. La citadelle capitula aussitôt. Ainsi se termina cette burlesque campagne, dont le *théâtre d'opération* avait été simplement un *théâtre d'opérette*.

Quant à Arabi-Bey, il se rendit prisonnier. Après un simulacre de procès, il fut condamné au bannissement et envoyé dans l'agréable île de Ceylan, où il subit une très douce captivité. Amnistié par la suite, il rentra en Egypte, où il continua la vie confortable que lui assurait la pension que la généreuse Angleterre sert discrètement à ceux qui l'ont utilement servie, et où il mourut en 1901.

Le Khédive Tewfik-Pacha rentra dans sa capitale, où il se trouva désormais sous la « *protection* » de l'Angleterre.

..

Gladstone avait hautement déclaré que l'intervention

anglaise n'avait pour but que de rétablir l'ordre et de restaurer le régime légal, c'est-à-dire le Khédive avec le Contrôle anglo-français, qui existait toujours en droit bien qu'en fait il eût cessé d'agir depuis février 1882.

Mais l'Angleterre, qui avait été seule à la peine, voulut, avec raison, recueillir seule les résultats de son action. Elle résolut de supprimer le double Contrôle et de le remplacer par la surveillance d'un seul agent uniquement anglais. Elle désirait obtenir la renonciation amiable de la France à son droit de contrôle, ce qui eût sanctionné son intervention en Egypte.

Dans ce but, le 23 octobre 1882, lord Granville proposa au gouvernement français (Ministère *Duclerc*) de remplacer le Contrôle anglo-français par un seul contrôleur, qui serait Anglais, et, en échange, de donner à la France la présidence perpétuelle de la Commission internationale de la Dette Egyptienne. Cette Commission, comme on l'a vu, n'a qu'un droit de contrôle financier et très restreint. La compensation était insuffisante, et même dérisoire. Le gouvernement français refusa.

Peut-être ce refus, qui, il est vrai, prétendait, en « *sauvant la face* » comme disent les Chinois, sauvegarder pour la galerie la « *dignité* » de la France et « *réserver* » (pour quelles circonstances? dans quel but? on n'en savait rien) les droits que la France n'avait ni su ni voulu faire valoir au moment décisif, peut-être ce refus ne fut-il pas très habile. Si la France se trouvait maintenant évincée de l'Egypte, elle n'avait à s'en pren-

dre qu'à elle-même et non à l'Angleterre, qui lui avait offert sa part, c'était elle seule qui l'avait voulu ainsi. Peut-être eût-il mieux valu, tout en ne se contentant pas de cette compensation, s'arranger avec l'Angleterre (comme on le fera plus tard en 1904), pour trouver d'autres objets d'échange, ce qui eût évité à la France vingt ans de politique indécise et incohérente à l'égard de l'Egypte, l'échec de Fachoda, la malveillance de l'Angleterre, et la « *politique de coups d'épingle* » qui en résulta sans profit pour personne.

Quoi qu'il en soit, devant ce refus, l'Angleterre se décida à agir par voie d'autorité unilatérale. Par décret khédivial du 7 novembre 1882, le Contrôle anglo-français fut purement et simplement supprimé, sans que la France reçût rien en échange. Le gouvernement de l'Egypte était dès lors aux mains de l'Angleterre.

Un simple siège dans une Commission internationale purement financière et à pouvoirs limités, telle était désormais la part que la France avait voulue dans ce pays que Napoléon avait administré en maître et où de Lesseps avait ouvert une voie nouvelle à la civilisation.

Troisième Partie

Après la crise (1882-1904)

CHAPITRE I

L'insurrection Mahdiste

Le firman de 1841, qui investissait Mehemet-Ali, lui avait accordé le gouvernement, outre l'Égypte, du Soudan dit Égyptien (Nubie, Darfour, Kordofan), qui s'étend au sud de l'Égypte, depuis la deuxième cataracte et Ouadi-Halfa au Nord jusqu'à la région des « *Bahrs* » divers, ces nombreux cours d'eau qui, en se réunissant, forment le *Nîl Blanc*, et dont le plus connu est le *Bahr-el-Ghazal*. La population du Soudan est, en immense majorité, de race plus ou moins noire, mais très supérieure aux nègres comme intelligence et aspect, et proche parente des Abyssins.

En 1882, à la faveur de la désorganisation de l'E-

gypte et de l'intervention anglaise, une révolte éclata dans cette immense région, provoquée par la suppression de la traite des esclaves, les exactions de certains fonctionnaires, et le petit nombre des postes égyptiens.

Un cheik des tribus *Vaggara* ou *Vougaris* et *Tassia* ou *Tassis* (Province soudanaise de *Véza*), appelé *Mohammed*, secondé par les cheiks *Osman-Digma* et *Abdullah*, se proclama *El Mahdi* ou *Madhi* (mot arabe qui veut dire « *le Désiré* ») c'est-à-dire Prophète inspiré de Dieu, et prêcha la « *djiah* », la *guerre sainte*. Il fut aussitôt reconnu par de nombreux cheiks mécontents, comme *Sérif*, *Alis*, *Dougoulais*, *Ahmet-Fetis*, etc..La révolte s'étendit rapidement et gagna toutes les tribus du Soudan.

Les *Mahdistes* ou *Derviches* (on appelait Derviches les initiés supérieurs du *Mahdisme*) chassèrent sans peine les rares garnisons égyptiennes du Soudan et les repoussèrent jusqu'aux limites mêmes de la Haute-Egypte, à Ouadi-Halfa.

Cependant, dans la capitale du Soudan, *Khartoum*, le gouverneur de la ville, un Anglais, le célèbre *Gordon-Pacha*, et le gouverneur du Kordofan, le général égyptien *Salatin-Pacha*, avaient surnagé dans l'inondation madhiste et se trouvaient bloqués.

Khartoum est située au confluent du Nil blanc (*Bahr-el-Ambiad*), qui, grossi de Bahrs innombrables, vient des lacs Albert et Victoria, et du Nil Bleu (*Bahr-el-Azrek*), qui sort d'Abyssinie; c'est à Khartoum que ces

deux bras du Nil se réunissent. Grossi du *Nil Bleu*, le Nil blanc, à Berber, au Nord de la sixième cataracte, reçoit l'*Atbara*, venu d'Erythrée, et constitue dès lors le Nil.

* * *

Aussitôt établie en Egypte, l'Angleterre chercha à reconquérir le Soudan Egyptien.

Dès 1883, le général anglais *Hicks-Pacha*, avec 12.000 hommes, partit de *Souakim* et marcha contre les Mahdistes. Mais il s'avança imprudemment jusque dans le Kordofan, au centre du Madhisme, et, enveloppé, il fut écrasé. Les armes de ses soldats vinrent à propos renforcer l'arsenal des Derviches.

Le général *Weker-Pacha*, envoyé avec une autre armée, fut à son tour repoussé.

En 1884, les Mahdistes, sous les ordres d'Osman-Digma, occupèrent *Kadaref* et *Kassala*, puis *Kordefou*, *Tomat*, *Elik*, *El-Oveïd*, *Goot-Retsset-Koufi*, *Amitemb*, *Kalabat*, etc...

En 1885, le général anglais *Stuart-Pacha* battit cependant le Mahdi à *Abou-Klea*, mais il fut mortellement blessé dans l'action. Gordon-Pacha, près d'être forcé dans Khartoum, envoya un messenger demander des secours. Le général *Wilson*, qui avait remplacé Stuart, s'embarqua sur le Nil en toute hâte avec une partie de ses troupes pour voler à son aide. Il arriva enfin devant Khartoum.

Mais c'était deux jours trop tard. Après un long siè-

ge héroïquement soutenu, Khartoum venait d'être enlevée. Gordon avait été tué, Salatin était prisonnier, les étrangers résidant dans la ville avaient été massacrés, les habitants mâles pendus, les femmes enlevées, et la ville, pillée et incendiée, n'existait plus (Janvier 1885). Wilson dut rétrograder.

Le Madhi établit sa capitale en face des ruines de Khartoum, sur l'autre rive du Nil, à *Vouga* et *Voudourman* ou *Omdourman*. Le Soudan entier (*Equatoria*, *Darfour*, *Kordofan*, *Bahr-el-Ghazal*) était aux mains des Madhistes. Le Madhi se fit proclamer souverain de toute l'Egypte sous le nom de *Mahomet II*, et, en 1887, poussa l'outrecuidance jusqu'à envoyer au Khédive des ambassadeurs pour le sommer de se soumettre à sa puissance. A sa mort, son lieutenant *Abdullah* lui succéda.

Après l'échec de 1885, l'Angleterre abandonna, pour le moment, ses tentatives de conquête, et elle obligea l'Egypte à renoncer officiellement à sa domination et à ses droits sur le Soudan afin que, lorsque la Grande-Bretagne jugerait le moment venu de s'en emparer, il n'appartînt qu'à elle seule.

* * *

L'échec des expéditions contre le Madhi replongea l'Egypte dans les embarras financiers. Un nouvel emprunt devint nécessaire. Mais il fallait à présent l'autorisation des Commissaires Internationaux de la Dette. L'Angleterre demanda la modification de la Loi de Liquidation de 1880.

Le gouvernement français (Deuxième Ministère J. Ferry-Challamel-Lacour aux Affaires Etrangères) en profita pour lier partie avec les autres puissances intéressées dans la Dette, notamment avec l'Allemagne, et réussit à obtenir de l'Angleterre, en échange de l'emprunt, un projet de Convention portant promesse formelle d'évacuation de l'Egypte sous certaines conditions. Mais l'emprunt échoua, et la Convention mort-née tomba, en même temps, d'ailleurs, que le cabinet J. Ferry.

L'Angleterre, cependant, conclut en 1887 avec le Sultan un projet de Convention d'évacuation future, une fois « *l'ordre rétabli* » en Egypte et dans un certain délai, mais avec droit pour l'Angleterre de réoccuper l'Egypte en cas de nouveaux troubles. La France (Ministère Rouvier-Flourens aux Affaires Etrangères) réussit à détourner la Porte de ratifier cette Convention. Cela empêchait, il est vrai, la reconnaissance officielle de l'occupation anglaise par la Turquie, qui n'y avait d'ailleurs jamais donné son consentement, et empêchait aussi l'attribution à l'Angleterre d'une sorte de pouvoir légal de surveillance sur l'Egypte, mais c'était insuffisant pour faire à l'Angleterre une obligation d'avoir à évacuer l'Egypte, maintenant que l'ordre, seul motif avoué de son intervention, était bien rétabli.

* * *

L'Angleterre soupçonna bientôt la France de vouloir, par le Haut-Congo, l'Oubanghi, et le M'Bomou, venir s'établir dans le Soudan égyptien délaissé, sur le Haut-Nil.

Le Soudan Egyptien allait-il être abandonné à la France, à la rivale coloniale de l'Angleterre? Allait-on laisser ainsi la France reprendre avec l'Egypte le contact qu'elle avait abandonné en 1882? Allait-on, chose plus grave, permettre à la France, en occupant les derrières de l'Egypte, de la tenir à sa merci, puisque le détournement du Nil dans la Mer Rouge, chose non chimérique et sérieusement étudiée encore dernièrement, pouvait, comme jadis le fameux projet de d'Albuquerque, rendre l'Egypte au désert? Et, sans voir les choses de si loin, laisser la France barrer ainsi la route au Sud de l'Egypte, c'était rendre irréalisable le rêve orgueilleux et déjà précisé de l'Angleterre, le grandiose projet de *Cecil Rhodes*: la réunion de la colonie anglaise du Cap au protectorat anglais de l'Egypte à travers le continent africain par une zone de territoire entièrement anglaise, et, plus tard, par un chemin de fer, le plan impérialiste du Cap au Caire.

L'Angleterre ne pouvait et ne voulait pas le permettre, et c'est alors qu'elle songea, sans plus tarder, à prendre les devants et à reconquérir le Soudan.

Justement, Salatin-Pacha, l'ancien gouverneur du Kordofan, jusqu'alors prisonnier du Mahdi, était parvenu à s'évader, et les renseignements qu'il apporta sur le Madhisme et les Mahdistes ne furent pas sans servir à l'expédition qui se préparait (1).

(1) Le Khédivé Tewfik mourut en 1892 et fut remplacé par le Khédivé actuel, *Abbas II Hilmi*, né en 1874.



La première campagne eut lieu en 1896. Le général anglais lord *Kitchener*, nommé *Sirdar* (mot persan qui signifie *généralissime*) ou général en chef de l'armée anglo-égyptienne, reconquit la Nubie, et s'arrêta à la 3^e Cataracte, à *Dongola*, qu'il réoccupa.

En 1897, Kitchener poussa plus loin, et, dépassant la 5^e cataracte, arriva à *Berber*, au confluent de l'*Atbara*.

Au début de 1898, la troisième et dernière campagne commença. Cette fois, son but était décisif : c'était *Omdourman-Khartoum*, la capitale mahdiste, l'ancienne capitale du Soudan. L'armée anglo-égyptienne, forte de 25.000 hommes, marchait sous le pavillon égyptien. L'expédition fut prévue et organisée avec un ordre et une méthode remarquables. Pour faire vivre dans le Soudan inculte un pareil rassemblement d'hommes, l'expédition avait construit le long du Nil, au fur et à mesure de sa marche en avant, une ligne de chemin de fer depuis *Ouadi-Halfa*, point terminus de l'Égypte, jusqu'à *Berber*. Le ravitaillement, à partir de *Berber*, devait se faire par le Nil au moyen d'un convoi de bateaux protégé par la flottille de canonnières de l'expédition. Enfin, Kitchener, sur les conseils de *Salatin*, se gagna nombre de cheiks par de l'argent et des distinctions diverses. Les tribus du Nord du Soudan, mécontentes du Mahdi *Abdullah*, se rallièrent aussi à lui.

La campagne du Printemps de 1898 se termina, après plusieurs combats, par la défaite, près d'*Abou-Klea*,

dans la plaine de l'Atbara, d'une partie de l'armée mahdiste, commandée par le cheik *Mahmoud*, le meilleur lieutenant d'Abdullah, qui fut fait prisonnier et passé par les armes. Kitchener s'établit ensuite à *Sindi* (avril 1898).

La campagne fut reprise à la fin de l'été de 1898. Le 1^{er} septembre, les Anglo-Egyptiens arrivèrent enfin, avec un petit nombre de malades et peu de fatigues, à 50 kilomètres en avant d'*Omdourman*, la capitale du Madhi. La journée se passa en bombardement. Le Madhi eut le tort de laisser reposer ses ennemis pendant la nuit du 1^{er} au 2, et de ne pas essayer d'un combat de nuit, qui eût rendu négligeable la supériorité du feu des Anglo-Egyptiens, et qui eût donné à ses troupes, pleines d'une bravoure fanatique, l'avantage d'un combat à l'arme blanche.

Le 2 septembre, à l'aube, la bataille s'engagea. Les Mahdistes étaient au nombre d'environ 50.000. Mais leurs impéritie tactique rendit inutile leur bravoure exceptionnelle. Armés de fusils disparates et de canons dont ils ne savaient pas se servir, n'ayant aucune idée de la guerre européenne, ils se lancèrent à l'attaque des Anglo-Egyptiens, comme jadis les Mameluks aux Pyramides, en masses profondes, en véritables trombes humaines, sans même avoir fait usage de leurs armes à feu. Et il leur fallait, avant d'arriver au contact, traverser un espace de près de 2 kilomètres sous le feu combiné de l'artillerie et de l'infanterie d'une

armée non ébranlée. Cette attaque, qui aurait pu réussir la nuit, était en plein jour une héroïque folie. Décimés par un feu terrible, ils continuaient à avancer, et même certaines de leurs troupes conservaient leur élan jusqu'à une centaine de mètres des lignes anglo-égyptiennes. Quand leurs hommes étaient tués, les cheiks, bondissant toujours, venaient frapper les fusils de leurs ennemis à coups de sabre, comme autrefois les Beys Mameluks venaient se jeter sur les baïonnettes françaises. Ces charges furieuses une fois brisées, Kitchener prit l'offensive et s'avança sur Omdourman. Mais, pendant sa marche, l'armée anglo-égyptienne fut de nouveau attaquée avec impétuosité par une réserve de 10.000 Derviches. La situation fut un instant critique et une brigade anglaise faillit être débordée. Finalement, les Madhistes furent exterminés sous les feux croisés dans une dépression du terrain. C'est là que tombèrent les derniers et les plus braves guerriers Madhistes, autour du grand drapeau noir du Mahdi qui ne fut jamais abandonné. Ses gardes se firent tous tuer autour de ce drapeau qu'on retrouva sous un tas de cadavres et sous un monceau de mourants qui essayaient encore de décharger leurs armes sur leurs vainqueurs. L'armée rencontra encore une dernière résistance dans la « *ville murée* » de la capitale, où se trouvaient le tombeau du premier Madhi et la mosquée. Mais, bientôt, toute la ville fut occupée.

C'en était fait du Madhisme. 11.000 Madhistes étaient

morts, un grand nombre blessés ou prisonniers, le reste en déroute. Abdullah s'enfuit au désert avec 140 cavaliers. Dans l'arsenal d'Omdourman, on trouva des armes hétéroclites, des canons hors de service, un vieux landau, un piano disloqué, et jusqu'à des heaumes de fer laissés en Orient par les croisés et que les guerriers soudanais se repassaient de génération en génération ! Une cérémonie solennelle eut lieu à l'endroit où Gordon était tombé. Et, aux sons de la *Marche Khédiviale* et du *God save the Queen*, les drapeaux égyptiens et anglais furent arborés sur les murailles d'Omdourman et sur les ruines de Khartoum. Le chemin de fer d'Ouadi-Halfa à Berber, continué par l'expédition, arriva enfin jusqu'à Khartoum, qu'il mit à moins de 4 jours du Caire et à 9 jours de Londres.

Lord Kitchener se félicitait de sa victoire complète et de l'important jalon posé sur la route du Cap au Caire, au nom de l'Égypte mais pour le plus grand profit de l'Angleterre, lorsqu'une nouvelle sensationnelle et inattendue vint troubler la satisfaction des Anglais : à leur extrême surprise, les indigènes leur apprirent qu'ils n'étaient pas les premiers arrivés dans le pays, qu'une troupe européenne était établie à deux jours de marche de Khartoum en amont du Nil Blanc, à *Fachoda*, et que le pavillon de ces intrus, qui flottait ainsi sur le Nil, était le drapeau français.

CHAPITRE II

Fachoda

Dès 1893, on avait vu en France que l'Angleterre, maîtresse de l'Egypte et du Cap et se préparant à reconquérir le Soudan, allait pousser activement la réalisation de la formule « *du Cap à Alexandrie* ». Si, d'autre part, l'Angleterre parvenait à réunir les territoires de l'Afrique Occidentale appartenant à la *Compagnie Anglaise du Niger* au Soudan Egyptien reconquis, l'Afrique serait coupée par une croix britannique, dont le centre serait le *lac Tchad*, et dont les quatre branches aboutiraient l'une au *Niger*, l'autre à *Zanzibar*, la troisième au *Cap*, et la quatrième à *Alexandrie*. C'était la main-mise de l'Angleterre sur l'Afrique.

En dehors des protestations traditionnelles et simplistes contre l'occupation anglaise de l'Egypte, un seul moyen s'offrait à la France pour faire échec à ce plan : s'établir solidement dans le Haut-Oubanghi et étendre peu à peu la domination française dans le Bahr-el-Gha-

zal et le Haut-Nil, que l'Angleterre et l'Égypte avaient déclaré abandonner.

Dès 1893, M. *Liotard*, commissaire de l'Oubanghi, commença à faire œuvre de pénétration française dans les régions du Haut M'Bomon, récemment cédées par l'Etat Indépendant du Congo, et dans le Haut-Oubanghi, à la naissance des territoires du Haut-Nil.

• • •

Mais les projets de l'Angleterre se précisaient et se précipitaient. Cecil Rhodes proclamait à chaque occasion la nécessité de réunir le Cap au Caire. En même temps que l'Angleterre se préparait à une expédition au Soudan, se produisait dans l'Afrique du Sud le « *raid* » du docteur Jameson contre le Transvaal, qui fut d'ailleurs repoussé par les Boërs, mais qui était le prélude de la guerre qui allait éclater en 1899.

Il fallait se hâter si l'on voulait prévenir l'Angleterre. On décida (M. *Hanotaux* aux Affaires Etrangères) d'envoyer une colonne militaire dans le Haut-Oubanghi pour tâcher de la faire parvenir jusqu'au Nil. Le chef désigné fut le capitaine *Marchand*, de l'infanterie de marine, de longue date habitué aux choses africaines. Sous ses ordres, le capitaine *Germain*, de l'artillerie de marine, le capitaine *Baratier*, des spahis, le lieutenant *Mangin*, de l'infanterie de marine, le lieutenant *Simon*, de l'infanterie de marine, qui, malade, dut regagner la côte où il ne tarda pas à succomber, le lieutenant de vaisseau *Morin*, qui devait périr

noyé dans les rapides du Congo, l'enseigne de vaisseau *Dyé*, le médecin de la marine *Emily*, l'interprète *Landeroin*. Les soldats étaient dignes de leurs chefs: c'étaient des tirailleurs sénégalais, au nombre de 200 environ, troupes merveilleuses d'endurance et de courage qui ont fait tant de fois leurs preuves dans les guerres coloniales de la France. Le nom officiel de la mission fut *Mission du Congo-Nil*, la *C. N.* comme on écrivait sur ses bagages.

Au moment où la mission allait partir, les Anglais commencèrent leur marche sur Dongola. Il fallait donc se hâter, car l'Angleterre se doutait de quelque chose. La course était ouverte. La mission quitta la France par les paquebots des 25 avril; 10 mai, 25 mai et 25 juin 1896.

Le 20 juillet, Marchand débarquait à *Libreville*, chef-lieu du *Congo Français*, sur la côte de l'Atlantique. Après un retard occasionné par une révolte qui s'était produite parmi les tribus indigènes sur la route de *Loango* à *Brazzaville*, que devait suivre la mission, le 17 décembre 1896 les vapeurs et les chalands de l'expédition quittaient *Brazzaville* pour *Bangui*. Le 13 janvier et le 10 mars 1897, le reste de la colonne quittait *Brazzaville*. Elle avait eu d'abord, pour arriver dans l'Oubangui où sa mission spéciale commençait en réalité, à pacifier la plus grande partie de la colonie qu'elle pensait traverser en toute tranquillité.

En avril 1897, la mission arrivait à *Rafaï* sur le

M'Bomou. La route de terre, la plus commode, conduisant droit aux plaines du Kordofan, parcourues par les bandes derviches, il fallut prendre la route des rivières, à peu près inconnue, par *Tamboura* et le *Bahr-et-Ghazal*, en suivant la vallée du M'Bomou, cours d'eau coupé de barrages, de rapides et de chutes dans sa partie inférieure et mystérieux même pour les indigènes dans sa partie supérieure. D'où immenses difficultés. A chaque instant, il fallait transporter par terre, d'un point navigable à un autre, les vapeurs, chalands et pirogues, en les traînant sur des rouleaux et des glissières.

Le 10 septembre 1897, Marchand arrivait à l'extrémité navigable, à l'Est des eaux françaises du bassin du Congo (*Oubanghi, M'Bomou, Bokou*), à 3.300 kilomètres de Brazzaville et à 70 kilomètres du bassin du Nil. Après avoir reconnu le point où le *Soueh*, affluent du Nil, devient navigable et qui se trouve à *Kodjalé*, il fallut ouvrir à travers la brousse une route de 100 kilomètres de long sur 5 mètres de large, ce qui fut fait en un mois par 200 tirailleurs et un millier d'indigènes (fin septembre 1897). Marchand descendit ensuite le *Soueh*, où il fonda les postes des *Rapides* et de *Fort-Desaix*, qui, avec *Kodjalé*, constituèrent dès lors les bases de l'expédition. Puis il fit transporter la flottille, pièce par pièce, du M'Bomou dans le *Soueh*. En novembre 1897, la mission s'installait à Fort-Desaix, près de l'ancienne résidence de Gessi-Pacha. Elle était enfin arrivée dans le bassin du Nil, après des difficultés sans

nombre résultant des multiples obstacles naturels et surtout de l'ignorance où l'on était sur les chemins à suivre et sur la navigabilité des cours d'eau dans ce pays inexploré. Restait à sortir des marais du Bahr-el-Ghazal pour atteindre le Nil Blanc à Faschoda.

La saison sèche 1897-1898 immobilisa la mission, les marais pestilentiels ne pouvant être traversés avant la crue. Pendant ce temps, le pays fut reconnu, et Marchand se concilia la puissante tribu des *Dinkas*, toujours en guerre avec les Madhistes. Cette station forcée explique qu'en décembre 1897 le bruit courut en France que toute la mission avait été massacrée. Mais c'était une fausse nouvelle d'origine belge.

A la fin de juin 1898, la mission se remit en marche dans le Bahr-el-Ghazal, où la navigation, encombrée d'herbages impénétrables, fut des plus difficiles. Enfin, quittant le Bahr-el-Ghazal, l'expédition entra dans le *Nil Blanc*, et, le 10 juillet 1898, arriva à *Faschoda*.

Marchand fut déçu de n'y pas trouver les Abyssins. A son départ, en effet, on pensait qu'une autre mission, partie d'*Obok* et de *Djibouti*, sous les ordres d'abord de M. *Bonvalot* puis de M. *de Bonchamps*, et secondée par de nombreuses troupes abyssines, alors en guerre contre les Mahdistes, viendrait rejoindre à Fachoda, en arrivant de la Mer Rouge, Marchand qui arrivait de l'Océan Atlantique. Mais cette mission, arrivée près du Nil, ne put trouver les bateaux indispensables à sa marche et, le 30 décembre 1897, dut revenir sur ses pas.

Marchand, bien accueilli par les populations *Chillouks* de la région de Fachoda, envoya alors un courrier aux Abyssins, et s'occupa d'organiser le poste de Fachoda. On était sans nouvelles des Mahdistes et de l'armée de Kitchener. Le 25 août, prévenus de l'arrivée d'Européens sur leurs derrières, les Derviches vinrent attaquer la mission avec 2 vapeurs et 1300 hommes. L'attaque mahdiste fut brillamment repoussée, les bateaux coulés, et le fortin de Fachoda reçut en cet honneur le nom de *Fort-Saint-Louis*. Le lendemain, le « *Grand Mek* » des Chillouks, frappé d'admiration pour la vaillante petite troupe, vint demander à Marchand la protection de la France et les insignes d'officier français. Un traité de protectorat fut conclu, qui plaçait le pays chillouk de la rive gauche du Nil Blanc sous la protection de la France.

. * .

Le 2 septembre 1898, Kitchener, comme on l'a vu, s'empara d'Omdourman, à deux jours de marche de la mission. Ayant appris l'arrivée des Français à Fachoda, il laissa à ses lieutenants la poursuite des fuyards mahdistes et s'embarqua aussitôt sur 5 canonnières avec 2 bataillons de Highlanders et 1 batterie. A quelques kilomètres de Fachoda, il envoya au « *Chef d'une Mission Européenne à Fachoda* » une lettre l'informant de sa victoire et de son arrivée. Marchand lui répondit très courtoisement en lui souhaitant la bienvenue dans le Haut-Nil, en le félicitant de son succès, en lui appre-

nant à son tour qu'il occupait Fachoda par ordre du gouvernement français, et en lui faisant comprendre que la province de Fachoda appartenait désormais à la France en vertu du droit du premier occupant, en vertu du droit de conquête sur les Mahdistes, et en vertu du traité de protectorat signé avec les Chillouks.

Le 19 septembre 1898, Kitchener arriva à Fachoda et reçut à son bord Marchand, auquel il serra cordialement la main en ne lui cachant pas sa grande admiration pour le superbe parcours de la mission. Mais il l'informa que la présence à Fachoda, dans la vallée du Nil, d'une troupe française était considérée par l'Égypte et par la Grande-Bretagne comme une violation de leurs droits, et il protesta contre l'érection du pavillon français sur le Nil. Marchand répondit qu'il n'avait fait qu'exécuter en soldat les ordres de son gouvernement, qu'il n'avait aucun pouvoir diplomatique, et qu'il devait attendre d'autres ordres pour agir. Sur quoi, lorā Kitchener s'écria : « *J'ai reçu du gouvernement égyptien l'ordre de rétablir l'autorité de l'Égypte à Fachoda. Êtes-vous prêt, par ordre de votre gouvernement, à résister à l'exécution de cet ordre ?* » Et il insista sur la supériorité numérique de ses forces. Marchand répondit que, si on voulait le faire partir sans qu'il en ait reçu l'ordre, il résisterait. L'affaire devenait épineuse. Finalement on tomba d'accord sur un « *modus vivendi* » : le drapeau égyptien serait seul arboré sur Fachoda à côté du drapeau français, un camp anglo-égyptien serait éta-

bli en dehors de la ville, Marchand conserverait sa position, et l'on attendrait ainsi les ordres des gouvernements respectifs. Le major *Jackson* fut nommé commandant du district de Fachoda. Marchand pouvait attendre, car il ne manquait ni de vivres ni de munitions et il communiquait par sa flottille avec la base de Fort-Dessaix.

L'incident provisoirement réglé, Kitchener s'en retourna à Omdourman, après avoir envoyé une caisse de vin à Marchand, qui, en remerciement, lui envoya une provision de légumes frais et une gerbe de fleurs, provenant des jardins que la mission avait créés à Fachoda.

L'incident de Fachoda, qui s'était passé sur place avec courtoisie, allait soulever des tempêtes entre Londres et Paris. La conversation au sujet du Nil était rouverte.

. . .

Dès que la nouvelle de l'incident fut connue en Europe, ce fut un déchaînement brutal de l'opinion anglaise. L'Angleterre était furieuse de ce « *mauvais tour* » qui, au moment où elle comptait enfin avoir achevé sa pénétration dans le Soudan vers le Cap, venait brusquement remettre en question tout son projet, et même sa domination en Egypte. L'Angleterre se refusait même à toute négociation à ce sujet. La presse britannique se fit dès l'abord remarquer par la violence de son langage. « *Evacuez Fachoda*, disaient les journaux anglais, *nous n'avons pas à négocier et nous ne négocie-*

rons pas sur cette affaire. » Le *Times* disait en parlant de Marchand : « *Il est un intrus, qu'il s'en aille !* » Et comme, en France, on pensait, en échange de Fachoda, à des compensations au Maroc ou dans l'Afrique Occidentale, les Anglais répondaient qu'ils ne voulaient entendre parler d'aucune compensation, car, disaient-ils, la France ne possède rien dans la vallée du Nil qui puisse servir d'échange à ces compensations, voulant dire par là qu'ils considéraient l'occupation de Fachoda par la France comme une véritable usurpation, un véritable vol. Certains journaux proposaient de faire disparaître la mission Marchand en la bloquant et lui coupant les vivres, ou en débauchant ses hommes. L'opinion, très montée, suivait le mouvement. De son côté, le gouvernement (Ministère *Salisbury*. Sir *Edward Grey* au Foreign-Office. Lord *Chamberlain* aux Colonies) se montrait résolu à ne céder à la France en aucune façon.

Comme arguments en faveur de son droit, qu'elle prétendait violé, l'Angleterre déclarait que le Soudan lui appartenait et par droit de conquête et (ce qui était une contradiction) par les droits « *dormants* » du Khédive, bien que celui-ci y eût formellement renoncé. La France soutenait tour à tour que le Soudan était « *res nullius* » et, comme tel, que ses territoires appartenaient au premier occupant, puisqu'il faisait partie de l'Égypte, c'est-à-dire de l'Empire Ottoman, donc que cette affaire regardait seulement la Porte et que l'Angleterre n'avait rien à y voir.

Il devenait évident que l'Angleterre était résolue à tout. Saint-James envoyait au quai d'Orsay de véritables ultimatums, et la flotte britannique armait sérieusement. On était à un pouce de la guerre. Quelle était alors la situation de la France en présence de ce conflit ?

.*.*

Voyons d'abord la situation diplomatique.

L'Allemagne, malgré un récent accord anglo-allemand, était favorable à la France, car déjà les passions anti-anglaises, que la guerre du Transvaal allait bientôt surexciter, avaient commencé à grandir, et elle voyait avec plaisir l'Angleterre engagée dans une mauvaise affaire. La France pouvait compter sur sa neutralité presque bienveillante, et l'Autriche, désintéressée dans la question, suivrait certainement son « *chef de file*. »

L'Italie sauf quelques très rares esprits, était très montée contre la France, à cause de la main-mise de celle-ci sur la Tunisie et des récents échecs italiens en Erythrée. Possédée d'un accès de fièvre coloniale, elle était favorable à l'Angleterre, dont elle pouvait espérer quelque chose. Mais l'attitude de ses deux alliées ne lui permettrait pas de bouger seule.

Enfin, la Russie était l'alliée de la France, et ne serait vraisemblablement pas fâchée de porter quelques coups à sa rivale anglaise dans l'Inde à travers l'Afgha-

nistan, bref de commencer la lutte de « *l'Eléphant* » contre la *Baleine*. »

Le conflit semblait donc devoir rester circonscrit entre l'Angleterre d'une part, la France et la Russie de l'autre.

. . .

Examinons maintenant les moyens d'action des deux partis.

Par suite de sa situation géographique, la Russie ne pouvait pas être d'une aide directe à la France, et son action inutile se bornerait vraisemblablement à l'Asie Centrale.

Il était d'abord bien évident que, dès le début des hostilités, la mission Marchand, placée « *en l'air* » à Fachoda serait immédiatement enlevée. Les colonies françaises d'Afrique n'étaient certainement pas en état de résister à une attaque de l'Angleterre. L'Indo-Chine, seule, pourrait peut-être soutenir la lutte, bien qu'elle dût, en raison de son éloignement, être livrée à ses seules forces. Tout cela n'avait guère d'importance, car les colonies perdues se retrouveraient, et au-delà, si l'issue finale de la lutte était favorable.

Le territoire français, non plus que celui de l'Algérie, n'avait, en dehors de quelques actions sur les côtes, rien à craindre de l'Angleterre.

Restait donc la lutte capitale, la guerre maritime. C'était elle qui déciderait de la victoire ou de la défaite. Or (et cela n'est malheureusement plus fait, au-

jourd'hui, pour nous surprendre), la marine française n'était pas prête; elle n'était pas en état de soutenir avec succès la lutte contre la marine anglaise. C'était là le point essentiel.

* * *

Ainsi donc, issue des plus douteuses, et, en tout cas, nullement triomphante. En revanche, en cas de défaite presque probable, la perte de toutes nos colonies et la ruine de notre marine marchande. Tels étaient les risques de l'affaire.

Ces risques étaient évidemment disproportionnés, eu égard aux faibles chances de succès, et eu égard à l'intérêt engagé. Une guerre dans ces conditions n'eût été excusable que si un intérêt vital eût été en jeu. Or, il n'en était absolument rien. La politique française, en lançant une expédition à l'aveuglette sans avoir su en prévoir les conséquences et voulu s'y préparer, avait simplement commis une faute de plus.

C'est ce que comprit tout de suite M. *Delcassé*, devenu Ministre des Affaires étrangères, et qui avait à recueillir la lourde charge laissée par ses prédécesseurs au quai d'Orsay.

Après avoir reçu le rapport détaillé de Marchand, que le capitaine Baratier vint apporter à Paris le 24 octobre 1898, le gouvernement français annonça, le 4 novembre, qu'il avait « *résolu de ne pas maintenir à Fachoda la Mission Marchand.* »

Le 11 décembre 1898, l'évacuation commença. Mar-

chand avait obtenu qu'on lui laissât quitter l'Afrique non pas par la route, la plus courte, mais désormais anglaise, du Nil, mais par une route libre. Le retour se fit donc par l'Abyssinie. Au départ de la mission, le major Jackson lui offrit l'étendard du cheik mahdiste *Ibrahim*, qui avait dirigé l'attaque contre Fachoda, et fit rendre à la colonne les honneurs militaires. Le 11 mai, la mission, acclamée par les Abyssins et les Français qui y résidaient, fit une entrée triomphale dans *Addis-Ababa*, la capitale du *Négus Ménélick*. Le 16 mai 1899, elle arrivait en terre française, à Djibouti, et s'embarqua sur le croiseur *d'Assas* pour rentrer en France après un trajet de 7.500 kilomètres à travers l'Afrique.

La Convention franco-anglaise pour le règlement de l'incident de Fachoda fut signée le 21 mars 1899. Elle ne fut que la mise en langage diplomatique de la situation résultant de l'évacuation. Elle délimita la frontière du Soudan, et étendit l'influence française aux oasis de certaines régions au Sud de la Tripolitaine (Tibesti, Borkou, Kaouan). Ce dernier fait raviva les soupçons de l'Italie sur les intentions de la France au sujet de Tripoli, et provoqua la protestation de la Porte, souveraine de la Tripolitaine.

L'incident de Fachoda définitivement réglé, le ton de l'Angleterre s'adoucit aussitôt. Elle fit même des avances à la France, et déclara qu'elle entendait oublier la « *politique de coups d'épingle* » que la France avait

jusque-là pratiquée à son égard. Elle avait d'ailleurs toujours avoué son admiration pour le raid superbe de l'expédition Marchand, et M. Chamberlain disait : « *Marchand mérite notre admiration par sa résolution, son courage, son dévouement; son expédition est une des plus étonnantes et des plus magnifiques dans l'histoire de l'exploration africaine.* »

..

Rassurée désormais sur les suites de son expédition au Soudan, l'Angleterre acheva sans peine la conquête et la pacification du pays. Le Mahdi fut tué à *Om-Debrika*, à la fin de novembre 1898, et les dernières bandes derviches furent dispersées.

L'ensemble de l'expédition n'avait coûté que 2.600.000 livres (65.000.000 de francs), dont 798.000 livres seulement « *avancées* » par l'Angleterre à l'Égypte, cette dernière ayant été condamnée lors du procès de la Caisse de la Dette et étant en quelque sorte hypothéquée par l'Angleterre. Le reste fut supporté par le budget égyptien. Mais, sur ce total, il faut compter 1.000.000 employés à la construction des 804 kilomètres du chemin de fer du Soudan.

Le 5 janvier 1899, lord *Cromer*, commissaire de l'Angleterre en Égypte, faisait aux notables d'Omdourman un discours qui équivalait à une véritable déclaration de protectorat anglais sur le Soudan.

Enfin, la Convention anglo-égyptienne du Caire, signée le 19 janvier 1899 par lord *Cromer* et *Boutros-*

Pacha, ministre des Affaires Etrangères, régla l'administration du Soudan. Le Soudan Egyptien est placé sous le condominium de l'Egypte et de l'Angleterre, dont les drapeaux sont arborés côte à côte. Il est soumis à l'autorité d'un *gouverneur général*, choisi par le Khédive avec l'assentiment de l'Angleterre, et, en fait, toujours Anglais. Aucune institution d'ordre international pouvant gêner l'Angleterre n'y est introduite : c'est dire que ni les Capitulations, ni les Juridictions Consulaires, ni même les Tribunaux Mixtes n'y sont établis. Ce traité est un traité politique, et, comme tel, il aurait dû, d'après le firman de 1873, nécessiter l'approbation du Sultan; d'ailleurs, le Khédive ne pouvait, sans l'assentiment du Sultan, abandonner aucune partie du territoire qui lui avait été confié; la Porte n'a jamais donné son adhésion à cette convention (1).

Quant à la valeur du Soudan Egyptien, ce sont, en dehors des rives du Nil, des régions marécageuses, insalubres pour les Européens, très peu peuplées, et où les herbages rendent la navigation presque impossible. Il y a quelques régions fertiles, mais elles ne sont pas habitées. C'est donc un territoire d'une valeur économique très médiocre, mais il est d'une importance capitale pour la sécurité de la domination de l'Angleterre en Egypte et pour la route anglaise du Cap à Alexandrie.

(1) Depuis 1904, la province de Fashoda est désignée sous le nom de *Province du Haut-Nil*. Fashoda ville sous le nom de *Kodok* et Fashoda village sous le nom de *Dabicar*.

* * *

Ainsi, après avoir usé de protestations sans fin, creuses et vaines parce qu'on ne voyait jamais venir après elles de sanctions sérieuses et qu'elles se bornaient à des phrases, la France s'était décidée à agir et à rouvrir sur le terrain la question d'Égypte. Mais une entreprise comme l'expédition Marchand, sous peine de n'être qu'une dangereuse aventure, doit peser sur toute la politique étrangère, et non pas seulement coloniale, d'un pays.

La faute de la France fut d'abord de s'y être pris beaucoup trop tard, alors que l'expédition anglaise du Soudan était déjà commencée, et d'avoir envoyé une troupe ridiculement insuffisante comme nombre pour le but poursuivi. Il aurait fallu envoyer beaucoup plus tôt une troupe beaucoup plus nombreuse, de manière à posséder, avant l'arrivée des Anglais, un territoire français sur le Haut-Nil et le Bahr-el-Ghazal, solidement organisé et connu de tout le monde, qui aurait ainsi opposé à l'Angleterre une barrière indiscutable susceptible de l'arrêter. Au lieu de cela, l'insuffisance parcimonieuse des moyens employés et la cachotterie dont on entoura l'expédition donnèrent à cette tentative les allures d'un mauvais tour peu sérieux joué à l'Angleterre et d'un essai d'escamotage de territoires.

Il semble que l'instabilité ministérielle française ne fut pas étrangère à cette exécution hésitante. On envoya l'expédition au petit bonheur : qu'elle arrive

ou non, pensait-on, puisqu'elle est peu importante on s'en tirera toujours.

En outre, il aurait surtout fallu préparer diplomatiquement l'expédition et être en mesure de la soutenir efficacement. C'est-à-dire s'entendre avec la Russie et avec l'Allemagne. La Russie était alliée et anti-anglaise. L'Allemagne était bienveillante. En 1898, l'empereur Guillaume II, invité à être l'hôte de l'Angleterre sur les bords du Nil, répondait qu'il serait l'hôte du *Khédive*, souverain de l'Égypte. Au lieu de cela, la mission sembla totalement ignorée de notre diplomatie, et parut n'être qu'un simple incident congolais, relevant exclusivement du Ministère des Colonies.

Enfin, il fallait être prêt militairement à affronter les conséquences de l'expédition, car on devait savoir que l'Angleterre était sur ce point résolue à tout et ne s'arrêterait que devant les arguments qui demeurent, depuis toujours, les plus propres à convaincre les États.

Il y avait pour la France, depuis 1882, deux politiques à choisir, toutes deux également raisonnables : ou bien accepter les faits acquis et renoncer à toute prétention sur l'Égypte moyennant des compensations — ou bien diriger toutes ses forces diplomatiques et militaires en vue de rouvrir la question dans des circonstances favorables. Jamais la France n'avait su choisir entre ces deux politiques. Ce manque de suite politique, cette indécision néfaste et cette imprévoyance lui valaient un nouvel échec.

Ainsi se vérifiait une fois de plus cette vérité, que Bismarck n'a pas trouvée mais qu'il a formulée: « *Ne faites pas de politique à laquelle vous ne pouvez pas donner de suites sérieuses.* »

CHAPITRE III.

Le changement de front de la politique française

L'effet de l'échec de Fachoda fut déplorable pour l'influence française en Egypte.

Pendant 16 ans, les Egyptiens, voulant espérer que l'occupation anglaise ne serait pas définitive, avaient moins compté sur eux que sur les Français pour la faire cesser. D'où les sympathies françaises et la langue française elle-même étaient devenues en Egypte une protestation contre l'occupation britannique. L'échec de la France montra aux Egyptiens qu'ils n'avaient plus à compter sur elle. Du coup, le nombre des élèves indigènes des écoles françaises, qui avait jusqu'alors augmenté malgré la pression hostile des autorités anglaises, diminua notablement.

Une anecdote peint bien l'effet produit par cet événement en Egypte. Lors de la nouvelle de l'arrivée des

Français à Fachoda, un cafetier indigène du Caire, pour attirer la clientèle, prit comme enseigne les mots français de « *Café de Fachoda* », qui, pour lui comme pour ses compatriotes, célébraient une victoire française. Quand on apprit la capitulation de la France, l'ingénieux négociant, pour suivre le courant, remplaça sur son enseigne les mots français par les mots anglais de « *Fashoda-Bar* », Fachoda signifiant désormais une victoire anglaise.

* * *

Après le règlement de l'incident de Fashoda, qui marqua le point culminant de la crise franco-anglaise, l'Angleterre tendit d'abord, vers 1900, à un rapprochement avec l'Allemagne.

En effet, la guerre du Transvaal montrait à l'Angleterre son isolement. L'*opinion* allemande, encore plus que la française, avait pris violemment partie, non pas peut-être tant pour les Boers que contre les Anglais. Mais le *gouvernement* allemand, loin de vouloir suivre l'opinion, entendait, au contraire, s'en servir pour obtenir de l'Angleterre le prix de sa neutralité bienveillante. Ce fut l'époque de la visite de Guillaume II à la reine Victoria.

Le résultat fut, complétant l'accord mystérieux de 1898 entre l'Allemagne et l'Angleterre au sujet des possessions africaines du Portugal, l'accord anglo-allemand de novembre 1899 qui assurait à l'Allemagne l'île principale de l'archipel de Samoa et des avantages

économiques pour les colonies allemandes du Sud de l'Afrique au sujet des chemins de fer de la Rhodesia.

Cette idée d'une entente anglo-allemande sembla même se systématiser chez certains Anglais, qui rêvaient d'une sorte de Sainte-Alliance entre les pays anglo-saxons et germaniques, terres de prédilection de l'hypocrisie religieuse et morale, contre les pays latins décadents en vue de prévenir les conflits qui pourraient surgir à l'occasion du partage de la succession de ces derniers.

Mais cet essai d'un rapprochement avec l'Allemagne n'aboutit pas. Dès février 1900, lord *Rosebery*, chef de l'opposition libérale, constatait l'échec des ouvertures de l'Angleterre à l'Allemagne. Dès lors, les relations anglo-allemandes allèrent au contraire en se refroidissant de plus en plus jusqu'au point critique où elles sont parvenues actuellement. Dès lors aussi, les relations anglo-françaises allèrent par contre en se resserrant jusqu'à aboutir à l'« *entente cordiale* ».

Les causes de la mésentente anglo-allemande ? D'abord, comme cause fondamentale et persistante, la situation respective de l'Angleterre et de l'Allemagne : le progrès inquiétant de la concurrence industrielle et commerciale de l'Allemagne, l'invasion des commerçants tudesques sur les marchés jusqu'alors réservés aux commerçants britanniques, la rivalité de plus en plus redoutable des lignes de navigation allemandes, l'augmentation croissante du tonnage de la marine marchan-

de allemande, la poussée germanique vers l'Orient (le « *Drang nach Osten* »), la concession à l'Allemagne du chemin de fer de Bagdad, la vision menaçante d'un impérialisme allemand tendant à l'hégémonie du continent en face de la Grande-Bretagne isolée, et, par-dessus tout, le gigantesque et redoutable effort croissant de la flotte de guerre allemande, résumé dans la phrase célèbre de Guillaume II : « *Notre avenir est sur la mer.* ».

Comme causes secondes : les déceptions des Anglais au sujet de l'Allemagne, qu'ils accusaient de mauvaise foi, dans les affaires du Vénézuëla et de Chine.

*
* *

La contre-partie toute indiquée à cette désunion était le rapprochement avec la France. Des circonstances favorables vinrent le précipiter. Lord Salisbury, qui lutta 20 ans contre la France pour assurer l'expansion anglaise en Afrique, disparaît de la scène politique en 1902. *Edouard VII* est monté sur le trône d'Angleterre en 1901 et a pris dès lors une part personnelle importante à ce rapprochement.

En 1900 et janvier 1902 se produisait l'*entente franco-italienne* au sujet de la Méditerranée. Cette entente (secrète d'ailleurs) laisse le champ libre à l'Italie en Tripolitaine en échange de la même liberté pour la France au Maroc. Etant donné que les liens anglo-italiens n'ont jamais été plus étroits, on pouvait déjà con-

russe en Mandchourie : par la force. Dès lors, la politique de protestation était vaine, stérile et même ridicule, clure de ce rapprochement franco-italien à un rapprochement franco-anglais.

Enfin, la guerre russo-japonaise éclata et donna une dernière raison à l'Angleterre de se rapprocher de la France pour ne pas la laisser isolée en Europe, c'est-à-dire peut-être portée par la prudence à écouter d'autres avances que celles de l'Angleterre, et pour, après la guerre dont l'Angleterre prévoyait les résultats, pouvoir aussi se rapprocher de la Russie alliée de la France (ce qui vient effectivement d'avoir lieu), afin d'opposer une barrière sérieuse à l'impérialisme allemand.

C'est ainsi que, 5 ans après Fachoda, après un vain essai d'un systématique rapprochement avec l'Allemagne, l'Angleterre, toujours attentive, était amenée à l'accord avec la France par l'impossibilité de s'entendre d'une manière durable avec l'Allemagne en raison de la contradiction des intérêts en présence (comme, en 1803, avec la France lors de la Paix d'Amiens), et par la claire vision de ce qu'est en réalité, pour elle, le péril impérialiste germanique.

..

La France, de son côté, avec M. *Delcassé* aux Affaires Etrangères, finit par voir l'impasse à quoi l'avait conduite sa politique incohérente à l'égard de l'Egypte.

L'Egypte, en fait, était définitivement perdue pour la France depuis 1882, du moment que la France ne

voulait pas régler la question de l'occupation anglaise en Egypte comme le Japon a réglé celle de l'occupation et les tentatives d'action tardive, comme l'expédition Marchand, frappées d'impuissance par cela seul qu'on n'avait pas la résolution de les soutenir jusqu'au bout. N'ayant pas su choisir, dès le début, entre les deux seules lignes raisonnables de conduite politique, la France était cette fois acculée à se prononcer nettement.

L'accord franco-anglais de 1904 réalise l'une de ces deux politiques: l'abandon de l'Egypte à l'Angleterre en échange de compensations. C'est « *l'occidentalisation* » de la question. La compensation à l'Egypte, c'est le *Maroc*, auquel on avait déjà souvent pensé en France, et dont, en 1869, *Prévost-Paradol* préconisait l'absorption, ainsi que celle de la Tunisie, pour compléter l'empire méditerranéen de la France, et reprendre ainsi une des vues qui avaient conduit Bonaparte en Egypte. En outre, l'accord de 1904 règle toutes les difficultés qui s'étaient élevées aux colonies entre la France et l'Angleterre par un système d'échanges et de compensations réciproques: c'est ainsi que la France renonce, non pas, comme on l'a dit à tort, à tout droit, mais seulement au droit *exclusif* de celui de l'Angleterre, qu'elle possédait à Terre-Neuve, en échange de rectifications de frontières dans l'Afrique Occidentale, et que les sphères d'influence française et anglaise au Siam sont désormais nettement délimitées.

N'ayant ainsi plus de sujets de conflits, la France et

l'Angleterre purent alors, par l'entente cordiale, fortifiée par les accords respectifs avec l'Italie et la Russie, faire face d'une part aux empiètements germaniques, d'autre part au mouvement islamique des populations asiatiques et africaines, qui intéresse également les possessions des deux Etats et dont l'Allemagne, qui n'a rien à en redouter, semble parfois chercher à tirer parti. « *Vieilles puissances pourvues et assises*, comme le disait récemment M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, *la France et l'Angleterre sont naturellement solidaires en face de jeunes ambitions venues un peu trop tard dans un monde trop vieux.* »

Enfin, au point de vue européen, la France a intérêt, dans l'Europe telle que l'a faite et peut-être la fera la formation de l'unité allemande, à avoir à ses côtés une *puissance puissante* et résolument conservatrice de l'équilibre européen.

..

L'accord franco-anglais est un ensemble de plusieurs conventions, signées le 8 avril 1904, dont la plus importante et celle qui doit nous retenir ici est la *Déclaration concernant l'Egypte et le Maroc*.

Article 1^{er}. — Le Gouvernement de S. M. Britannique déclare qu'il n'a pas l'intention de changer l'état politique de l'Egypte. De son côté, le Gouvernement de la République Française déclare qu'il n'entravera pas l'action de l'Angleterre dans ce pays en demandant qu'un terme soit fixé à l'occupation britannique ou de

toute autre manière, et qu'il donne son adhésion au projet de décret khédivial qui est annexé au présent arrangement et qui contient les garanties jugées nécessaires pour la sauvegarde des intérêts des porteurs de la Dette Egyptienne, mais à la condition qu'après sa mise en vigueur aucune modification n'y pourra être introduite sans l'assentiment des Puissances signataires de la Convention de Londres de 1885.

Il est convenu que la direction générale des antiquités en Egypte continuera d'être, comme par le passé, confiée à un savant français.

Les écoles françaises en Egypte continueront à jouir de la même liberté que par le passé.

Art. 3. — Le Gouvernement de S. M. Britannique respectera les droits dont, en vertu des traités, conventions et usages, la France jouit en Egypte, y compris le droit de cabotage accordé aux navires français entré les ports égyptiens.

Art. 4. — Les deux Gouvernements, également attachés au principe de la liberté commerciale tant en Egypte qu'au Maroc, déclarent qu'ils ne s'y prêteront à aucune inégalité, pas plus dans l'établissement des droits de douane ou autres taxes que dans l'établissement des tarifs de transport par chemin de fer.

.....

.....

Art. 5. — Le Gouvernement de S. M. Britannique déclare qu'il usera de son influence pour que les fonction-

naires français actuellement au service égyptien ne soient pas mis dans des conditions moins avantageuses que celles appliquées aux fonctionnaires anglais du même service.

.....

.....

Art. 6. — Afin d'assurer le libre passage du Canal de Suez, le Gouvernement de S. M. Britannique déclare adhérer aux stipulations du traité conclu le 29 Octobre 1888 et à leur mise en vigueur.

.....

.....

Les articles 2 et 7 et la seconde partie des Articles 4 et 5 contiennent des stipulations semblables et parallèles entre la France et l'Angleterre relativement à leurs situations respectives au Maroc, où la France doit remplir à l'égard de l'Angleterre les mêmes devoirs que l'Angleterre en Egypte à l'égard de la France.

La seconde partie de l'Article 6 porte l'engagement respectif de la part des deux puissances de ne pas fortifier la côte marocaine du détroit de Gibraltar et les bords du Canal de Suez afin d'assurer leur libre passage.

Art. 8. — Les deux Gouvernements, s'inspirant de leurs sentiments sincèrement amicaux pour l'Espagne, prennent en particulière considération les intérêts qu'elle tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine de la Méditerranée, et au sujet desquelles le Gouvernement Fran-

çais se concertera avec le Gouvernement Espagnol.

Art. 9. — Les deux Gouvernements conviennent de se prêter l'appui de leurs diplomaties pour l'exécution des clauses de la présente Déclaration relative à l'Egypte et au Maroc.

C'est donc un parrallèle constant entre la situation que l'Angleterre occupe en Egypte et celle que la France occupera au Maroc: c'est le troc de l'Egypte contre le Maroc.

* * *

L'Angleterre a abandonné toute prétention sur le Maroc. Vers 1900, elle avait essayé, sans effrayer ses associées méditerranéenes, l'Italie et l'Espagne, d'exercer au Maroc une tutelle discrète, une sorte de « *pénétration pacifique* », avec sir *Arthur Nicholson*, ministre d'Angleterre à *Tanger*, et le fameux *Harry Mac Lean*. Mais elle avait échoué et avait été découragée par l'obstacle insurmontable de l'anarchie marocaine, qui ne pouvait cesser que par une expédition militaire que l'Angleterre ne pouvait (en pleine guerre anglo-boer) ni ne voulait (pour ne pas s'aliéner l'Italie et l'Espagne) essayer.

On peut objecter à cet accord que, si la France n'abandonne que ses prétentions sur l'Egypte comme l'Angleterre les siennes sur le Maroc, du moins l'Angleterre est sûre de profiter de la renonciation de la France, puisqu'elle est déjà installée en Egypte, tandis que la France n'est pas sûre de profiter de la renonciation de l'An-

gleterre, puisque son action au Maroc n'était, en 1904, même pas commencée.

Mais l'Angleterre s'est engagée à soutenir la France dans cette entreprise (et l'on a vu dernièrement qu'elle remplissait scrupuleusement son engagement) et il dépend de la France seule de savoir et de vouloir profiter de ce qui lui a été abandonné : la porte de l'appartement marocain lui est ouverte, elle n'a qu'à y entrer, mais elle n'aurait pu vraiment prétendre que quelqu'un d'autre aille auparavant le balayer à sa place.

En exécution de l'Article 8 du traité, la France et l'Angleterre ont conclu avec l'Espagne les deux accords identiques du 16 Mai 1907, relativement au maintien du *statu quo* territorial et des droits respectifs des trois pays dans la Méditerranée et sur les côtes atlantiques de l'Afrique, accords « *essentiellement, exclusivement conservateurs et pacifiques* » (*Livre Jaune*).

Quant à l'Allemagne, elle déclara, par l'intermédiaire du chancelier *de Bülow*, qu'elle n'avait au Maroc que des intérêts *économiques* et qu'elle ne demandait que leur respect, impliqué d'ailleurs par les termes mêmes de l'accord franco-anglais. On sait ce qu'il en advint par la suite.

..

Ainsi donc, l'accord franco-anglais de 1904 clôt virtuellement cette question d'Égypte si longtemps ouverte, et fait rentrer enfin la politique française à l'égard de ce pays dans l'une des deux voies entre lesquelles elle

aurait dû choisir vingt ans plus tôt : la renonciation à toute prétention sur l'Egypte moyennant compensations.

Quant aux œuvres, institutions et privilèges français en Egypte, maintenus malgré 20 ans d'occupation anglaise, ils demeurent intacts et sont désormais garantis par le traité. C'était tout ce que la France pouvait raisonnablement espérer conserver dans ce pays qu'elle a perdu par sa pitoyable politique.

Peu après l'accord franco-anglais, lord Cromer, commissaire de l'Angleterre en Egypte, disait en public : *« Je puis affirmer en ce qui me concerne et en ce qui concerne tous mes compatriotes en Egypte, qu'aucun effort ne sera épargné pour faire disparaître toutes les causes secondaires de mésentente et de difficultés qui peuvent avoir existé jusqu'ici entre les deux pays relativement aux affaires d'Egypte. »*

Au point de vue plus général de l'entente cordiale, la France ne doit pas oublier que, pour conserver des alliés et des amis, il faut avant tout être, comme le disait Bismarck, *« allianz-fähig »*, capable d'alliance, c'est-à-dire suffisamment fort pour contribuer à la prospérité efficace de l'association, en particulier quand il s'agit de l'Angleterre, car, disait Gambetta, *« on n'est aimé des Anglais que si l'on s'en fait respecter »*.

CHAPITRE IV

Arrangements relatifs au canal de Suez et à la Dette Egyptienne

Pour compléter cette étude sur l’Egypte, il reste à dire quelques mots des arrangements secondaires qui, principalement, ont fixé la situation internationale du Canal de Suez et ont modifié le fonctionnement de la Dette Egyptienne.

Comme il a été décidé lors de son percement, le Canal de Suez, en temps de paix, ne peut être fermé par le souverain de l’Egypte, même aux navires de guerre étrangers. Dans le cas d’une guerre où l’Empire Ottoman serait neutre, le Canal devait-il être fermé aux navires de guerre des puissances belligérantes, sous peine de manquement à la neutralité? Le Canal est, en fait, demeuré ouvert pendant la guerre franco-allemande de 1870-71. Le débarquement anglais à Ismaïlia en Août 1882 eut pour résultat d’interrompre pendant 36 heures

la circulation sur le Canal, ce qui provoqua les protestations de de Lesseps. Aussi, dès Janvier 1883, lord Granville, ministre du Foreign-Office, envoyait aux puissances une circulaire qui indiquait les bases possibles d'une entente au sujet de la garantie de la libre circulation sur le Canal.

La question fut reprise en 1885. L'Angleterre avait en effet, comme on l'a vu, besoin à cette époque du concours de la France pour régler la question financière suscitée par les expéditions contre les Mahdistes. La *Convention financière de Londres* (Mars 1885), qui échoua d'ailleurs, contint l'annonce de la réunion d'une *Conférence Internationale* à Paris au sujet du Canal de Suez. La Conférence prévue se réunit en effet à la fin de Mars 1885, et fut ouverte par J. Ferry, lequel fut, d'ailleurs, renversé par la Chambre 2 heures après. On s'entendit sur tous les points, sauf l'essentiel : la garantie de l'exécution de la Convention adoptée, et on laissa la France et l'Angleterre libres de s'entendre à ce sujet. C'est ainsi que l'on aboutit à la *Convention de Constantinople* du 29 Octobre 1886, qui fut signée par toutes les puissances, y compris l'Espagne et les Pays-Bas, et ratifiée en 1888.

Le but de cette Convention est l'établissement d'un régime définitif garantissant, en tous temps, pour toutes les puissances, le libre usage du *Canal Maritime de Suez*. Le Canal sera toujours libre et ouvert, en temps de guerre comme en temps de paix, à tout navire, de guerre

comme de commerce, de toute puissance, belligérante comme neutre. L'accès du Canal ne pourra en aucun cas être interdit à un belligérant par la puissance adverse au moyen de blocus de ses ouvertures. On n'a pas voulu dire que le Canal était « *neutralisé* », car cela aurait pu être considéré comme excluant le libre passage des navires de guerre belligérants.

Le différend porta sur le moyen d'assurer l'exécution de ces règles. La France proposa une Commission Internationale de surveillance. L'Angleterre refusa. On transigea alors.. Par l'Article 8, les agents des puissances sont chargés de veiller à l'application de la Convention, et, s'ils prévoient une atteinte aux règles établies, ils devront se réunir, sur la convocation de leur doyen, pour faire les constatations nécessaires et prévenir le Khédive. Dans tous les cas, ils doivent se réunir une fois par an pour constater que la liberté de navigation est bien assurée : cette prescription n'a jamais été observée.

Devant l'opposition de l'Angleterre, on n'a pu s'occuper de la question de la liberté de la Mer Rouge, indispensable cependant à celle du Canal de Suez, dont elle n'est en quelque sorte que le prolongement. L'Angleterre, possédant les deux clefs de l'entrée de la Mer Rouge, Aden et Périm, peut en fermer la porte, ce qui dès lors rend illusoire la liberté de navigation sur le Canal de Suez. De plus, on ne s'est pas préoccupé de ce fait que l'Angleterre, occupant l'Egypte, aurait, en cas de guer-

re, la tentation très forte de fermer le Canal à son adversaire.

Pendant la guerre russo-japonaise, l'Angleterre déclara à la Russie qu'elle garderait la neutralité à condition que les intérêts anglais ne fussent pas lésés; parmi ces intérêts figurait la libre circulation dans le Canal de Suez. La Russie répondit qu'elle ne porterait aucune atteinte à la liberté de navigation du Canal, et, en fait, aucune mesure de blocus ne fut prise par les belligérants pour interdire aux navires ennemis l'accès du Canal, et aucune visite ne fut exercée par eux sur les vaisseaux circulant dans le Canal.

L'Angleterre, ayant fait des réserves au sujet de la Convention de 1888 quant à la « *liberté de manœuvres* » des troupes anglaises occupant « *spécialement et temporairement* » l'Égypte, a en fait considéré que cette Convention, bien que signée et ratifiée par elle, n'était pas en vigueur en ce qui la regardait, comme on le vit, lors de la guerre hispano-américaine, en 1898, pour le ravitaillement en charbon de l'escadre espagnole. En effet, l'accord franco-anglais du 8 Avril 1904, porte comme on l'a vu, dans son Article 6, que, afin d'assurer le libre usage du Canal, l'Angleterre déclare adhérer aux stipulations du traité de 1888 et à leur mise en vigueur, stipulations cependant déjà signées et ratifiées par elle en 1888.

Le libre passage du Canal est ainsi, depuis 1904, désormais « *garanti* », autant qu'il peut l'être par un sim-

ple traité, et la stipulation de la Convention de 1888 au sujet de la réunion des agents des puissances est supprimée. Mais quelle est la situation, à cet égard, des autres puissances, qui n'ont pas été parties à l'accord franco-anglais? Il semble qu'il faille considérer que la France a été là en quelque sorte le « *gérant d'affaires* » des autres puissances, qui ont d'ailleurs accepté cet accord sans protestation.

* *

L'accord franco-anglais de 1904 porte, dans son Article I^{er}, l'adhésion de la France au *projet de décret khdivial*, annexé à la Déclaration, au sujet de la garantie des intérêts des porteurs de la Dette Egyptienne. Ce projet de décret apporte certaines modifications au régime institué pour la Dette en 1881.

Les deux conversions de 1890 ayant été faites sans que la France ait été consultée, l'Egypte ne pouvait employer les économies accumulées grâce aux résultats de cette opération, et qui se montaient en 1904 à 140 millions de francs. La France consent désormais à leur emploi.

En outre, la Caisse de la Dette percevait jusqu'alors, comme gages du paiement des intérêts des sommes, qui, normales en 1881, s'étaient élevées, par suite de la prospérité croissante du pays, jusqu'à 160 millions en 1904, et ce pour un service qui n'en réclamait que 94. A la place de ces gages devenus excessifs, l'Egypte offre un gage unique, les 110 millions de l'impôt foncier, plus,

pour la Caisse de la Dette, le maintien d'un fonds de réserve de 47 millions et la création d'un fonds de roulement de 13 millions.

Comme compensations, le décret khédival reporte de 1905 à 1910 la date du remboursement de la *Dette Privilegiée*, et porte qu'on ne pourra rembourser qu'à partir de 1910 l'emprunt de 1885, garanti par les puissances, et pour lequel aucun délai de remboursement n'avait été spécifié. Quant à la *Dette Unifiée*, le gouvernement khédivial pourra la rembourser au pair à partir du 15 Juillet 1912.

* * *

Enfin, comme autres traités intéressant la situation de l'Egypte, il faut citer encore :

Le *Traité Anglo-Ethiopien* du 15 Mai 1902, relatif à la délimitation entre le Soudan Egyptien et l'Abyssinie.

La *Convention Commerciale entre la France et l'Egypte* du 26 Novembre 1902. C'est le premier traité de commerce conclu entre la France et l'Egypte. Jusqu'alors, en effet, la France, comme la Russie, avait préféré s'en tenir aux clauses des traités de commerce passés avec la Porte et appliqués à l'Egypte, ce qui était un régime plein d'incertitude. Cette Convention, conclue pour 21 ans, est révisable tous les 7 ans.

CONCLUSION

I

L'Avenir de l'Egypte

Il est peu de pays dont la physionomie soit aussi complexe que celle de l'Egypte moderne, en raison de son cosmopolitisme caractéristique, de ses habitants de races et religions diverses, de sa situation politique anormale, et des influences opposées qu'elle a subies. Aussi est-il téméraire, là plus qu'ailleurs, de faire des pronostics sur son avenir. Pourtant l'on peut, sans trop se hasarder, examiner brièvement les données du problème.

Précisément, au début de 1908, *lord Cromer*, qui a été pendant 25 ans le plus haut représentant de l'Angleterre en Egypte, a publié, en dehors de ses rapports officiels annuels sur la situation du pays, deux volumes qui, sous le titre de « *Modern-Egypt* », résument ses impressions sur la question. Personnalité puissante, impartiale bien que très anglaise, possédant le sens politique des réali-

tés, lord Cromer est complètement étranger aux idéologies byzantines, qui paraissaient autrefois être un des traits du caractère germanique, mais dans lesquelles, reniant leur grand passé tout de clarté, d'ordre et de bons sens, semblent aujourd'hui se complaire de plus en plus les Latins dégénérés. Le rôle de la pensée, pour lord Cromer, ne doit être que celui de déterminer la direction suivant laquelle devra agir la volonté. Il ne crée pas *in abstracto* un système rationnel et *a priori*, auquel, bon gré mal gré, il faille chercher, « *pour le principe* », à adapter les faits, même si leur essence se révolte contre cet asservissement décrété au nom de ce que l'on appelle la *logique*. Non, il ne veut pas ignorer les faits, il ne les discute même pas, il les tient pour acquis, et, sur ces bases solides et éprouvées, il pose des inductions prudentes sans s'égarer dans les méandres fumeux d'un système philosophique. En outre (et ceci est particulièrement intéressant en ce qui concerne l'Egypte), il représente bien le type le plus achevé de l'âme britannique.

Il faut d'abord, si l'on veut considérer les choses actuelles d'Egypte sous leur jour véritable, reconnaître que l'occupation de l'Angleterre en Egypte et sa domination sur ce pays sont désormais définitives. A moins d'une catastrophe qui ébranlerait l'Empire Britannique tout entier, l'Angleterre ne quittera l'Egypte, si elle la quitte, que de son plein gré et parce qu'elle le jugera conforme à ses intérêts.

Quel peut être alors, au point de vue anglais, l'avenir de l'Égypte? La situation actuelle ne peut évidemment être qu'une situation transitoire plus ou moins longue. Il n'y a, comme alternatives possibles à l'évolution de l'Égypte, que deux termes: ou l'incorporation, l'annexion à l'Empire Britannique, ou l'autonomie.

La position actuelle de l'Angleterre en Égypte est assez analogue à celle, résultant aussi d'une des faces de la Question d'Orient, qu'occupait jusqu'à ce jour, également pour y assurer l'ordre, l'Autriche-Hongrie en Bosnie-Herzégovine, avec cette différence que l'occupation autrichienne reposait sur un mandat international approuvé par toutes les puissances et par la Porte elle-même. On a vu, ces tout derniers temps, ce que pesait, dans ces circonstances, un traité international. Or, l'Angleterre n'est liée en Égypte par aucun acte comparable au solennel traité de Berlin. Et l'on peut dire que, surtout depuis l'accord franco-anglais d'Avril 1904, la réunion de l'Égypte à l'Angleterre produirait certainement beaucoup moins d'émotion dans le monde que n'en a causée l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche.

Mais il est infiniment peu probable que ce soit là la solution qu'adoptera l'Angleterre. L'Angleterre, en effet, est trop avisée dans le maniement des affaires coloniales pour penser à une pareille annexion.

Beaucoup plus vraisemblablement peut-on penser que l'Égypte, européanisée et anglicisée, est appelée à devenir une des personnes internationales qui constituent

l'Empire Britannique, l' « *Union Jack* ». De plus en plus, en effet, par une évolution régulière, les grandes colonies anglaises arrivées à l'âge adulte tendent à s'émanciper et à devenir de véritables Etats, autonomes mais unis en une fédération mondiale par les liens, très légers mais d'autant plus puissants qu'ils laissent aux confédérés toute liberté désirable, de l'Empire Britannique, par le souvenir de la « *Vieille-Angleterre* », et par le patriotisme « *impérialiste* » anglo-saxon. L'on peut croire que plus jamais l'Angleterre ne renouvellera la faute qui lui a fait perdre les Etats-Unis. Cette autonomie des colonies réunies dans un vaste Empire fédératif, c'est celle que possèdent depuis avant-hier le *Canada*, depuis hier la *Fédération Australienne*, et que vient d'acquérir tout récemment la *Fédération des Colonies Anglaises de l'Afrique du Sud*; c'est aussi celle qui semble devoir être le sort futur de l'Egypte britannique.

L'autre terme de la solution est l'autonomie, ou, pour mieux dire, l'indépendance. C'est celui vers lequel semble pencher lord Cromer. Il repousse avec raison toute idée de neutralisation, toute conception d'une *Belgique Orientale* et « *autres fantaisies du même genre.* » Mais il n'est pas un partisan de l'occupation anglaise *quand même*. Selon lui, le jour où l'Angleterre aura acquis la certitude qu'elle laisse derrière elle un gouvernement assez fort et assez stable pour conjurer tout danger d'anarchie et de banqueroute et pour empêcher que

l'Egypte ne redevienne pour l'Europe un brandon de discorde, ce jour-là l'Angleterre pourra retirer ses troupes.

Le problème se trouve dès lors réduit à savoir si l'existence d'un pareil gouvernement en Egypte est compatible avec la cessation de l'occupation anglaise. Lord Cromer, basant son opinion sur les leçons d'une expérience qui dura 25 ans, estime que l'évacuation produirait, actuellement et pendant bien longtemps encore, des effets désastreux et serait suivie d'un bouleversement complet.

Etant donné que, l'Egypte n'étant plus ce qu'elle était avant l'occupation, le retour à un gouvernement personnel du type oriental amènerait une révolution, il convient donc maintenant d'examiner pourquoi l'Egypte n'est pas actuellement susceptible d'avoir encore une classe nationale dirigeante.

..

Il faut écarter tout d'abord les Musulmans irréductibles, Turcs ou Arabes, les Arméniens et les Syriens, étrangers au sol, et enfin les indigènes des classes inférieures, Coptes et Fellahs, à propos desquels M. *Pierre Loti*, dans un livre récent (*La Mort de Philæ*) dit excellemment : « *Pauvre belle race de bronze!... Sans doute, elle fut trop précocce et donna trop jeune son étonnante fleur, en des temps où, sur la terre, les autres humanités végétaient obscurément encore. Sans doute, sa résignation présente lui est venue comme une lassitude, après*

tant de siècles d'effort et d'expansive puissance. Elle détenait, jadis, la lumière du monde, et la voici tombée, depuis plus de deux mille ans, à cette sorte de sommeil fatigué, qui a rendu la tâche facile aux conquérants d'autrefois comme aux exploiters d'aujourd'hui ».

Reste alors cette fraction de la population égyptienne que lord Cromer appelle les « *Egyptiens européens* ». En raison de leur culture, ces derniers sont déjà et paraissent appelés à devenir de plus en plus les collaborateurs des Européens dans l'administration et le gouvernement égyptiens, et ce sont eux qui constituent le nouveau *parti nationaliste égyptien*, le parti de la « *Jeune-Egypte* ».

Jusqu'après les premières années de l'occupation anglaise, les *Egyptiens européens* étaient surtout des *Egyptiens francisés*. Il est inutile de rappeler ici une fois de plus l'extrême importance de l'influence française en Egypte. Saturés par cette influence, les Egyptiens instruits se montrèrent rebelles aux mesures préconisées par les agents anglais. Cela s'accordait d'ailleurs, avec leur caractère, car, par nature, l'Egyptien redoute les responsabilités. Or, le système français d'administration, ne laissant rien à l'imprévu et résolvant tout d'avance par le fonctionnement automatique du règlement, lui convenait à merveille, tandis que le système anglais, se bornant à énoncer les règles générales, laisse beaucoup plus à l'initiative individuelle pour les cas particuliers. Cette spéciale influence française sura-

joutée à la nature de l'Égyptien développa chez celui-ci sa tendance à négliger l'*esprit* pour s'en tenir à la *lecture*. La *forme* et la *paperasserie* revêtent en Égypte un caractère auguste et la rédaction d'un acte formaliste y est une opération sacro-sainte qui comble d'aise le caractère égyptien.

Les Égyptiens européens sont, pour la presque unanimité, musulmans de naissance. En fait, le plus souvent, ne croyant pas à la possibilité pour l'homme de parvenir à la connaissance du surnaturel, ils n'ont guère de croyance religieuse. Mais leur amour de la forme leur fait respecter l'extérieur de leur religion nationale, et même donne au nationalisme égyptien, un caractère « *panislamique* » accentué. Ils conservent en outre de leur religion originelle ses principes de morale facile. Ils adoptent avec frénésie la civilisation occidentale, mais ils s'arrêtent à la surface, ils n'ont qu'un *vernís* européen, et on pourrait, en en modifiant les noms, leur appliquer le dicton connu : « *Grattez le Russe et vous trouverez le Cosaque* ». Pourvu qu'ils aient des chemins de fer, des tramways, des machines, des armes perfectionnées, des écoles, des tribunaux, des journaux, des théâtres, et, enfin, des bureaux, ils se proclament les égaux des Européens. L'Égyptien européenisé est, comme le dit lord Cromer, un « *parvenu intellectuel* ». En outre, il a su, chez ses maîtres français et anglais, découvrir leurs défauts, et ne se juge pas d'une moralité

inférieure à la leur. Européanisé, il déteste les Européens.

Il faut d'ailleurs ajouter qu'il existe, parmi les Egyptiens européanisés, des exceptions à ce modèle, et dont le nombre va s'accroissant chaque année. Mais ce nombre est encore trop réduit pour qu'on puisse sérieusement faire fonds sur lui.

Lord Cromer reconnaît la légitimité des demandes des Jeunes-Egyptiens en tant qu'ils se bornent à réclamer l'accès aux postes élevés du gouvernement, actuellement réservés aux Européens, particulièrement Anglais et Français. Mais la Jeune-Egypte réclame principalement la liberté politique, c'est-à-dire l'extension des institutions représentatives déjà existantes par l'établissement d'un organe analogue aux Chambres européennes avec un ministère responsable et le contrôle absolu des finances du pays. Étant donné l'insuffisance de garanties du parti national égyptien, on voit que ces prétentions sont inacceptables. Ce serait de nouveau, comme en 1882, l'anarchie et la banqueroute. « *L'idée, dit lord Cromer, que le gouvernement de cette société si étrangement complexe puisse, maintenant ou à une époque quelconque, être entièrement remis aux mains des Egyptiens, c'est-à-dire en fait aux mains des Egyptiens musulmans, constitue une illusion désespérée.* »

* * *

Pour lord Cromer, une Egypte autonome ne pourra être réalisée que par la fusion de ses divers éléments.

« Le seul système, dit-il, qui permettrait de remplacer éventuellement la tutelle britannique consisterait à fondre ensemble, par degrés et avec prudence, dans une même communauté, tous ceux qui vivent sur le sol de l’Egypte, Européens et indigènes, sans distinction de religion ni de naissance. Sans doute, il faudra des années pour parvenir à ce résultat, d’une part en raison de l’état arriéré de l’Egypte en matière d’éducation et du fossé profond qui sépare la classe peu nombreuse des Egyptiens demi-instruits de la grande masse de la population; en raison, d’autre part, de ce qu’il existe en Egypte fort peu d’Européens qui, quelle que soit leur nationalité, aient une large vue de la situation. Mais, tant que cette fusion ne sera pas opérée, ce sera du temps perdu de parler de l’autonomie de l’Egypte au vrai sens de ce mot. Telle est ma conviction absolue. »

Enfin, quand on parle de l’Egypte, il ne faut pas oublier un point des plus importants: c’est que l’Egypte est le pays le plus essentiellement cosmopolite du monde entier. C’est un fait dont lord Cromer a toujours su reconnaître l’existence, et qu’il n’a jamais eu le moindre désir de modifier. Eût-il voulu, d’ailleurs, a-t-il dit, transformer ce caractère international de l’Egypte, qu’il se serait heurté à une barrière infranchissable.

Aussi a-t-il écrit: « Je n’ai pas constaté sans regret la tendance qu’ont certains écrivains, en Angleterre et sur le continent, à envisager la question d’Egypte du

point de vue spécial de leurs intérêts respectifs. Qui-conque agit comme ils font perd de vue le vrai débat. Le problème qui se pose entre l'Orient et l'Occident, et dont les affaires d'Egypte représentent seulement un des termes, ne relève particulièrement ni de l'Angleterre, ni de la France, ni de l'Allemagne, ni d'aucun pays d'Europe considéré séparément. Ce problème est un problème européen au sens le plus large du mot. »

Problème Européen ! Ces mots, sous une plume anglaise et, par conséquent, non suspecte à ce sujet, sont peut-être en effet les derniers qu'il convienne d'écrire aujourd'hui sur l'Egypte.

II.

La leçon des événements

Au point de vue plus spécialement français, que restait-il de l'influence de la France en Egypte ? On s'en est déjà rendu compte par les pages qui précèdent. La part que la France a désormais en Egypte, et qui lui est garantie par l'accord franco-anglais d'avril 1904, est encore considérable.

La langue française, si répandue par les écoles françaises en Egypte, est, concurremment avec l'anglais et l'arabe, la langue officielle ; presque tous les journaux sont écrits en français et c'est, comme on l'a vu, la langue presque exclusive des tribunaux mixtes. Les lois et Codes ont été rédigés sous l'inspiration française. Les

institutions administratives, judiciaires et financières furent faites sur le modèle français. Les traditions et souvenirs français demeurent. De nombreuses entreprises industrielles et commerciales françaises sont établies. Il y a une colonie française importante. On trouve au service du gouvernement khédivial de nombreux agents français ou d'origine française. La direction des recherches archéologiques appartient aux savants français. Enfin, la France occupe en moyenne le troisième rang dans le commerce égyptien tant à l'importation qu'à l'exportation, et la *Chambre de Commerce française d'Alexandrie* constitue un des organes agissants de l'influence française dans le pays.

La France doit s'efforcer de maintenir cette influence, en restant dans les termes de son accord avec l'Angleterre, et, abandonnant définitivement toute arrière-pensée, chercher à travailler, de concert avec l'Angleterre, à amener la possibilité de l'établissement d'un Etat Egyptien autonome.

* * *

Que si l'on veut, pour conclure, rechercher, à un point de vue plus élevé, quelle leçon générale se dégage pour la France de sa conduite en Egypte, il faut répéter inlassablement que la France a perdu ses droits sur l'Egypte par suite de ses fautes à l'égard de ce pays pendant 25 ans. C'est une preuve de plus des résultats néfastes qu'engendre une politique faible, irrésolue et pusillanime.

La politique étrangère (sans vouloir parler de l'autre) n'est jamais affaire d'impulsions irraisonnées et momentanées, non plus que de courtes vues au jour le jour; elle ne se guide pas sur les passions, les intérêts, et, disons le mot, les peurs de tel ou tel cénacle; elle obéit à des lois nécessaires, qui sont fonction des mouvements profonds et irrésistibles des Nations, mouvements qui se relient à travers les siècles aux centres lointains de leurs ondulations, mouvements que l'on doit connaître, dont on peut se servir, mais contre lesquels on ne peut longtemps aller, sinon, comme pour les lois de la nature, l'impitoyable logique des faits prend bientôt une revanche éclatante.

Tout comme dans les batailles de la guerre, on peut dire des luttes diplomatiques ce que Napoléon disait en art militaire: « *Le sort d'une bataille est le résultat d'un instant, d'une pensée: le moment décisif se présente, une étincelle morale prononce....* » ce qui peut se résumer dans la formule célèbre: « Etre le plus fort au moment décisif sur le point capital, c'est là tout. » Cet instant psychologique, la France ne l'a pas discerné et n'a pas su le saisir dans les affaires d'Egypte une première fois en janvier 1882, et une dernière fois en juillet 1882. Dès lors, la tentative tardive qu'elle fit par la suite était presque fatalement, surtout étant donnée l'imprévoyance avec laquelle elle était conduite, vouée à l'insuccès: la position était prise par l'adversaire, et ces efforts n'étaient plus que les con-

vulsions expirantes d'une politique frappée à mort.

Il est un mot redoutable, irréparable et définitif, plus effrayant en histoire que partout ailleurs parce qu'il annonce souvent à un peuple les pires désastres: *trop tard!* Puisse le Destin ne plus jamais le faire entendre à la France!

FIN

G. PÉMÉANT.

Février-Avril 1909.

BIBLIOGRAPHIE

- A. VANDAL. — Cours sur les Affaires d'Orient (Ecole des Sciences Politiques, 1905-06).
- CH. NORMAND. — Histoire de la Grèce ancienne.
- V. DURUY. — Histoire des Romains.
- V. DURUY. — Histoire de l'Europe et particulièrement de la France.
- VAAST et JALLIFFIER. — Histoire de l'Europe.
- A. THIERS. — Histoire du Consulat et de l'Empire.
- A. SOREL. — L'Europe et la Révolution Française.
- Correspondance de Napoléon et œuvres de Saint-Hélène (Campagnes d'Egypte et de Syrie).
- Notes d'H. LARREY, chirurgien en chef de l'Armée d'Egypte.
- HAMONT. — L'Egypte sous Mehemet-Ali.
- F. de LESSEPS. — Le percement de l'Isthme de Suez.
- D'HARCOURT. — L'Egypte et les Egyptiens.
- BORELLI. — Choses d'Egypte.
- HARRY ALIS. — Promenade en Egypte.
- CH. LESAGE, inspecteur des Finances. — L'achat des actions de Suez.
- PLANCHUT. — L'Egypte et l'occupation anglaise.
- Commandant E. BUJAC. — Précis de quelques campagnes contemporaines. III. Egypte et Soudan.
- H. BOBICHON, administrateur du Haut-Oubangui. Le Haut-Oubangui et la Mission Marchand (Revue Forézienne).

A. TERRIER, secrétaire du Comité de l'Afrique Française. —
La Mission Marchand.

R. de CAIX. — Fachoda: la France et l'Angleterre.
Questions actuelles de Politique Etrangère en Europe. R. de Caix. — La Politique Anglaise.

A. TARDIEU. — La lutte pour l'équilibre.

Bulletin du Comité de l'Afrique Française. — Articles de R. de Caix, G. L. Jarray, E. Payen, et informations diverses sous les rubriques: Traités Internationaux, Missions (Liotard Marchand), Pays Indépendants Egypte). — Années 1898, 1899, 1903, 1904.

Archives Diplomatiques.

Revue des questions Diplomatiques et Coloniales.

Revue Coloniale (Ministère des Colonies).

Revue pour les Français.

Annales de l'Ecole des Sciences Politiques.

Bulletin de Législation et de Jurisprudence Egyptienne (Alexandrie).

LORD CROMER. — Modern Egypt. — Analyses et extraits parus dans les diverses revues et dans l'*Echo de Paris*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.....	5
INTRODUCTION	
I. — Le Nil et l'Egypte	9
II. — Sept Mille Ans d'Histoire.....	18
PREMIÈRE PARTIE	
Avant la Crise (1798-1875)	
CHAPITRE PREMIER. — Bonaparte en Egypte... ..	33
CHAPITRE II. — Mehemet-Ali.....	76
CHAPITRE III. — Le Canal de Suez.....	106
SECONDE PARTIE	
La Crise (1875-1882)	
CHAPITRE PREMIER. — Le coup de Bourse Anglais de 1875.	113
CHAPITRE II. — La Faillite du Khédive.....	119
CHAPITRE III. — Le Contrôle Franco-Anglais.....	125
CHAPITRE IV. — Arabi-Bey.....	130
CHAPITRE V. — La Démonstration Navale devant Alex- andrie.....	135
CHAPITRE VI. — La Conférence de Constantinople.....	142
CHAPITRE VII. — L'Occupation d'Alexandrie.....	148
CHAPITRE VIII. — La Faute Suprême de la Politique Française.....	151
CHAPITRE IX. — L'Etablissement de la Domination Anglaise.....	155
TROISIÈME PARTIE	
Après la Crise (1882-1904)	
CHAPITRE PREMIER. — L'Insurrection Mahdiste.....	161
CHAPITRE II. — Fachoda.....	171
CHAPITRE III. — Le Changement de front de la Politique Française.....	189
CHAPITRE IV. — Arrangements relatifs au Canal de Suez et à la Dette Egyptienne.....	201
CONCLUSION	
I. — L'Avenir de l'Egypte.....	207
II. — La Leçon des Evénements.....	216

